

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

SUR LE MOUVEMENT SYNDICALISTE RÉFORMISTE

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

Soutenue le 19 Décembre 1912 à 1 h. 1/2

PAR

Pierre-A. CARCANAGUES

Président : M. Ch. GIDE

Assesseurs : MM. DESCHAMPS, TRUCHY

PARIS

LIBRAIRIE C. REINWALD

A. SCHLEICHER, SUCCESSEUR

8, RUE MONSIEUR-LE-PRINCE, 8

1912

SUR LE
MOUVEMENT SYNDICALISTE RÉFORMISTE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

SUR LE MOUVEMENT SYNDICALISTE RÉFORMISTE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le 19 Décembre 1912 à 1 h. 1/2

PAR

Pierre-A. CARCANAGUES

Président : M. Ch. GIDE

Assesseurs : MM. DESCHAMPS, TRUCHY



PARIS

LIBRAIRIE C. REINWALD
A. SCHLEICHER, SUCESSEUR
8, RUE MONSIEUR-LE-PRINCE, 8

1912

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

AVERTISSEMENT

Sous quelque idée directrice qu'on l'entreprenne, l'étude du Syndicalisme présente, pour ceux qui s'occupent à réfléchir et s'y entendent, un intérêt qui n'est pas près de s'amoinrir.

Dans les revues et dans les journaux, quotidiens ou non, de nombreux articles en furent l'indice et le montrent encore tous les jours. Des livres furent consacrés à l'analyse du nouveau phénomène social.

Ces multiples écrits ont des origines diverses. Comme de juste, les membres eux-mêmes des syndicats, secrétaires d'organisation ou simples militants, en ont produit une notable partie. Ce sont presque toujours des écrits de propagande intérieure au monde ouvrier, tendant à amener aux syndicats les non-syndiqués ou à convertir les syndiqués à une théorie particulière.

Dans le domaine de la spéculation morale et économique, ce n'est que récemment que l'on commence à voir se dessiner un commencement de recherches sur les notions du syndicalisme. Si le syndicat a existé dès la loi de 1884, et même avant, puisque cette loi ne fit que lui donner l'existence légale, le syndicalisme, doctrine économique, ne commence à pouvoir être réellement admis comme tel qu'après avoir pris une certaine consistance. De plus, de pareilles études demandent quelque recul dans le temps; de fait, ce recul est encore bien insuffisant, ce qui permet de supposer que tout ce que l'on imprime actuellement ne sera nullement définitif et ne pourra guère servir qu'à documenter ceux qui viendront plus tard.

Dans une dernière catégorie, je range ceux qui n'ont cherché qu'un intérêt personnel ou de parti. Force nouvelle apparaissant sur l'horizon politique, le Syndicalisme a subi de pressantes avances de tous les côtés, qui ne se justifient pas toujours.

Même, dans des intentions plus ou moins avouées ou déguisées, certains se sont efforcés de démontrer un parallélisme ou même l'identité entre le corporatisme qui naquit et se développa à son maximum sous l'ancien régime, pour finir avec lui, et le mouvement syndical actuel.

En plus du démenti brutal de l'histoire, l'inanité d'une pareille thèse ressort suffisamment de l'échec (1) des syndicats mixtes et des réponses narquoises, ou tout au moins indifférentes, des intéressés aux avances à eux faites, pour qu'il soit nécessaire de la combattre amplement.

Pour la documentation de la présente étude, je me suis surtout adressé aux écrits des syndiqués, parce que je les considérais comme l'expression même de l'idée syndicaliste.

Des études spéculatives, j'ai bien été forcé de tenir compte dans une certaine mesure, — sans m'y référer, toutefois, généralement, — car cela eût été quelque peu téméraire de ne pas paraître prendre

(1) L'Annuaire des Syndicats professionnels publié par le Ministère du Travail, — 16^e année, 1908-1909, — donne pour les Syndicats Industriels et Commerciaux, les chiffres suivants : *S. patronaux*, 3.965 avec 331.475 membres ; *S. ouvriers*, 5.524 avec 957.102 membres ; *S. mixtes*, 170 avec 34.388 membres.

Les effectifs ouvriers sus-indiqués ne comprennent pas que les Syndicats affiliés à la C. G. T. Le même ouvrage donne comme effectifs de la C. G. T., en Septembre 1908, « d'après les rapports présentés au xvi^e Congrès Confédéral :

« 1^o La *Section des Fédérations* : 60 Fédérations nationales et deux « Syndicats nationaux d'industrie, comprenant ensemble 2.578 syndicats « locaux ou sections ; 8 syndicats isolés. 68 de ces groupements avaient « fait connaître le nombre de leurs adhérents, au total 294.398 ;

« 2^o La *Section des Bourses du Travail* : 157 Bourses du Travail ou « Unions locales de Syndicats de professions diverses, comptant 2.028 « Syndicats dont 1.100 déjà compris dans les Fédérations adhérentes à « la Section des Fédérations. »

Aux termes du dernier annuaire paru, au 1^{er} janvier 1911, il existait 15.668 syndicats dont 4.742 patronaux, 5.325 ouvriers, 5407 agricoles et 194 mixtes. (Le léger accroissement dont ont bénéficié les Syndicats mixtes ne saurait donc faire oublier que leur nombre est relativement infime). Le nombre total des syndiqués est de 2.386.086 dont 403.759 patrons et 1.029.238 ouvriers.

« D'après son dernier bilan, la C. G. T. compte, dans sa *Section des « Fédérations*, 57 unions nationales groupant 3.012 syndicats et 355.000 « adhérents et, dans sa *Section des Bourses*, 146 Unions locales ou Bourses « du Travail. La C. G. T. compterait donc le tiers des ouvriers syndiqués « de ce pays. Mais il n'y a guère moyen de contrôler l'exactitude des « chiffres qu'elle fournit et l'on sait suffisamment combien de ceux qu'elle « compte dans ses rangs se sont, ces temps-ci, détachés d'elle. » MARCEL GÉRAUD, *Action* du 11 décembre 1911.

Ajoutons que les statistiques de l'Office, devenu Ministère du Travail, ont toujours été contestées par les syndiqués de la C. G. T.

en considération l'œuvre de certaines autorités aujourd'hui bien établies, qui s'imposent dans cette particulière catégorie d'études. D'autre part, malgré l'espèce de méfiance qu'ont quelques syndiqués de ceux qui s'occupent des affaires des autres, et bien qu'ils affectent souvent de paraître les ignorer, nombreux sont les intellectuels qui ont pris de l'influence sur le mouvement ouvrier contemporain (1); il paraîtrait qu'elle ne fut pas toujours heureuse dans ses résultats.

Je ne me suis pas occupé de la dernière catégorie plus haut mentionnée.

Quoi qu'il en soit, et en ce qui me concerne, je ne me suis pas efforcé de faire un ouvrage purement objectif ; c'eût été impossible et de mauvaise méthode, bien que, cependant, j'aie mis tout mon soin, tant que faire se pouvait, à rejeter à l'arrière-plan mes opinions personnelles, ou, tout au moins, à faire qu'elles apparaissent nettement dissociées de celles que je citais.

Je me suis surtout attaché à exposer ces dernières, en allant les rechercher jusque dans des journaux professionnels, absolument locaux, pour les saisir intimes. De cet ensemble d'idées, j'ai fait un tout pour en avoir la moyenne approchée et j'ai cherché à en exposer les origines et la nature en quelque sorte psychologique.

M'essayant enfin à un ordre de recherches plus délicat, et surtout plus dangereux, j'ai voulu voir si, par l'examen des idées et des faits, on ne pourrait porter un jugement de ce qui a été fait et se fait, et si même on ne pourrait pas tenter de prévoir ce qui doit succéder aux événements présents.

Que le lecteur soit encore prévenu qu'il est exposé à lire des

(1) Comparer, à cet égard, ce qu'écrit Niel dans l'*Humanité* du 6 juillet 1908 (art. : *Syndicalisme et corporatisme*), en réponse à un article de Lagardelle, paru dans le *Mouvement Socialiste*. Il dit notamment : « Ce « n'est pas que je veuille dénier à Lagardelle le droit de s'occuper de ce « qui, de son aveu même, nous regarde plus spécialement. Tous ceux « qui sont en dehors du mouvement ouvrier : intellectuels, professeurs, « journalistes, littérateurs, sociologues, historiens, prêtres, patrons, etc., « peuvent parfaitement avoir la prétention d'émettre une opinion sur « notre syndicalisme. Surtout, comme c'est le cas pour notre ami La- « gardelle, lorsqu'ils émettent des opinions intéressantes et fortes. Des « étrangers à notre propre famille ouvrière peuvent avoir des conceptions « aussi conscientes, et même plus conscientes, de nos intérêts que nous- « mêmes... »

Je dois du reste spécifier que ce sentiment de méfiance auquel je fais allusion est loin d'être absolument général. Je n'en donnerai, comme preuve, que l'obligeance que j'ai rencontrée lorsque j'entrepris d'établir l'enquête reproduite à la fin de ce volume, et surtout lorsque je fis auprès de certains militants des démarches personnelles.

Que tous me permettent, à l'occasion, de leur adresser à nouveau l'expression de ma reconnaissance.

choses qu'il n'ignorait pas; je ne puis faire qu'elles n'existent; il trouvera aussi probablement des erreurs, ou ce qu'il considérera comme tel; qu'il me pardonne alors, car, si je me suis trompé, ce fut de bonne foi.

Elle a présidé à tout le cours de mes travaux, alors même que les constatations faites étaient à l'encontre de ce que je pensais ou aurais désiré trouver. Deux idées m'ont seules guidé : l'idée de justice et surtout celle de l'intérêt supérieur de la Nation.

SUR LE MOUVEMENT SYNDICALISTE RÉFORMISTE

« Les maîtres sont en tout temps et partout
« dans une sorte de ligue tacite et uniforme
« pour ne pas élever les salaires au-dessus
« du taux actuel. »

AD. SMITH.

Richesse des Nations (Liv. I. Ch. VIII)

CHAPITRE PREMIER

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES SUR LE SYNDICALISME EN GÉNÉRAL

Pour s'expliquer comment le Syndicalisme a pu se diviser en deux fractions et même comment a pu naître le Syndicalisme, il est nécessaire de jeter un rapide coup d'œil en arrière.

De tous temps, et alors même que l'on ne se livrait pas à l'étude des questions économiques, l'humanité, en ses multiples divisions politico-géographiques, fut agitée par les luttes que se livraient les deux classes : d'une part, les riches, ou plutôt les possédants qui s'efforçaient de conserver le maximum possible de leurs avantages, de l'autre les moins et non possédants qui, au contraire, luttaient pour acquérir un peu de bien-être, aujourd'hui, on dit : mieux-être.

Des causes de provenance extérieure ont pu, soit étouffer momentanément ces revendications, tel le despotisme, qu'il se caractérise ou non par la force brutale ; soit les endormir, à les faire paraître à jamais abandonnées : procédés philosophiques ou religieux, également procédés, par exemple, des empereurs romains par le pain et les jeux, en somme de dérivation.

C'est pourquoi, consciemment ou non, les premières luttes se manifestèrent surtout sur les terrains purement politiques et religieux.

Plus sage était de commencer par priver l'adversaire des armes terribles dont il disposait.

La grande Révolution de 89 et 93 amena l'avènement de l'individualisme, mais elle blessa mortellement le principe du gouvernement monarchique absolu, le seul se prêtant réellement à une alliance ploutocratique.

C'est en vain que l'on objecterait le petit nombre des états républicains en Europe.

Disons simplement qu'en Amérique, il n'existe pas actuellement d'autre forme de gouvernement. Plus près de nous, les convulsions politiques se multiplient : en Russie, en Perse, en Turquie, au Portugal (1); l'instabilité du trône espagnol n'est pas à démontrer; en Italie, franchement, et en Allemagne, sourdement, l'idée républicaine se développe : rappelons que dans le premier de ces deux pays, il y a à peine dix ans, la monarchie ne franchit sans encombre une crise terrible que grâce au manque d'énergie du parti républicain (2).

En Grande-Bretagne, point de ces symptômes; mais, cependant, ce pays qui accuse le premier ses tendances démocratiques évolue aujourd'hui encore : conflits entre les Lords et les Communes; et le régime monarchique y subsisterait-il qu'il ne faudrait en tirer aucune preuve : le principe républicain n'est pas incompatible, sous certaines conditions, avec l'existence d'un chef d'état héréditaire : il faut, de plus, tenir compte des tempéraments nationaux et aussi penser qu'en cas de nécessité, les peuples doivent savoir accepter un pis-aller.

Sur les terrains philosophique et religieux, nous assistons à des phénomènes analogues.

Les religions tendent à dépouiller, sous l'impulsion générale, leur caractère de confessions nationales pour prendre celui de croyances privées.

Par suite de l'impossibilité qu'éprouve la masse des citoyens à se plier à des systèmes philosophiques, — moraux ou économiques — conçus pour d'autres que ceux qui la composent et dans l'intérêt aussi d'autres, une nouvelle Économie s'est formée qui, puisant sa sève dans le même sol que l'économie classique, se développe en sens contraire, en adversaire.

Il semblerait même qu'une nouvelle morale cherche à naître, encore imprécise et nullement caractérisée : mais on la pressent,

(1) Au moment où j'écris ces lignes, les journaux viennent de reproduire les échos affaiblis de la révolution chinoise. Le Céleste-Empire se réveillant, qui paraissait figé dans son cadre absolutiste, n'est-ce pas là une illustration d'une grande valeur ?

(2) Cf. A. Lanzillo. *Le Mouvement ouvrier en Italie*. Ch. II.

peut-on dire, et aussi qu'elle bouleversera toutes les notions acquises et plus ou moins préjugées qui, actuellement, régissent nos consciences, tant au point de vue privé qu'au public.

C'est au milieu de ce grand trouble de tous les esprits que naquit en France le Syndicalisme.

Si le xix^e siècle a vu le développement éblouissant de l'industrie, s'il a vu aussi les plus grandes modifications politiques qui se soient jamais produites, le xx^e, le nôtre, voit, conséquences directes, les plus grandes transformations économiques se préparer. Peut-être même les verra-t-il s'accomplir.

Les modes de production avaient été complètement bouleversés, tandis que la répartition n'évoluait pas, empirait même.

De ce déséquilibre grandissant, un malaise économique est né, et tous, penseurs comme intéressés, s'efforcèrent, soit de combler le fossé qui se creusait entre patrons et ouvriers, avant qu'il ne fût trop tard, soit de le creuser plus profondément encore, afin de créer l'irréparable.

Entre autres préoccupations, une s'imposa qui fut d'égaliser les conditions de la lutte entre le patronat et le salariat.

On voulut pallier, pour l'ouvrier, l'impérieuse nécessité de se nourrir, besoin immédiat, qui faussait son consentement dans les contrats de travail, en lui donnant le droit à la solidarité. Ce fut l'origine de la loi du 21 mars 1884, qui permet aux ouvriers de se grouper, pareils aux dards du fabuliste, afin de pouvoir résister à la volonté dictatoriale du patron, volonté une en face d'appétits multiples.

En fait, c'était là l'unique but de cette loi; elle était destinée à permettre aux ouvriers de « librement se concerter pour l'étude et « la défense de leurs intérêts économiques, industriels, commerciaux « et agricoles » (1).

Nous savons que ce programme fut largement dépassé et que, de la défensive, les syndicats ne tardèrent pas à passer à l'offensive.

Pour nous, il paraît évident que cette transformation devait fatalement se produire. Mais il ne semble pas que les législateurs d'alors aient eu, en général, cette prévision que nous avons, à présent, à bon compte. Les colonnes du *Journal Officiel* sont instructives à cet égard et Waldeck-Rousseau eut des paroles (2), qui permettent de croire que sa conception du syndicalisme ne s'est pas réalisée.

(1) Art. 5 de la loi.

(2) Par exemple, au Sénat, 29 Janvier 1884.

Il n'est pas inutile de rappeler que les syndicats existaient avant le 21 mars 1884. La loi de ce jour ne fit que leur donner l'existence légale. Peut-être le Gouvernement, en les appelant à la vie publique, voulait-il trouver en eux des alliés pour l'avenir; ils se rangent à présent pour beaucoup parmi ses plus irréductibles ennemis.

Il était du reste absolument contraint de favoriser cette éclosion, et, à tout prendre, il valait mieux qu'elle se fît, le droit y présidant. Cela présentait de sérieux avantages pour la chose publique et aussi pour les syndicats eux-mêmes qui, s'ils y perdirent quelque peu en liberté dans les débuts, y gagnèrent de grandir plus sûrement, parce que protégés contre leurs propres excès possibles, mortel danger, surtout alors.

L'art. 3 attribue « exclusivement pour objet » aux syndicats professionnels « l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ».

Duvergier, dans le tome 24 de la *Collection complète*....., année 1884, signale : « le mot *exclusivement* figurait dans le projet du « gouvernement; il a été supprimé par la Chambre, et c'est à la « suite d'un amendement présenté par M. Béranger qu'il a été rétabli ».

L'intention est donc bien visible de restreindre à ce minimum de leurs intérêts de métier les discussions futures de ces nouveaux syndicats légaux.

C'était là tenter l'impossible.

Les phénomènes économiques sont dans leur complexité tellement déterminés les uns par les autres, qu'il y eût eu déraison de la part des syndiqués à se cantonner ainsi dans l'étude étroite de leurs intérêts immédiats.

Il était donc inévitable qu'ils en vinssent tôt ou tard à aborder l'étude de faits d'un ordre plus élevé et plus général, car ils ne pouvaient pas ne pas s'apercevoir, eux aussi, de la réalité de ce que je viens d'exprimer.

Ceci reconnu, on admettra facilement que dans les groupements d'intelligences et d'aspirations que sont les syndicats, une doctrine devait inévitablement se former qui, pour des raisons idiosyncrasiques, tendrait à être une et différente de celles jusqu'alors existantes.

En effet, mais il se produisit que ces autres doctrines économiques s'efforcèrent de pénétrer les syndicats pour les prendre à la remorque et augmenter ainsi leur puissance d'action. Cela paraissait d'autant plus praticable, que la future doctrine des syndicats, le Syndicalisme, n'avait pas été le fruit des réflexions d'un inventeur,

ni même de quelques-uns, d'où possibilité de devancer la constitution d'une théorie propre.

Suivant le degré de résistance présentée par la masse de chacun des syndicats existant déjà, ou qui se fondèrent ensuite, varièrent les résultats de ces efforts de pénétration.

D'aucuns ont pris une physionomie nettement socialiste, la Fédération du textile par exemple. Ce n'est que sur le tard qu'apparaît l'anarchisme à la suite d'une décision du Congrès d'Amsterdam, tenu en 1907; mais cette doctrine a fait depuis dans le monde syndical de très rapides progrès pour des raisons sur lesquelles j'aurai lieu de revenir.

Par contre, certains groupements ont encore ou ont longtemps conservé les caractéristiques du corporatisme (1) : si le Livre garde encore cet aspect malgré la présence dans son sein de représentants d'idées différentes, les Chemins de fer traversent en ce moment une crise terrible d'orientation; on ne peut savoir ce qu'il en adviendra (2).

Tout ceci constitue une première cause de division entre les travailleurs syndiqués, mais, je le répète, à ce danger il ne pouvait être paré; le primitif manque de consistance du syndicalisme s'y opposait, et si jamais il parvient à se dégager complètement de toute influence extérieure, cela n'aura pas été sans peine et sans qu'il ait été profondément meurtri.

Une autre cause de division, d'un autre ordre, quoique souvent intimement liée à la précédente, est dans la différence des méthodes d'actions préconisées.

Si, d'un principe nettement défini et posé, il peut y avoir de nombreux modes d'application, combien, a fortiori, peuvent se multiplier ceux du Syndicalisme qui, malgré les décisions des Congrès, varie presque à l'infini d'un esprit à l'autre.

Suivant que tel ou tel syndicat admettra, par exemple, une thèse comportant le parlementarisme, sa tactique en sera fortement modifiée.

Ceci constituerait la différence de méthodes déterminée par les

(1) Il faut comprendre par là que leur tactique s'éloigne le plus possible de toute politique quelle qu'elle soit, même très atténuée, et qu'elle se réduit à la défense des intérêts professionnels comme à la conquête de nouveaux avantages dans le même ordre d'idées.

(2) En tous cas, l'intensive propagande anarchiste qui se fit au Syndicat ces temps derniers l'aurait fait descendre de 90.000 à 13 à 20.000 cotisants. Ce serait l'Union Catholique, groupement jaune, qui aurait profité de cette diminution d'effectif.

notions acquises : le programme d'action se ressent toujours du credo économique ou politique.

Une dernière, beaucoup plus difficile à indiquer avec précision, provient du tempérament et de l'ambiance.

La méthode d'un syndicat du Nord de l'Europe, composé d'individus de race germanique, ne peut être la même que celle d'un syndicat du Midi, unissant des Latins.

Cette différence se retrouve sous un autre aspect en France où, suivant le tempérament des membres influents de ce groupement, la masse, plus mobile et impressionnable qu'on ne pense, peut varier ses tendances d'un extrême à l'autre.

L'ambiance entre également en ligne de compte. Le sujet est brûlant, mais il est incontestable que, sauf éducation profonde, la manière de penser d'un travailleur exclusivement manuel ne peut être la même que celle d'un de ses camarades à l'activité purement intellectuelle.

Mais il ne faudrait pas généraliser trop facilement les conséquences de cette différence de mentalité. Un travailleur intellectuel n'est pas, par définition, un réformiste, et un manuel, un révolutionnaire, ou vice versa. Disons simplement que là gît la cause de certains effets, en avouant qu'interviennent des facteurs que nous ignorons absolument et qui nous interdisent souvent les déductions logiques en nous réduisant à des hypothèses que nous sommes trop heureux de voir, parfois, paraître se vérifier.

C'est un phénomène très intéressant à observer que l'absorption par le Syndicalisme des impulsions qui lui vinrent de l'intérieur, ainsi que je l'exposai précédemment.

On ne saurait mieux le comparer qu'à un champ où les voisins du légitime propriétaire auraient, par malice ou par intérêt, jeté quelques-unes des semences de leurs propres cultures. Lorsqu'elles levèrent, quelle ne fut pas sa stupéfaction de constater que tous les genres concevables ou à peu près s'y mélangeaient!

Ainsi le Syndicalisme est essentiellement hétérogène. Si, de loin, il présente un aspect à peu près uniforme; si, de moins loin, il paraît alors se différencier à peu près en deux catégories, de près ce n'est plus qu'un mélange confus d'idées, où le critique se perd d'autant plus qu'il est plus expérimenté.

L'expérience nous enseigne que dans le domaine de la Science morale, comme dans les règnes de la nature, il s'est toujours trouvé des idées dans le premier, des espèces, dans les seconds, pour éliminer peu à peu les autres. Les contemporains perspicaces de ces luttes entre idées concurrentes seraient du reste fort en peine d'éta-

blir des prévisions concernant leur issue. Certaines possèdent en elles une force insoupçonnée qui les font triompher lentement, mais sûrement, de leurs rivales, en apparence plus forts, au point de devenir l'idée-type, jusqu'au jour où elles s'écroulent à leur tour, minées par une fissure irrémédiable et secrète. Elles cèdent alors la place à de plus neuves, à de mieux douées; et la même évolution se renouvelle, perpétuel recommencement de la pensée humaine.

C'est pourquoi personne ne peut dire quelle sera l'issue de la crise où se débat actuellement la pensée ouvrière, c'est-à-dire dans quel sens elle s'orientera finalement.

Celui qui, étranger aux questions syndicales, les apprécie, sans s'y être auparavant suffisamment initié, ne peut se rendre compte qu'elles constituent les problèmes psychologiques et moraux autant qu'économiques, peut-être les plus complexes de notre époque.

Il voit beaucoup plus simplement les choses. Pour lui, existe une notion de syndicalisme, lequel se divise en syndicalisme réformiste et syndicalisme révolutionnaire. Les réformistes sont ceux qui sont tranquilles : les révolutionnaires sont les violents, ceux de l'action directe, pour tout dire.

Cela n'est malheureusement pas si simple. Ce travail est consacré à tenter de démêler une partie de cet écheveau et, souvent, j'ai failli reculer devant la grande difficulté de la tâche. Je ne suis pas certain d'avoir absolument réussi, mais si j'ai pu contribuer pour une faible part à cette recherche et apporter ma contribution, si petite soit-elle, ce sera déjà pour moi une satisfaction.

CHAPITRE II

LE CONFORMISME DU RÉFORMISME

Nous savons que le Syndicalisme est le résultat collectif d'un sentiment individuel de révolte, lequel s'est mué jusqu'à l'idée de conquête.

Ce sentiment, nous le trouvons exprimé quelque part, et dans un texte voté par une assemblée ouvrière.

Ce texte qui est l'article premier des statuts de la C. G. T., modifiés au Congrès d'Amiens (1906) (1), constitue le credo nécessaire de

(1) Il est de toute nécessité de connaître le texte de la résolution, votée par 824 voix contre 3 et un bulletin blanc, qui apporta cette confirmation.

Le voici : « Le Congrès confédéral d'Amiens confirme l'art. 2 constitutif de la C. G. T. disant :

« La C. G. T. groupe en dehors de toute école politique, tous les « travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du Sa-
« lariat et du Patronat. »

« Le Congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance « de la lutte de classes qui oppose, sur le terrain économique, les tra-
« vailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppres-
« sion, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capi-
« taliste contre la classe ouvrière ;

« Le Congrès précise pour les points suivants, cette affirmation théo-
« rique :

« Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit
« la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux être des
« travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que
« la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc.
« Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du Syndicalisme ; il
« prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par
« l'expropriation capitaliste ; il préconise comme moyen d'action la grève
« générale, et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de
« résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartiti-
« on, base de réorganisation sociale ;

« Le Congrès déclare que cette double besogne quotidienne et d'avenir
« découle de la situation des salariés, qui pèse sur la classe ouvrière et
« qui fait à tous les travailleurs quelles que soient leurs opinions ou leurs
« tendances politiques ou philosophiques, un devoir d'appartenir au grou-
« pement essentiel qu'est le syndicat ;

« Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le Congrès
« affirme l'entière liberté pour le syndiqué de participer en dehors du
« groupement corporatif à telles formes de lutte correspondant à sa con-

tout adhérent aux Syndicats affiliés directement ou indirectement à cette organisation.

Il est ainsi conçu :

« ART. PREMIER. — La Confédération générale du travail, régie par les présents statuts, a pour but :

« 1° Le groupement des salariés pour la défense de leurs intérêts moraux et matériels, économiques et professionnels;

« 2° Elle groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du Salariat et du Patronat.

« Nul ne peut se servir de son titre de confédéré ou d'une fonction de la confédération dans un acte électoral politique quelconque ».

Le dernier paragraphe apparaît surtout comme le corollaire d'une partie du deuxième : « en dehors de toute école politique »; et comme, de plus, il se rapporte presque uniquement à l'administration intérieure, nous le laisserons de côté.

Mais pour les deux premiers, ils contiennent tout le Syndicalisme, ses causes, ses buts et son moyen primordial qui est le groupement.

Aux termes du premier paragraphe, la cause, la raison d'être du Syndicalisme, ce sont les intérêts des salariés, intérêts moraux et matériels, économiques et professionnels, et le but assigné, leur défense.

« ception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors ;

« En ce qui concerne les organisations, le Congrès déclare qu'afin que le Syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement sur le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute liberté la transformation sociale. »

Avant le vote, Niel déclara se rallier à cet ordre du jour et Jusserand, du Livre, ajouta que, bien que cette résolution préconisât la grève générale sur laquelle le Livre ne s'était pas encore affirmé, lui et ses camarades la voteraient, parce qu'elle établissait la neutralité de l'organisme central.

Sur une question de Liochon, Griffuelhes dit que les organisations étaient autonomes et qu'elles pouvaient établir les rapports qu'elles croiraient utiles, mais que ces rapports ne pouvaient être que transitoires et accidentels ; qu'au surplus les organisations devaient être guidées par l'esprit des statuts de la Confédération.

Pour tout ce qui concerne le Congrès d'Amiens, on peut consulter les journaux corporatifs et, entre autres, la *Voix du Peuple*, l'organe officiel confédéral, mois d'Octobre 1906.

Ceci n'est qu'une transcription, qu'une ampliation, tout au plus de l'art. 5 de la loi de 1884 déjà cité.

La seconde raison d'être, celle énoncée dans le deuxième paragraphe, c'est le Salarial, et aussi le Patronat; la fin, la lutte pour leur disparition.

L'article premier des statuts nous fournit un criterium d'appréciation des différentes tactiques syndicalistes, par la division qu'il contient, en deux fractions délimitées, de l'action ouvrière. Ce criterium nous permettra de discerner celles qui se rapprochent le plus de l'idéal syndicaliste tel qu'il y est exprimé. L'équilibre, comme le déséquilibre, qui peuvent résulter de la façon dont il est considéré, nous indiqueront non seulement les idées, mais aussi le tempérament et la mentalité des syndicalistes.

En effet, si nous constatons que la défense des intérêts immédiats de la classe ouvrière est considérée d'une façon presque exclusive de la conquête des moyens de production, cela impliquerait une action à caractère corporatiste.

Si, au contraire, la lutte pour la disparition du salariat faisait oublier la situation présente des salariés pour ne laisser songer qu'à leur affranchissement par quelque moyen que ce soit, elle deviendrait exclusivement révolutionnaire.

Si, enfin, une part égale des efforts est consacrée à chacune des deux idées, je ne vois pas comment nous pourrions dénommer l'action autrement que syndicaliste, puisqu'elle ne serait que la mise en pratique du credo syndicaliste.

Je n'insisterai que plus loin, sur le point de savoir si les réformistes sont partisans de réformes à apporter à leur situation présente, mais il faut dès à présent nous arrêter sur le mot révolutionnaire et rechercher s'il peut être appliqué à une tendance dirigée dans le sens de la disparition du salariat.

Il est évident que le principe de la propriété, base de notre société, n'est pas inséparable de celui du salariat. La propriété, c'est-à-dire le droit de disposer des choses dans de certaines limites, — il en est dans notre législation (1) — se conçoit très bien dans un régime économique, dont les systèmes de répartition et surtout de production seraient différents des nôtres.

(1) L'art. 544 C. C. est ainsi conçu : « La propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements. »

Cette restriction est indéfiniment extensible et il suffirait d'une loi très courte pour réduire le droit de propriété à presque rien.

Mais, en admettant même que l'article premier des statuts, en ce moment visé, ne tende pas à la suppression de la propriété, il n'en est pas moins révolutionnaire par le fait qu'il donne, comme aboutissant aux efforts des syndiqués adhérents, la suppression du salariat impliquant celle du patronat, c'est-à-dire une modification profonde de notre état social.

Si notre législation ne repose pas sur le Salariat, du moins, elle le consacre; le Code Civil, au livre III, titre VIII, réglemente le contrat de louage, et l'art. 1708 nous annonce les objets du titre :

« Il y a deux sortes de contrats de louage :

« celui des choses,

« et celui d'ouvrage. »

D'autre part, il n'est pas besoin de dissenter pour montrer que cette évolution économique transformerait absolument le caractère des moindres actes de notre vie courante, partant de nos mœurs.

La situation est ainsi très nette : tout syndiqué adhérent à la C. G. T., quelle que soit l'étiquette qu'il s'attribue ou qu'on lui attribue, est, par essence et par définition, un révolutionnaire, tout au moins dans le sens exact du mot (1).

Ceci était important à spécifier pour bien comprendre la différence de signification que présente ce mot : révolutionnaire, suivant qu'il est pris dans le sens courant ou dans le sens syndicaliste qui est : n'acceptant *que* la révolution, ce qui toutefois supporte naturellement certains tempéraments.

La révolution, ainsi envisagée dans l'art. 1^{er}, peut être exécutée de trois façons, par évolution ou par un coup de force, ou encore par une méthode mixte, évolution s'accélégrant pour, au maximum de vitesse atteint, se terminer par un effort final et décisif.

La méthode du coup de force, sous peine d'être confondue avec la troisième, dite mixte, est exclusive des améliorations. Elle suppose l'acceptation de notre société considérée comme incurable, acceptation se traduisant, sans paradoxe, par la volonté de la supprimer absolument et sans transactions temporisatrices, qui ne pourraient, en effet, que l'améliorer et donner à la masse ouvrière l'impression

(1) Littré dit au mot Révolution : « ... D'une façon abstraite, la révolution, système d'opinions composées d'hostilité au passé et de recherche d'un nouvel avenir, par opposition au système conservateur. »

Ce n'est en somme que par extension que le mot : révolution a acquis un caractère de violence, sentiment non indispensable à l'accomplissement d'une révolution.

Montesquieu entendait ce mot comme signifiant un « changement dans les choses du monde, dans les opinions, etc. » Littré, *cod. loco*.

que cet état social est réellement perfectible et que partant la révolution est inutile.

Là ne peut être l'idéal d'un vrai syndicaliste acceptant les deux paragraphes de l'article en question, alors qu'au contraire les deux autres modes sont parfaitement compatibles, puisque prévoyant tous deux les améliorations et la mise en possession, avec le « final » comme seule différence.

Ces deux dernières tendances sont représentées dans le Syndicalisme réformiste, et la tendance contraire, de non-temporisation, peut servir, au contraire, de critérium pour considérer comme non réformistes ceux qui l'acceptent, quoiqu'en réalité, l'opposition des révolutionnaires à l'idée de réformes constitue plutôt un principe qu'un fait.

Tout ceci explique — j'y reviendrai — pourquoi certains militants syndicalistes, que tout en eux fait considérer comme réformistes, ne s'en intitulent pas moins révolutionnaires. On comprendra aussi, étant donnée une certaine évolution des révolutionnaires vers les principes de tractations et de conquêtes progressives des réformistes, qu'on pourrait dire que serait faite l'unification morale du Syndicalisme, si cette évolution venait à se parfaire.

L'unique moyen de brusquer les choses qui, en France, soit actuellement accepté, à différents degrés, par la classe ouvrière, est la Grève Générale.

De naissance anglaise, la Grève Générale, après une grande fortune dans son pays d'origine, y est aujourd'hui beaucoup moins appréciée, de même en Allemagne, au moins en tant qu'instrument d'émancipation.

Dans les pays latins, France et Italie, elle a séduit beaucoup d'esprits, mais est battue en brèche par les socialistes, spécialement les Guesdistes. — grève générale, crève générale dit le docteur Rapoport, guesdiste convaincu, et collègue au journal *Le Socialisme* de P.-M. André, des Chemins de fer, comme aussi d'autres syndicalistes de même tendance.

Je n'entends parler naturellement que de la grève générale économique et non de la grève générale politique qui n'a qu'un rapport éloigné avec le syndicalisme. Il ne faut pas non plus confondre avec la grève générale, la grève généralisée qui n'est qu'une extension de la grève locale et qui, bien que n'étant qu'un instrument de conquête partielle, est parfois appelée du même nom que l'instrument d'émancipation.

Je ne crois pas m'avancer trop en disant que parmi les réformistes, l'enthousiasme est souvent assez restreint pour la grève

générale, considérée comme instrument d'émancipation (1).

Cependant, aucun des leaders des grandes fédérations réformistes, ou simplement de ceux qui font de la propagande dans un sens plutôt réformiste, n'a rien dit, ni écrit, qui puisse faire croire qu'il n'adhérait pas à l'article premier des statuts de la C. G. T.; ils ne l'ont donc certainement pas accepté avec l'arrière-pensée d'éviter ainsi de se désolidariser d'avec le reste de la classe ouvrière organisée.

Mais si l'on considère la manière dont quelques-uns d'entre eux envisagent le paragraphe 2, on trouve chez eux un peu de scepticisme à son égard et on a l'impression qu'ils paraissent considérer l'émancipation totale et définitive des travailleurs comme une éventualité absolument désirable, mais bien lointaine, et qu'il est plus urgent, pour le moment, de s'occuper des améliorations immédiates, c'est-à-dire d'appliquer le paragraphe I.

Pour eux, la révolution se fera elle-même et quasiment sans que l'on s'aperçoive de sa marche; un jour viendra où elle se sera accomplie, sans surtout qu'on ait eu besoin d'envisager des éventualités dangereuses pour tout le monde.

D'autres conçoivent qu'un effort sera nécessaire pour cette fin, mais que si on procède avec ordre et méthode, sans hâte inutile et pouvant être funeste, ce sera besogne très aisée de mettre en mouvement, avec le minimum de violence, un système par avance accepté de tous.

Voilà donc retrouvés les deux modes expliqués précédemment.

Voyons rapidement ce que disent sur cette question des réformistes notoires.

Keufer, l'éminent secrétaire général de la Fédération du Livre,

(1) Reportons-nous seulement à l'enquête annexée en fin de ce volume. Berlier, Mammale et Montélimard y sont tout simplement opposés. D'autres qualifient : C'est une utopie, disent P.-M. André et Grandvallet, — heureusement, ajoute Daïdé ; c'est une illusion, dit Brugnier ; Claverie et Doizié la considèrent comme un bluff ; plus, pour Chapeau, elle n'est qu'un leurre.

D'autres, il est vrai, l'acceptent : Bouveri, aujourd'hui député socialiste unifié et envoyé à la Chambre par ses camarades mineurs ; X. et Villaret partagent cette opinion.

Certains n'y sont pas opposés, mais font des restrictions : Briat demande qu'elle soit légale ; Guérard, Labat et Ouvrard demandent qu'au préalable soit faite une éducation plus complète qu'elle n'est, de la classe ouvrière.

Klemczynski, Vaysse et Saint-Venant spécifient qu'ils ne savent pas si c'est là le moyen qu'on emploiera et qu'en tous cas, il y en a certainement d'autres.

Y, enfin, très habilement, dit qu'on peut toujours la considérer comme une épée de Damoclès qu'il ne faut pas laisser rouiller.

n'est, disons-le tout de suite, ni socialiste, ni anarchiste (1) : il est un fidèle disciple d'Auguste Comte et le proclame hautement. Au dernier congrès du Livre, tenu à Bordeaux, en juillet 1910, il dit :

« Je proclame hautement mes opinions positivistes : oui, je suis « un fidèle de la religion de l'Humanité, qui a pour but de réorganiser « la société sans dieu ni roi, en faisant prévaloir la sociabilité sur la « personnalité, l'altruisme sur l'égoïsme, source de tous les abus et « de toutes les iniquités. » (2)

Il me faut ici ouvrir une parenthèse. Les réformistes, toujours en conformité avec l'art. 1^{er} des statuts, et afin d'éviter une possibilité de divisions intestines, prétendent ne pas accepter l'ingérence de la politique dans la vie syndicaliste. Il faut comprendre que non seulement les discussions sur les formes de gouvernement sortent de la compétence syndicale, mais qu'encore on ne doit pas, dans l'intérieur du syndicat, faire de propagande en faveur de doctrines économiques, pas plus socialistes qu'anarchistes ou autres.

Malheureusement, il faut bien avouer que, quelque effort qu'il fasse pour laisser à la porte du syndicat ses idées politiques, économiques ou philosophiques, le militant n'en est pas moins imprégné d'elles, et que ses idées syndicalistes elles-mêmes s'en ressentent.

Au dit congrès du Livre, un délégué, Lemonnier (du Havre), paraîtrait l'avoir senti, qui fit cette déclaration en apparence hors de propos qu'il ne pouvait se rallier au positivisme, quoique lui rendant hommage, parce que cette doctrine ne concluait pas à la suppression du patronat, « objectif que doit avoir le syndicalisme ».

Aussi Keufer avait-il dit, à la même séance : « Nous travaillons « d'une manière constante, positive, efficace, en obtenant des améliorations continuelles, en laissant à l'avenir le soin de réaliser la « rénovation sociale, aussi sincèrement désirée par nous que par nos « détracteurs. »

Hamelin, du Comité Central, après avoir tenu à spécifier que Keufer était seul positiviste au C. C., ajoute : « On a demandé ce que « le C. C. pensait du patronat et du salariat ? Le Comité Central pour- « suit, avant tout, l'éducation de la classe ouvrière, qui lui permettra « d'acquérir des avantages immédiats : il a à cœur de poursuivre et de « voir se réaliser des améliorations plus considérables, jusqu'au jour « où disparaîtront les monstrueuses inégalités des classes sociales. Cet

(1) Au cours de ce chapitre, comme un peu aussi des autres, je profiterai des occasions pour rappeler quelques points importants de l'histoire syndicaliste contemporaine.

(2) Extrait du compte rendu publié par l'Imprimerie Nouvelle, 11, rue Cadet, Paris. — Se trouve au siège de la Fédération du Livre, 20, rue de Savoie, Paris.

« idéal, le Comité central le partage au même titre que ceux qui l'ont
« attaqué. »

C'est dans le numéro du 5 juin 1904, de la *Voix du Peuple*, que nous trouverons ce que je considère comme la véritable profession de foi de Keufer en cette matière. Elle est exprimée dans une lettre par lui adressée au secrétaire du Syndicat typographique de Nancy, et que lut Yvetot à la séance du Comité confédéral du 28 décembre 1903 :

« Personnel — Vous me demandez de vous dire pourquoi je suis
« adversaire de la Révolution violente, de la Grève générale violente.
« Mais ce n'est pas difficile de vous donner satisfaction, sans pourtant
« se laisser aller à une longue démonstration : l'humanité a toujours
« lutté pour améliorer le sort des individus; nous sommes aujour-
« d'hui dans un état social qui est la conséquence des luttes, des
« efforts de longs siècles; nous en avons hérité une mentalité,
« un tempérament, un consensus moral, des mœurs que nous ne
« pouvons changer par le seul fait d'une grève générale violente,
« d'une révolution même victorieuse. Le cerveau et le cœur de
« l'homme, pas plus que ses passions et ses vices, ne se transfor-
« ment en un tour de main; c'est enfantin de croire cela. Et, d'au-
« tre part, ceux qui affirment que la transformation sociale, que la
« suppression de tous ces abus, de toute la propriété individuelle,
« de tous les organismes sociaux se feront par une révolution, com-
« mettent la plus monstrueuse erreur. Il faudrait, auparavant, chan-
« ger, améliorer surtout ceux qui conçoivent et formulent cette
« colossale, cette gigantesque prétention de renverser l'ordre social
« actuel et de faire sur ses ruines une meilleure et plus harmonique
« société. Hélas! la longue fréquentation du milieu m'a appris ce
« que vaut le système et ce que valent les rénovateurs qui veulent
« centraliser dans les Bourses du travail et à la Fédération des
« Bourses, — les modestes! — l'effort prodigieux de renversement
« et de reconstitution et de direction, de répartition des produits,
« la marche des services publics, de la production, de la consom-
« mation !!!!, un rien pour leurs vigoureuses épaules, pour leurs
« vastes cerveaux, pour leurs impeccables vertus, pour leur infailli-
« ble justice et équité. Je n'y crois pas, et, l'affirmeraient-ils, qu'ils
« n'en seraient pas moins impuissants contre les phénomènes na-
« turels. »

La déclaration est nette et cette lettre, ainsi indûment livrée à la publicité, nous éclaire définitivement sur ce que Keufer pense de la brusque remise aux salariés des moyens de production. A cette

même séance (1), après que lecture eût été donnée de cette lettre, Keufer déclara qu'il ne repoussait aucune des idées qu'il y avait affirmées (2).

Et en 1907 :

« Il serait imprudent, téméraire, de laisser croire au monde
« ouvrier que le patronat, la bourgeoisie, les pouvoirs publics, s'ex-
« poseront sans défense aux assauts que les révolutionnaires et les
« libertaires voudraient livrer au moyen de grèves partielles ou
« d'une grève générale inévitablement violente. Les événements
« se retourneraient contre eux et ruineraient l'organisation ouvrière.

« Erreur non moins funeste, c'est de croire qu'un mouvement
« révolutionnaire, même momentanément victorieux, pourrait ré-
« soudre le problème social, et transformer d'un coup les conditions
« économiques nationales, sans tenir compte des forces et des in-
« fluences internationales, et, en un mot, instaurer une société nou-
« velle dirigée par des groupes fédératifs de producteurs, groupes
« composés par les Syndicats.

« Quel rêve ! (3). »

En résumé, Keufer n'abandonne donc pas l'espoir d'une société meilleure devant venir à son heure ; mais, en attendant, il rappelle la classe ouvrière à la prudence, lui signalant les dangers d'une tentative prématurée de révolution, dirigée contre des forces qui, en l'état actuel des choses, la vaincraient probablement pour la réduire à un esclavage plus étroit encore, si possible.

Entre Keufer et Niel, il y a à peu près le même écart qu'entre Niel et les plus exaltés anarchistes de la C. G. T. Toutefois, les procédés de ces derniers à l'égard de leur ancien secrétaire, et même alors, et surtout pendant qu'il exerçait encore cette fonction, n'existèrent jamais entre Niel et le secrétaire du Livre.

Niel est un des plus révolutionnaires des réformistes ; il est un des promoteurs du réformisme révolutionnaire, à moins que ce ne soit le révolutionnarisme réformiste. En un mot, il est un centriste et, avec une abnégation admirable, a consacré sa vie à tenter de rapprocher les frères ennemis du Syndicalisme. Espérons, pour lui, que ses efforts seront récompensés.

Il y a donc une certaine divergence de vues entre lui et Keufer, qui n'empêcha cependant pas leur action commune en certaines occasions.

(1) Se reporter au numéro de la *Voir du Peuple*.

(2) Consulter aussi, entre autres : *Voir du Peuple* 12/19-4-03 et 9/16-8-03, *Réformes et Révolutions*, et *Humanité* 4-1-09, Réponse nécessaire.

(3) *Voir du Peuple*, 14/21-4-07, A. KEUFER, Singulières déclarations.

Le Livre fut un des principaux artisans de l'élection de Niel et, dans la *Typographie Française* du 1^{er} avril 1909, Keufer déclare « formellement que Niel n'a eu à sacrifier aucune de ses idées en « devenant un des délégués du Comité Central du Livre au Comité « Confédéral. Il y est entré avec une entière indépendance personnelle. »

Niel ne croit pas la réconciliation réalisable dans la société actuelle (1).

Dans *L'Action Ouvrière* du 1^{er} février 1910, Niel précise sa doctrine : « Notre doctrine », dit-il en réponse à une question du camarade Darrien, rédacteur à l'organe anarchiste *Terre Libre*, « notre doctrine, mais, camarade Darrien, nous sommes de la C. G. T., « et ses statuts nous conviendraient si on les respecte. Cette réponse « devrait suffire.

« Le syndicalisme avec nos (2) moyens est un puissant agent « de transformation sociale. Mais il n'est pas le seul, car il ne « saurait suffire à tout.

« Nous entendons nous servir de cet agent comme il nous « plaira, d'abord pour nous défendre contre l'exploitation économique du patronat, ensuite pour établir la justice sociale et la souveraineté du travail par la restitution, à ceux qui travaillent, du « bien-être et de la liberté qu'on leur a usurpés. »

C'est là une déclaration sans réserve de conformisme absolu aux statuts.

Au moment de son élection, à laquelle j'ai précédemment fait allusion, un rédacteur de l'*Humanité* (3) reçoit de lui ses déclarations : « Le Syndicalisme doit rester syndicaliste, lui dit-il, parce « que c'est le moyen de faciliter son recrutement, de lui assurer le « maximum de puissance : 1^o pour les réformes ou améliorations « professionnelles de chaque jour; 2^o pour hâter la suppression du « salariat et du patronat, idéal et but du Syndicalisme, au besoin « par la grève générale. »

Au Secrétariat, il ne resta que trois mois; écœuré des procédés qu'emploient contre lui des coalitions d'individualités ambitieuses et désespérant momentanément du rapprochement qu'il espérait, à la fin de mai 1909, il démissionne. Mais, dans sa lettre de démission (4), il déclare ne pas désespérer encore de la cause ouvrière et ne rien abandonner de ses idées.

(1) *Bulletin de la Bourse du Travail de Reims*, N° du 30 octobre 1903.

(2) En italiques dans le texte.

(3) Voir le N° du 25 février 1909.

(4) Publiée dans l'*Humanité* du 28 mai 1909.

Plus récemment encore (1), il parle toujours de l'idéal syndicaliste de justice et de l'orientation de l'action syndicale « vers la « suppression de l'esclavage économique du patronat ».

En 1910, comme avant, pour lui, « le but final du syndicalisme » est dans la suppression du patronat et du salariat; c'est-à-dire dans « la substitution du communisme social à l'individualisme bourgeois » (2).

Une autre fédération que le Livre contribua à l'élection de Niel; ce fut la Fédération du Textile dont le secrétaire est Renard.

Renard est un des chefs de la tendance guesdiste pure du syndicalisme.

Le principe de non-neutralité affirmé par le Textile à Amiens et dans de nombreux congrès de la Fédération, fait que beaucoup se refusent à considérer ses membres comme des réformistes. Mais après l'élection de Niel, Renard expliqua sa conduite en déclarant qu'il avait voté pour Niel pour avoir la neutralité, en attendant de « voir le prolétariat français marcher à l'unisson avec les autres « prolétariats et comme eux réunissant en ses mains les trois moyens « d'action qui nous donnent sûrement l'affranchissement du joug « capitaliste : l'action syndicaliste, l'action coopérative et l'action « politique » (3).

L'affirmation par le Textile de sa doctrine guesdiste, c'est-à-dire marxiste, nous permet d'affirmer que, par définition, la grande majorité, si ce n'est la presque unanimité de ses adhérents, sont partisans de la suppression du salariat.

Voilà quelques-unes des opinions émises par les réformistes sur l'article premier des statuts; une énumération plus longue serait facile, mais aussi fastidieuse (4). Nous pouvons donc admettre que les réformistes de la Confédération ne sont pas opposés au principe de l'abolition du salariat exprimé par le paragraphe 2 de cet article (5).

(1) *Humanité* 6-1-1910. NIEL. Quel programme ?

(2) *Le Ralliement des Employés*, 16-4-1907, NIEL. Les retraites ouvrières.

(3) *Humanité*, numéro du 12 mars 1909.

(4) Je renvoie le lecteur à tous les journaux corporatifs, où les idées syndicalistes sont discutées. Qu'il note surtout les ordres du jour des Syndicats et des Congrès de Fédérations, qui presque toujours expriment cet espoir.

(5) En 1909, se constitua un Comité d'Union Syndicaliste qui, aux termes de ses statuts, avait « pour but de réagir contre le Syndicalisme « anarchiste, de réaliser l'Union des Travailleurs, en dehors de toute politique, sur le terrain exclusivement économique et professionnel et de « développer l'organisation du syndicalisme français. »

C'est ce comité qui publiait l'*Action ouvrière*, aujourd'hui disparue, laquelle comptait au nombre de ses collaborateurs : Claverie, Cleuet, Cou-

mais qu'aussi, ils entendent consacrer également une partie de leurs efforts à l'œuvre des réformes quotidiennes.

Les restrictions exprimées par eux (1) ne portent que sur la difficulté ou sur le danger que présenterait actuellement une pareille opération, vu la mauvaise volonté et la puissance présente de la classe à déposséder.

Nous verrons plus loin que les réformistes, pour la plupart, estiment, à l'encontre des « principes » des révolutionnaires, qu'il n'y a pas lieu d'être en lutte constante avec le patronat, mais plutôt de s'entendre avec lui, lorsqu'il y a utilité pour le prolétariat.

Si ce principe d'entente n'est pas contradictoire avec celui de la révolution éventuelle, il n'en résulte pas moins un état de choses comparable à la paix armée qui, actuellement, épuise, à tous les points de vue, les grandes puissances et aussi les petites.

Il constitue ainsi une modalité spéciale de la lutte de classes, plus efficace, certainement, contre le patronat que la gymnastique révolutionnaire, c'est-à-dire la grève pour la grève.

Il est curieux de constater que les défenseurs de l'ordre social présent ne paraissent pas avoir cette compréhension et réservent leurs faveurs aux réformistes. En fait, leurs avances ne connaissent guère de succès.

Un autre mobile, certainement très noble, pousse les réformistes à différer le changement de régime économique. C'est le sentiment de la responsabilité incombant à celui ou ceux qui acceptent le poids de la direction de l'économie nationale.

Aussi, estimant que la classe ouvrière n'est pas suffisamment préparée pour l'assumer, ils déclarent qu'il est nécessaire de lui donner au préalable une plus complète éducation économique et politique.

Pour ne citer que lui, Louis Rousseau exprime cette idée, en 1905 (2). Après avoir signalé l'ambition imprévoyante des anarchistes qui vont vers la Révolution violente par principe et sans tenir

pat, Guérard, Guernier, Mammale, Montélimard, Niel, V. Renard, G. Thil, A. Thomas et beaucoup d'autres ; je ne puis les citer tous.

L'*Action ouvrière* publia les statuts du Comité : aux termes de l'art. 4, n'étaient admis dans le Comité que les militants comptant au moins cinq années de participation à un syndicat ouvrier ; mais aux termes d'une note, il était spécifié que n'étaient admis que les camarades acceptant l'art. 1^{er} des Statuts de la C. G. T.

(1) Ils en font à peu près tous. Nous en rencontrerons au cours de ce volume et qu'on se rappelle le discours de Niel à Lens (*Action Ouvrière*, 15-1-10).

(2) *Bulletin de la Bourse du Travail de Reims*, 15-2-05, Louis ROUSSEAU (A. MIREBEAU). L'*Action Syndicale*.

compte des contingences, il dit : « Mais en disparaissant, elle (la « société bourgeoise) doit faire place à une nouvelle organisation « qu'il faut prévoir... nous n'avons pas confiance dans l'éveil brus- « que des inconscients... ces minorités conscientes n'agiront pour- « tant utilement qu'à la seule condition, et elle mérite qu'on s'y « arrête, que les majorités inconscientes ne se dressent pas au jour « fatal devant elles... Les libertaires, qu'ils le reconnaissent ou non, « nous conduiraient à un abîme... Ce qu'il faut actuellement à nos « syndicats, c'est jouir d'une notoriété organisatrice, s'imposer à « l'attention des ouvriers indifférents et des patrons, attirer dans « leur cercle d'études sociales des auditeurs, les convaincre, leur « tremper une énergie morale, les habituer à la discussion de leurs « intérêts corporatifs; *en un mot, donner à chaque ouvrier une « valeur personnelle sur laquelle la société pourra compter bientôt et « avec laquelle elle pourra compter demain.*

« Exerçons-nous à faire des applications de nos principes de « solidarité dans nos groupements; faisons déjà l'absorption par- « tielle de la société avec nos forces actuelles... Nous sommes des « gens prudents, ce qui ne veut pas dire que nous sommes des « froussards... » (1).

Le Textile avec Renard, comme P.M. André et tous les syndi- calistes socialistes, partagent ces craintes, mais sont en outre guidés par une autre idée, la conviction que ce rôle de tranformation so- ciale n'appartient pas aux Syndicats mais revient de droit au Parti Socialiste.

« Alors que ce dernier (le syndicalisme international), dit P.-M. « André (2), a recruté en vue d'améliorations professionnelles à ob- « tenir en vue d'alléger le lourd fardeau sous lequel se courbe la « classe ouvrière et a laissé au Parti socialiste le rôle de destruction « du régime capitaliste, le syndicalisme français s'est constitué en « vue de la Grève générale... En appelant les travailleurs français à

(1) *Action Ouvrière*, 15-4-10. J. BERLIER. En collaboration. « Ou de « deux choses l'une, ou les révolutionnaires de la C. G. T. sont sincères « et ils savent qu'au lendemain de la révolution, les producteurs auront « besoin de beaucoup plus de compétence pour l'organisation de la pro- « duction, de la circulation et de la répartition des richesses que n'en « ont besoin leurs délégués pour discuter contradictoirement avec leurs « employeurs des questions qui sont loin d'avoir une telle importance. « Ou ils ne sont pas sincères et ils trompent les masses en leur laissant « croire qu'elles peuvent, du jour au lendemain, par un coup de force, « changer à leur profit la forme de la société. »

(2) *Le Socialisme*, 1-12-1907, dans l'art. Du Rouge au Jaune.

« se syndiquer pour faire la Grève générale, on a, dès l'origine,
« fermé l'accès des syndicats à la grande masse de ces travail-
« leurs. » (1)

(1) Certains ont même accusé la Grève Générale d'avoir été la cause d'une diminution des effectifs syndicaux. Voir *Bulletin de la Bourse du Travail de Reims*, 15-9-09.

CHAPITRE III

LES RÉFORMES RÉVOLUTIONNAIRES.

Cette partie du programme syndicaliste que nous venons d'étudier plus particulièrement, l'idée de révolution, en constitue la partie extra-capitaliste, c'est-à-dire dont l'évolution parfaite ne se conçoit que concomitamment avec l'évincement de notre système économique (1).

A l'encontre, ce programme comporte une partie intra-capitaliste, qui est l'exercice des revendications ouvrières et leur réalisation.

Ainsi que des officiers supérieurs, les organisateurs de l'anarchisme confédéral ont deux grands chevaux de bataille : la grève générale et l'action directe.

Qu'est-ce que l'action directe?

Les non-initiés entendent par action directe celle qui consisterait à casser des carreaux, à pratiquer l'injure, les molestations et autres choses plus graves, généralement à aller en prison pour ces divers méfaits, tous prévus par le Code pénal.

En réalité, elle est tout autre chose.

L'expression elle-même a été inventée par les anarchistes, mais le principe existait bien avant que ceux-ci ne daignassent donner leur estampille au syndicalisme (2).

L'action directe — qu'on me tolère cette tautologie — est celle qui s'exerce sans intermédiaires, c'est-à-dire directement, sur quiconque à qui l'on veut créer une obligation nouvelle.

Un syndicat ou une fédération obtenant la journée de huit heures par la grève ou par contrat collectif discuté en commission mixte, par exemple, usent de l'action directe (3).

(1) Monsieur Ed. Berth me pardonnera de lui démarquer ainsi une de ses idées.

(2) Je rappelle que c'est au Congrès d'Amsterdam, tenu en 1907, que les anarchistes, abandonnant la propagande par le fait, décidèrent de pénétrer dans les syndicats.

(3) La grève peut être violente ou se dérouler d'une façon calme et sans incidents ; le caractère spécifique de l'action directe ne s'en trouvera pas pour cela modifié.

Si, au contraire, leurs membres imposent aux candidats à la députation la promesse de déposer un projet de loi dans ce sens et que celui-ci soit voté, l'action devient indirecte.

L'action directe s'oppose ainsi exactement à l'action indirecte dont les types les plus parfaits sont l'action législative (1) et l'appel à l'opinion publique.

La question s'est posée pour les réformistes de savoir s'il y avait lieu de faire un choix entre les deux modes et lequel. Disons tout de suite qu'ils les acceptent tous les deux. Nous verrons plus tard sous quelles conditions ; toujours est-il qu'une pareille question suppose — le contraire eût été étonnant — qu'ils acceptent le principe des réformes elles-mêmes.

Niel a en effet écrit :

« Le Syndicalisme se fera aimer passionnément par tous les « prolétaires le jour où il prouvera qu'il veut et qu'il est capable « d'apporter à la classe ouvrière les soulagements immédiats et les « consolations que de nombreux naïfs espèrent encore de la religion, du patronat et des politiciens » (2).

C'était montrer une très exacte compréhension de l'âme ouvrière. L'ouvrier, malgré son séjour, souvent court, à l'école primaire, répugne, surtout pris en masse, à donner un effort prolongé en faveur d'une idée dont les résultats ne lui paraissent pas nettement tangibles.

S'il vient à s'enthousiasmer, en suite d'un discours ou d'une conversation, dans lesquels le propagandiste aura touché en lui le point sensible, son enthousiasme n'est souvent qu'un feu de paille qui s'éteint dès que l'auditeur, devenu acteur, subit les premiers inconvénients inhérents à toutes entreprises et ce sans avoir trouvé que rien fût changé.

Nous avons déjà signalé dans le précédent chapitre les défections que causait, dans les rangs syndicaux, la propagande faite en faveur de la grève générale.

Les réformistes le sentirent si bien, et aussi que beaucoup d'ouvriers refusaient d'entrer au syndicat à cause d'elle, que de toute part ils proclamèrent, ce qui était exact, qu'« ils étaient avant tout « partisans des réformes » (3), et que « la lutte pour toutes les

(1) Remarquons que si des ouvriers ou employés de l'Etat-Patron, (p. ex. des postiers ou des ouvriers des tabacs), se mettent en grève et que leur situation se règle par une loi modificatrice ou novatrice, leur action n'en est pas moins directe.

(2) *Humanité*, 6-1-1910, L. NIEL. Quel programme ?

(3) *Bulletin de la Bourse du Travail de Reims*, 15-1-05. A. NICOLAS. Réformistes.

« améliorations immédiates, si insuffisantes semblaient-elles, était
 « celle qui contenait le maximum d'efficacité, à condition qu'elle
 « soit toujours inspirée par l'idéal révolutionnaire de pleine libéra-
 « tion sociale » (1).

Et P.-M. André précise :

« A chacune des améliorations qu'il sait obtenir, le Syndicat
 « recrute de nouveaux éléments, et chaque fois qu'il recrute, il voit
 « augmenter ses moyens d'obtenir d'autres améliorations et de main-
 « tenir celles précédemment acquises » (2).

C'est qu'en ces années du commencement de ce siècle, des craintes étaient nées de voir compromis par les idées nouvelles le commencement d'organisation ouvrière.

Les vieilles organisations réformistes montraient leur œuvre que l'on paraissait oublier et qu'elles avaient édifiée par leur ténacité, gagnant lentement, mais sûrement, et ne perdant parfois quel-que terrain que pour en reprendre plus.

Et déjà, en 1905, exprimant une pensée commune, Merkel s'adressait aux anarchistes, responsables de la crise qui s'annonçait très dangereuse : « Si parfois le réformiste, camarade libertaire, « semble piétiner sur place, c'est qu'il attend le moment propice
 « pour lui permettre d'arriver à la solution qu'il s'est imposée. C'est
 « que, plus sage, en souffrant d'autant plus du retard apporté par la
 « force des choses, il saura quand même, d'une façon ou d'une
 « autre, faire abstraction de ses convictions.

« Libertaire, tu es né trop tôt et tes théories ne sont pas encore
 « prêtes à passer dans le domaine de la réalité. Laisse donc au ré-
 « formiste, plus sage que toi, le droit de travailler au bonheur de
 « tous suivant une autre méthode que la tienne. Ne trouve donc
 « pas son œuvre trop lente; tout vient à point à qui sait s'organi-
 « ser. » (3)

Ce qui différencie ici la pensée des réformistes d'avec celle de l'extrême gauche syndicaliste, c'est leur passion du réalisme, le désir constant de rester dans l'objectif et de ne pas se laisser trop éblouir par des idéals hasardeux (4).

Ils pensent que le terrain n'est pas encore prêt pour recevoir la semence d'avenir et c'est à cette préparation qu'ils consacrent leurs efforts. En admettant qu'une révolution soit fatale, il faut, pour la

(1) *Humanité*, 13-2-09. L. NIEL. L'Unité morale.

(2) *Le Socialisme*, 29-12-07. P.-M. ANDRÉ. Pour le mieux-être.

(3) *Bulletin de la Bourse du Travail de Reims*, P. MERKEL. Réformistes et libertaires.

(4) Cf. *Humanité*, 29-11-09. L. NIEL. Un programme d'action.

faire, des esprits conscients, et pour qu'ils le deviennent, il faut un milieu favorable; aussi les réformes se justifient-elles par la nécessité de développer les consciences ouvrières « dans des conditions de « bien être moral et économique suffisantes... Une classe ouvrière « qui serait trop malheureuse serait absorbée par des soucis de ré- « forme immédiate et non de révolution sociale. » (1)

La réforme est donc une nécessité à laquelle il faut se résoudre.

Les révolutionnaires (2) n'ont pas cette préoccupation. Ils ont inventé une théorie très élégante dite « des minorités énergiques » qui leur permet de déclarer qu'ils se soucient peu de la masse, toujours dans l'erreur et, par définition, passive, et que, par conséquent, il est suffisant et même préférable de borner le recrutement à une élite de syndiqués qui suffira à tout.

Cette argumentation basée sur l'inaptitude des majorités est, comme de juste, la clef de voûte des théories dont nous sommes redevables aux minorités, quel que soit le domaine de leur action.

Un auteur dramatique et sociologue, Ibsen, la fait éloquentement développer par l'un de ses personnages : « Non, dit ce dernier. « La vérité n'est jamais avec la majorité. C'est le mensonge social « contre lequel un citoyen libre doit s'insurger. Qui fait la majorité « des suffrages? Les imbéciles ou les autres? Vous conviendrez avec « moi que les imbéciles se trouvent partout sur la terre et que leur « nombre forme une majorité écrasante. Ce n'est pas une raison suf- « fisante pour que les imbéciles règnent sur les autres. » (3)

Malheureusement, pour ruiner ce fragile édifice, il suffit de faire remarquer que si la majorité est unique, forcément, il peut y avoir plusieurs minorités. Quelle sera celle détentrice de la vérité?

D'autre part, les « imbéciles », puisqu'ils sont en général incapables d'avoir des idées, s'approprient, selon toute probabilité, celles que d'autres trouvèrent pour eux. Leur vérité fut celle de gens intelligents et réfléchissant, qui formaient, quelque temps auparavant, une minorité. La vérité de la majorité présente possède donc une qualité, celle d'avoir été convenablement mûrie et de ne choquer ni les hommes, ni même les faits.

(1) Le *Ralliement des Employés*, 16-4-1907. L. NIEL. Les retraites ouvrières. Comparer la citation d'un article de LOUIS ROUSSEAU page 27 du présent volume.

(2) Je n'emploie et n'emploierai, par opposition à *réformistes*, ce mot de *révolutionnaires*, que pour me conformer à un usage injustifiable et je ne le fais qu'avec une certaine répugnance, compréhensible, non seulement à la suite de la lecture du précédent chapitre, mais aussi de tout le volume.

(3) IBSEN. *L'ennemi du peuple*. Acte IV.

On peut en déduire que les mouvements issus directement des efforts de minorités intellectuelles seront violents, parce qu'ayant trop d'obstacles moraux ou matériels à renverser, aussi qu'ils seront quasi inopérants, car se produisant sans que la conviction de la masse se soit auparavant définitivement assise. Et en effet, c'est la constatation que l'on fait, si l'on considère, par exemple, l'origine, la marche et les résultats de la Révolution Française (1).

La besogne des minorités, qui se considèrent comme des élites, devrait donc se réduire à convaincre la masse en laissant agir les événements, sans même s'efforcer de précipiter leur cours.

Le temps est meilleur juge que nous et les théories désadaptées expirent d'elles-mêmes.

Les révolutionnaires adressent aux réformes un autre reproche :

« De calmer les appétits, émousser les énergies, désarmer les impatientes, satisfaire les mécontents, et, par conséquent, tuer ou retarder considérablement la révolution salvatrice. Pour eux, la réforme (des retraites) est antisocialiste, antisindicaliste, antirévolutionnaire... Les réformes, qu'elles soient légales ou non, endorment les travailleurs. » (2)

Niel, à qui j'emprunte ces lignes, ajoute : « Pour être conséquents avec eux-mêmes, les révolutionnaires (3) qui raisonnent ainsi, non seulement devraient se désintéresser de toutes les formes — que celles-ci soient légales ou syndicales — mais ils devraient les combattre en toutes circonstances et, au lieu d'œuvrer dans le sens d'une atténuation progressive du mal social dont souffre le prolétariat, ils devraient travailler pour aggraver sa misère... »

Cette critique malicieuse est d'une grande portée, car il n'est pas malaisé de constater que les révolutionnaires qui ne perdent aucune occasion de crier haro sur les réformes, savent fort bien

(1) Ce n'est pas sans intention que je choisis cet exemple, car il est toujours cité par les partisans de cette théorie des minorités. J'estime en effet qu'ils paraissent oublier un peu trop facilement la violence inouïe de la Révolution et qu'elle se termina par l'oppression impériale, puis royale, et que ce fut seulement un demi-siècle plus tard qu'elle commença à donner réellement des résultats. La question est de savoir si une évolution, aussi pacifique que possible, n'aurait pas donné les mêmes résultats. Ceci sans que je me pose en détracteur de ce magnifique effort d'émancipation.

(2) *Le Ralliement des Employés*. L. NIEL. Les retraites ouvrières.

(3) Je suis heureux de faire remarquer à l'occasion que Niel lui-même emploie ce terme pour désigner l'extrême-gauche syndicaliste.

en profiter comme les autres, voire en réclamer (1), et surtout ne pas tolérer qu'on touche à celles acquises.

Qu'un gouvernement essaye un jour d'abroger la loi de 1884 qui est, de toutes les réformes syndicales, la primordiale, on verra alors le peu de cas que les révolutionnaires font de la loi.

En fait, le raisonnement lui-même est tout entier un sophisme.

Le soutenir, c'est admettre que les réformes portent en elles-mêmes une réelle amélioration, grande ou petite, et par conséquent la perfectibilité de notre société. Pourquoi alors une si grande hâte de procéder à un bouleversement d'un résultat peu certain ? Commencez donc par acquérir ce que vous concevez comme possible. Si, un jour, vous en venez à constater que vous avez acquis le maximum de concessions et qu'en conscience, vous le trouviez insuffisant, alors seulement, sera venu le moment de procéder à cette fameuse révolution, et cela, sans qu'un grand effort soit nécessaire. Elle vous coûtera moins cher et au moins aurez-vous mis toutes les chances de votre côté.

Nous revenons ainsi au raisonnement des réformistes.

Maurice Claverie a exprimé la simultanéité de progression des deux idées différentes, de réformes et de révolution, se multipliant, pour ainsi dire, l'une par l'autre :

« ... il faut à la C. G. T. un idéal et un programme. Son idéal, c'est le nôtre, c'est celui de tous les syndiqués conscients et réfléchis : l'émancipation intégrale du travail par la suppression du salariat, par la substitution de l'association ouvrière, diverse dans ses modalités, mais une dans son principe, au capitalisme bourgeois.

« Le programme se composera, comme je le disais tout à l'heure, du fonds d'idées commun à toutes les organisations affiliées, fonds d'idées qui ne fait que marquer les diverses étapes de la longue carrière d'émancipation à poursuivre : réduction rationnelle des heures de travail, fixation des salaires par des commissions arbitrales, selon le coût de la vie, hygiène des locaux, suppression des amendes, part de direction de plus en plus large du travail dans les industries ou commerces par actions, toutes revendications capables à la fois d'améliorer la situation présente des travailleurs et de les préparer au rôle nouveau qu'ils auront à jouer quand ils seront les maîtres de ce qu'ils créent (2).

(1) Par exemple, l'agitation pour la réforme des bureaux de placement.

(2) Cf. page 27.

« Cela n'a rien de révolutionnaire en apparence, mais c'est le prolétariat en marche. Sait-on à quel moment les intérêts bourgeois menacés, après de successives concessions, diront : « C'est assez ? » Il suffira sans doute, alors, d'une revendication infime pour provoquer la conflagration finale au terme de laquelle seront la victoire et la Révolution. Cette lutte ne sera pas celle d'une minorité agissante, mais celle de tout un peuple soulevé par son propre effort. Il n'y a que cela de durable et de définitif. » (1)

Ainsi, c'est par les réformes que les syndiqués feront la Révolution, conclusion qui peut paraître paradoxale au premier abord, mais est au fond parfaitement logique.

Toutes les réformes ne sauraient cependant avoir cette vertu génératrice du mouvement final, ne sauraient être considérées comme « réformes révolutionnaires » ainsi que Niel les dénomme.

Quel sera le critérium de ces réformes révolutionnaires ?

« Ce sont, nous dit Niel, toutes celles qui font passer une partie de la puissance économique ou morale du patronat entre les mains du prolétariat. Toute réforme qui arrache un morceau du capital ou un morceau d'autorité au patron pour le faire passer à l'ouvrier est une réforme révolutionnaire. » (2)

Ainsi une augmentation de salaire ou une diminution des heures de travail seront évidemment des réformes révolutionnaires.

(1) *Action ouvrière*, 1-12-1909. M. CLAVERIE. Révolutionnaires soit, mais réformistes d'abord.

Claverie a écrit, d'autre part, également dans l'*Action ouvrière*, numéro du 1-3-1910, les lignes suivantes : « Comment sortir de cet imbroglio (interventionisme ou non interventionisme) ? »

« Est-ce comme le font d'aucuns camarades de la C. G. T. en promettant tant une révolution incertaine et problématique ? Je ne le crois pas. Il faut offrir aux travailleurs, si on veut seulement les entraîner, une viande moins creuse et des réalités en même temps plus concrètes et plus prochaines. »

(2) *Bulletin de la Bourse du travail de Reims*, 15-6-1909. L. NIEL. Les réformes révolutionnaires.

De L. GERVAISE, dans l'*Action ouvrière*, sous le titre : l'Effort à faire : « Je crois au contraire, tant le degré de culture de la masse me paraît peu avancé, qu'il y a danger pour la cause du syndicalisme révolutionnaire même, à préférer, dans la besogne de propagande, la théorie du chambardement nécessaire à la théorie de l'effort constant pour des réformes immédiates. »

« La lutte pour une augmentation de salaire, pour une réduction dans le temps de travail, pour de meilleures conditions d'hygiène, ne fait pas des égoïstes de ceux qui y participent. Bien au contraire, elle développe en eux des liens de solidarité et les prépare à concevoir leur intérêt de classe. C'est donc par l'effort dépensé pour des améliorations immédiatement possibles que l'on acquiert le désir de s'affranchir totalement de l'exploitation patronale. »

L'institution d'une commission mixte n'en constitue pas moins une, en ce qu'elle dépossède le patron de son pouvoir absolu de réglementation pour donner l'autorité, en matière de règlements d'ateliers, par exemple, à un comité où le Travail se trouve représenté au même titre que le Capital.

Par contre, les Actions du Travail, tant préconisées ces temps derniers, sont tout au plus des instruments d'Accord social, que repoussent les syndiqués réformistes comme les autres. Ils leur reprochent en outre d'être, pour leurs patrons, la source indirecte de nouveaux bénéfices dont à eux, ouvriers, ne reviendront que des bribes.

« La conciliation des intérêts du Travail et des intérêts du Capital est, dans la société capitaliste, impossible, nous dit Etienne Buisson (1), car ces intérêts sont contradictoires. Ce qu'on nous pré-

(1) *Action Ouvrière*, 2^e série. — Numéro du 15-7-1910. ET. BUISSON. Les Actions du Travail.

La grande objection qu'Et. Buisson fait aux Actions du Travail consiste en ce que, selon toutes probabilités, leur attribution serait individuelle, d'où division de la classe ouvrière et par suite son affaiblissement.

Il accepterait, au contraire, l'affectation collective aux syndicats, mais avoue qu'il y a une impossibilité matérielle, par suite des lois de la concurrence, à ce que des sociétés émettant de pareilles actions du travail fonctionnent ou même se constituent. Cependant certaines expériences faites dans le même sens paraîtraient contredire ce scepticisme.

A propos de possession d'actions par les syndicats ouvriers, je signale qu'un cheminot avait proposé (*Tribune de la Voie ferrée*, 14-2-1909) de fonder une « Assurance nationale contre l'Incendie, des employés et ouvriers des chemins de fer de France et des Colonies », dont les bénéfices pourraient servir à acheter des actions des Chemins de fer. Je ne sache pas que cette idée ait été reprise sérieusement, si ce n'est pour être critiquée.

Elle était pourtant remarquable. Il est certain qu'au moyen d'entreprises analogues ou d'une cotisation minime d'un ou deux francs par an et par tête, les Syndicats pourraient pénétrer dans les Conseils d'Administration, comme ce serait leur droit. Certaines municipalités socialistes l'ont fait. L'intérêt de cette pénétration n'échappera à personne.

De plus, en raison de sa productivité naturelle, le capital ainsi amassé viendrait, après des débuts moins rapides, à augmenter de plus en plus vite. La force de ce Capital détenu par le Travail serait telle qu'il éliminerait fatalement le Capital des actionnaires, tels qu'ils existent actuellement.

Ce serait la vraie Révolution, sans défense possible de la part des détenteurs de la puissance économique... si notre législation ne mettait pas entre leurs mains des armes leur permettant d'enrayer facilement de telles entreprises.

L'idée n'est pas mauvaise, ce sont les circonstances qui sont défavorables ; on peut les modifier. Il y a certainement possibilité, quand cela ne serait qu'en établissant par une loi l'inaliénabilité et l'insaisissabilité des titres ainsi acquis et de leurs revenus, sauf pour un remploi identique. qui serait même imposé dans des conditions à déterminer. Aucun

« sente comme des formes d'accord entre eux, ne sont en réalité que
 « des concessions relatives, plus ou moins appréciables, faites par
 « le Capital au Travail.

« Dans toutes les propositions d'Union du Capital et du Tra-
 « vail, le capitaliste reste le véritable chef de l'entreprise, son
 « principal bénéficiaire, et les ouvriers, les seuls créateurs du bé-
 « néfice, dont ils ne touchent qu'une faible part.

« Les ouvriers ne doivent attacher aucune importance à des pro-
 « jets de ce genre et porter plus haut leur ambition. Le jour où ils
 « seront unis, ils pourront facilement remplacer les capitalistes et
 « profiter seuls des fruits de leur travail.

« Des propositions comme celle qui nous occupe ne sont en
 « réalité que des « utopies bourgeoises », des combinaisons idéo-
 « logiques, qui peuvent être prises au sérieux par des esprits bien
 « intentionnés, mais peu pratiques: elles sont, la plupart du temps,
 « destinées à tromper le public sur les véritables intentions de leurs
 « auteurs. Elles sont toutes nettement conservatrices de l'ordre so-
 « cial. »

Nous avons à présent une notion bien nette du but poursuivi
 par les réformistes, que l'on peut résumer ainsi :

Le Syndiqué a pour devoir, sans oublier le but final qui est la Révolution, c'est-à-dire la suppression du Patronat, de poursuivre l'obtention de toutes les réformes susceptibles d'améliorer la condition présente de la classe ouvrière et de préparer son affranchissement sans danger de consolider la situation de la classe bourgeoise (1).

Nous sommes bien en présence, comme je l'ai avancé précédemment, d'un évolutionnisme rectifié. Sur ce point encore, je laisse la parole à Niel.

« Les évolutionnistes sont donc des réformistes, dit-il. Ne
 « croyant pas du tout à l'utilité de la Révolution, mais voulant tout
 « de même résoudre le problème social, ils sont de ceux qui au fur
 « et à mesure des besoins humains, demandent qu'on applique suc-
 « cessivement réformes sur réformes, espérant ainsi arriver sans se-
 « cousse au jour béni de la Réconciliation universelle... Ah! comme
 « la théorie évolutionniste serait belle, si elle était pratique!... »

Puis parlant de lui et de ses amis :

« Evolutionnistes, eh bien! oui, nous le sommes. Nous le som-

argument juridique ou économique ne pourrait être élevé contre un pa-
 reil projet de loi.

(1) Ce qui ressemble étrangement, il faut l'avouer, à l'article 1^o des
 statuts.

« mes même complètement, puisque nous sommes aussi révolutionnaires... Nous sommes révolutionnaires, parce que nous avons prouvé qu'historiquement la Révolution est fatale... Nous savons encore que l'Evolution n'a pas fini son œuvre. » (1) .

(1) *Travailleur syndiqué de Montpellier*, déc. 1901. L. NIEL. Evolution ou Révolution.

Cet article a donc déjà plus de dix ans de date.

CHAPITRE IV

LES PROCÉDÉS DE COMBAT

Je n'ai fait qu'indiquer en quelques lignes, au début du précédent chapitre, ce que l'on devait entendre par action directe. Je tenais, avant de parler de l'idée elle-même des réformes, à débarrasser l'esprit du lecteur insuffisamment averti, des idées inexactes qu'il aurait pu avoir sur les moyens de les conquérir.

De même, je n'ai pas exposé quelles étaient les réformes poursuivies par les syndicalistes réformistes, et je ne le ferai pas non plus au cours de ce volume. Je désire, en effet, rester dans l'étude de la dogmatique syndicaliste réformiste (1) et ne veux pas rentrer dans les détails d'un programme évolutif par sa nature même.

On conçoit que si, au lieu de la réduction des heures de travail, les syndiqués décidaient d'en demander l'augmentation (2), leurs idées elles-mêmes n'en seraient point pour cela modifiées.

En ce qui concerne l'action directe, j'ai dit qu'elle ne comportait pas, par définition, la violence comme élément constitutif.

Certes, personne ne le prétendit jamais, sauf les gens à courte vue ou de mauvaise foi, défauts qui, souvent, vont l'un avec l'autre.

Mais ce qui ne fut pas dit fut fait et nous avons pu, ces dernières années, assister à une singulière apologie de ce procédé vieillot qu'on a été jusqu'à appeler la « violence créatrice ».

Etrange puissance de la magie des mots qui, pour nos esprits latins, amis du paradoxe, est une des sources les plus fécondes de nos misères et de nos défaites!

Séduits par cet accouplement brillant de vocables ennemis, de nombreux esprits, grands et petits, en ont accepté l'idée comme une révélation, oubliant de penser que si l'activité et la puissance peuvent être créatrices, la violence, la hideuse violence, n'a jamais produit que des ruines et s'est toujours retournée contre les fous et les imprudents qui la maniaient.

(1) Cette expression pourra paraître bizarre à quelques-uns ; pourtant, elle exprime assez bien ce que je veux dire.

(2) Comme de raison, ceci n'est qu'un exemple qu'intentionnellement j'ai choisi inadmissible. Je n'ai jamais entendu soutenir une pareille thèse.

Est-ce donc à l'époque où les plus profondément patriotes n'osent plus parler de la guerre qu'à voix basse, est-ce donc maintenant que doivent se lever des hommes assez inconséquents, je n'ose dire plus, pour jeter dans un pays des paroles de haine et conseiller à des hommes, fils d'un même sang, de se frapper les uns les autres? (1).

Les hommes sont faits pour s'entendre, et quand ils n'y peuvent parvenir, ils ont à leur disposition d'autres moyens que la brutalité, que des sauvages peuvent admirer et déifier, mais que nous autres, civilisés, ne saurions admettre et devons frapper sans pitié, pour éliminer un ferment dangereux pour tous.

D'où qu'ils viennent, du salariant ou du salarié, de tels procédés doivent, lorsqu'ils sont prémédités, être implacablement réprimés.

Si certains anarchistes de la C. G. T. ont prêché la pratique de la violence dans les rapports entre le prolétariat et le patronat, les réformistes s'inspirant de l'intérêt même de la classe ouvrière, ont toujours tenu un langage tout autre (2).

Faisant preuve d'esprits avertis, ils ont admis que des cas pouvaient se produire où la violence s'imposait, c'est-à-dire où, si elle ne surgissait pas d'elle-même (3), il pourrait être opportun de l'employer.

Le mot nécessaire qu'il fallait dire et qu'ils dirent, était qu'il peut y avoir une violence utile, mais qu'elle n'est pas un moyen dont l'emploi puisse être impunément généralisé (4).

Et que l'on ne crie pas à la naïveté! Les révolutionnaires, ou plutôt les anarcho-syndicalistes, je le répète, avaient prêché la violence pour la violence, comme aussi du reste la grève pour la grève (5); et cela à titre d'entraînement, de manœuvres prépara-

(1) Encore une fois, je ne conteste pas que certaines périodes de violence n'aient été suivies d'une période de prospérité remarquable, mais ceux qui nous citent ces exemples paraissent ne considérer que le résultat et insuffisamment le prix qu'il fut payé.

(2) *Voix du Peuple*, 12/19-4-1903. A. KEUFER. Réformes et Révolutions. Lire aussi dans l'*Humanité*, 7-3-1910, V. RENARD. Après les Grèves d'Halluin.

(3) *Bulletin de la Bourse du Travail de Reims*, 15-1-05. A. NICOLAS. Réformistes.

(4) *Typographie Française*, 1-6-1909. A. KEUFER. Réfutation nécessaire,

(5) POUGET, dans sa brochure sur la C. G. T. (*Bibliothèque du Mouvement prolétarien*), dit de la grève : « elle est l'heureux symptôme d'un « accroissement de l'esprit de révolte et elle se manifeste comme un phénomène d'expropriation partielle du capital. Il est reconnu que ses « résultats ne peuvent être que favorables à la classe ouvrière : au point « de vue moral, il y a accroissement de la combativité prolétarienne et,

toires, de « gymnastique révolutionnaire ». C'était faire bon marché des destinées de la classe ouvrière, malheureusement trop encline à suivre ceux qui flattent l'esprit d'agitation propre à l'âme française.

En vain, des conseils lui furent prodigués. Les militants réformistes voulurent rappeler que la force appelle la force et montrer les dangers de pareilles méthodes. Ils prêchaient dans le désert et l'on aboutit aux si regrettables événements que l'on sait.

Draveil-Vigneux marque une étape sanglante dans l'histoire du syndicalisme français.

Tous les torts furent-ils du côté du gouvernement ? Je ne le crois pas et tout homme impartial doit penser comme moi. Que l'on se souvienne des paroles de violence et pis, qui furent prononcées par les dirigeants anarchistes de la C. G. T., responsables devant l'Histoire et que l'on réfléchisse.

Encore une fois, je laisse la parole à Niel.

Voici quelques lignes éloquentes qu'il écrivit après que le Comité confédéral eût obtenu des syndiqués qu'ils se résignassent au calme le premier mai 1910 (1).

Il approuve et, parlant de la conduite du gouvernement, ajoute :

« Briand avait fait distribuer des cartouches aux soldats. Est-ce « nouveau, cela ? Quel est le chef de gouvernement qui ne l'a pas « fait ? Peut-on espérer qu'un chef de gouvernement capitaliste ne « le fera pas ? Non, non. On n'est pas si naïf que cela à la C. G. T. « On y sait très bien que le gouvernement sera plus violent dans « la défense que nous ne le serons dans l'attaque du patronat. Et

« du côté matériel, l'assaut donné sur un point à la société capitaliste « comporte une diminution des privilèges de la classe exploiteuse qui se « traduit par un accroissement en bien-être et en liberté pour la classe « ouvrière. »

GRIFFUELHES, dans l'*Action Syndicaliste* (même collection), écrit : « Longtemps, dans les milieux ouvriers, on a considéré les grèves comme « néfastes. Ce n'est pas notre avis. Pour nous, elles apparaissent comme « nécessaires. D'abord, parce qu'elles forment les travailleurs et les dis- « posent pour la lutte ; elles habituent la classe ouvrière à l'action et à « la défense de ses intérêts. De plus, les grèves donnent des résultats, rela- « tifs, sans doute, mais qui n'en sont pas moins réels. »

On pourrait citer bon nombre d'autres exemples de ce sentiment.

(1) Que le lecteur et que Niel lui-même me pardonnent de le citer ainsi à tous bas de page. Mais presque toujours ce qu'il dit se trouve résumer la moyenne de la pensée réformiste. Et pourtant beaucoup lui contestent l'étiquette de réformiste. Des recherches sur ce point seraient bien difficiles et inutiles.

L'article dont j'extrais présentement un passage a paru dans l'*Action Ouvrière*, 15-5-1910. L. NIEL. Il faut choisir.

« quand on préconise un syndicalisme systématiquement révolutionnaire, au sens violent du mot, qui a horreur des grèves calmes et des pourparlers pacifiques, on n'a pas le droit d'être surpris que le gouvernement mette des cartouches dans les gibernes de ses soldats. »

Car, en fait, c'était cela l'aboutissant de tous les discours des professeurs de violence, le choc — que dis-je ? — l'écrasement contre la force armée.

Mais de pareilles conclusions n'étaient pas pour les embarrasser. De longtemps, ils convinrent qu'ils exagéraient leur propre pensée et à dessein.

Au congrès de Toulouse, Yvetot proclama même que la C. G. T. vivait de bluff et qu'elle devait intensifier encore ce bluff (1).

Cet aveu insolent montre bien quel fonds l'on doit faire des doctrines des anarchistes confédéraux; ils feraient sourire si l'on n'était attristé par l'inconscience de ces minorités conscientes.

Cependant, il semble que maintenant la masse des syndiqués, et même ceux qui prétendaient à la diriger, soit quelque peu refroidie pour de semblables méthodes, en effet beaucoup plus aisées à élaborer qu'à pratiquer (2).

P.-M. André a dit, dans le *Socialisme*, en 1909 (3) : « Il est exact qu'une mentalité nouvelle se crée dans les milieux syndicaux. Les travailleurs abusés par les mirages des théories de la violence créatrice » ont fini par s'apercevoir que nous avions raison, que ces théories étaient de purs enfantillages. De plus en plus les syndiqués cessent de se considérer comme des « pionniers révolutionnaires ». Ils ne se sont jamais mis en grève « pour aller à l'école de la révolte », mais toujours pour leurs intérêts de métier... »

Et, pourtant, ce n'est que six mois avant que Niel disait à un rédacteur de *L'Humanité* : « Quand les événements auront ouvert les yeux de tous les travailleurs; quand on verra mieux les piteux résultats de la « gymnastique révolutionnaire », on en viendra

(1) Ce qui lui valut de la part de M. Rappoport, célèbre par ses démêlés avec les anarchistes de la C. G. T., cette réplique judicieuse et amusante :

« Oui, vous êtes pour la fumée sans poudre, moi je suis pour la poudre sans fumée. »

(2) Pour le Congrès de Toulouse, voir en particulier : *New-York Call*, 16-4-11, CH. RAPPOPORT. The french Confederation of Labor and the Congress of Toulouse.

(3) Le *Socialisme*, 9-11-1909. P.-M. ANDRÉ. La débâcle du Syndicalisme anarchisant.

« à une plus saine compréhension du devoir syndical. » (1)

Le désir de Niel s'est-il réalisé ? On ne saurait l'affirmer absolument, et pourtant de nombreux indices pourraient nous faire croire qu'un progrès a été réalisé et qu'un revirement est en train de s'accomplir.

Pour en revenir à eux, non seulement les réformistes ne sont donc pas opopsés au principe de l'action directe, mais, même, ils réclament pour eux la priorité de ce moyen auquel ils attribuent une grande puissance d'action (2).

Mais ils la conçoivent d'une façon qu'il importe de préciser et que je trouve exprimée par G. Bory dans le *Ralliement des Employés* : « Pour moi, dit-il, l'action directe, telle que je la conçois, « est une action mûrement réfléchie, qui va doit au but que je me « propose, et, par là même qu'elle est réfléchie, elle n'est plus vio- « lente. » (3)

Un autre caractère de l'action directe réformiste que je ne fais qu'indiquer pour le moment, est celui de légalité, ce qui ne veut pas dire, et pour cause, puisque ce serait une absurdité, qu'elle soit pour cela légale.

Sous quels différents aspects peut se présenter l'action directe ?

Le principe marxiste de la lutte de classes a tellement imprégné les esprits, — je ne l'attaque, ni ne prends sa défense, — que l'on pourrait presque considérer l'économie sociale sous des angles identiques à ceux du droit international public.

En droit international public, on considère que l'état de paix est l'état normal et l'état de guerre, l'exception.

En ce qui concerne les temps modernes, cette théorie est, heureusement, exacte, quoiqu'il ne se passe guère de jours où une ou plusieurs colonnes de nos quotidiens ne soient consacrées à la narration des réglemens à main armée.

Pour ce qui fut des temps moins proches, tels que la période médiévale, l'exception primait singulièrement la règle et la paix fut alors en grande défaveur.

(1) Numéro du 29 mai 1909.

(2) Par exemple : La *Pharmacie laborieuse*, 5-1-02, ARMAND BÉQUIS. Un programme ; *Echo des travailleurs municipaux*, 10-5-05, COPIGNEAUX. A la Bourse du Travail. *Typographie Française*, 16-1-09, KEUFER. Réfutation nécessaire. Cf. aussi : *L'Ouvrier textile*, 1-7-04. Action directe et action réformiste par *Un partisan de l'action syndicale pratique*.

(3) Numéro du 16-4-07. G. BORY. Action légale et action directe. Cf. aussi *Bulletin de la Bourse du Travail de Reims*, 15-10-07. Compte-rendu d'une conférence de NIEL. Action Ouvrière, 15-2-10, GUÉRARD. L'effort à faire.

Cf. encore : A. KEUFER et autres. Le droit de grève. Chapitre consacré par Keufer à ce qui est licite ou illicite en cas de grève.

Comme alors les relations entre états naissants, ainsi maintenant les rapports entre patrons et ouvriers se manifestent plus souvent d'une façon belliqueuse que pacifiquement. On ne saurait s'en étonner et se montrer, pour les phénomènes sociaux, plus exigeant que pour ceux des relations internationales. Ceux-ci jouissent d'une maturité dont ne bénéficient pas ceux-là.

Il y a trois manières de régler les différends collectifs entre patrons et ouvriers (1) : 1° Les moyens pacifiques : commissions mixtes, contrats collectifs, avec ou sans commissions mixtes, etc.

2° Les moyens de coercition : renvois individuels généralisés de la part du patronat, par exemple; boycottage, mise à l'index, picketing, sabotage, etc., de la part des ouvriers.

3° Enfin le moyen absolu qui est la rupture complète des relations, — qui est le lock-out d'une part et la grève de l'autre.

Je ne pense pas que cela soit mettre la charrue avant les bœufs que de voir d'abord les moyens les plus répandus, qui sont la grève en première ligne, et les moyens de coercition ensuite.

Nous nous occuperons en dernier, et séparément, des moyens pacifiques, d'un usage encore peu fréquent, encore qu'un sérieux courant d'idées paraisse se former en leur faveur, autant dans le monde ouvrier qu'autre part.

La grève possède pour elle son ancienneté qui fait que celui qui l'emploie en connaît les avantages comme les inconvénients, et aussi sa simplicité : il est plus aisé de cesser le travail, c'est-à-dire de s'abstenir d'activité, que d'entrer en pourparlers, ce qui exige un effort.

D'autre part, elle est un mouvement naturel qui, par ce fait même qu'il n'exige pas de réflexion préalable, est souvent irréfléchi.

On voit tout de suite quelles sont les raisons de la fréquence des grèves, mais aussi n'échappent pas les causes du nombre considérable des échecs ou des demi-réussites.

La classe ouvrière tient au droit de grève plus qu'à tout au monde, et le meilleur moyen, pour un gouvernement, de faire proclamer la grève générale serait de le lui supprimer.

Les réformistes sont sur ce point, et absolument, du même avis que tous leurs camarades de la C. G. T.

Cependant, lorsqu'en 1910, commencèrent à poindre à l'horizon les indices d'une prochaine grève des cheminots, il se trouva des révolutionnaires pour proclamer que cette puissante fédération, jus-

(1) C'est-à-dire, pour les ouvriers, d'utiliser l'action directe contre le patronat.

qu'alors une des forces principales du réformisme, allait passer dans le camp adverse.

Dans l'*Action ouvrière* du 15 août 1910 (1), Niel proteste contre cette interprétation.

Après avoir encore une fois critiqué les mots *révolutionnaire* et *réformiste*, il s'élève contre la prétention des révolutionnaires :

« Les révolutionnaires ont peut-être le monopole de toutes les
« vertus. Ils ont certainement celui du verbe gonflé et démago-
« gique et des gestes romantiques. Mais je leur défends d'avoir mo-
« nopolisé le sentiment gréviste. Les réformistes n'ont jamais ré-
« pudié cet acte révolutionnaire de lutte contre le capitalisme qu'est
« la grève. Ils n'ont jamais non plus répudié systématiquement la
« violence.... »

« A en croire les révolutionnaires, il semblerait que les réfor-
« mistes sont ennemis de tout cela. Eh bien ! non, les réformistes
« ne s'opposent à aucune de ces actions, parce que les réformistes
« sont — on l'oublie trop — des syndicalistes ; parce que ces actions
« sont — on l'oublie trop — ni révolutionnaires, ni réformistes ;
« parce que ces actions sont — on l'oublie trop — simplement syn-
« dicalistes. »

Et en effet, Keufer lui-même, que l'on considère habituellement, et avec raison, comme un des partisans les plus résolus des solutions pacifiques de préférence, Keufer nous dit (2) :

« Nous devons affirmer le droit absolu pour chaque individu,
« quel qu'il soit, quelle que soit la fonction qu'il exerce, de faire
« grève ou, pour parler un langage plus précis, de refuser son
« concours, lorsqu'il le croit nécessaire pour la défense de ses inté-
« rêts.... »

Cependant Keufer fait une restriction qui lui est inspirée par un des problèmes les plus troublants de notre époque.

Ceux qui, de nos jours, contestent aux ouvriers le droit de se

(1) « A propos de la grève des cheminots. » Au sujet de cette prétendue assimilation, il est vrai qu'au congrès des cheminots tenu en Avril de la même année, les révolutionnaires paraissaient avoir eu l'avantage.

En ce qui concerne la déclaration de grève elle-même, elle est toujours restée, pour le public, entourée d'un mystère qui fait qu'on n'a jamais su exactement comment elle fut lancée. Ces dissentiments intérieurs du Syndicat National attirent fortement l'attention et, à les étudier de près, on tirerait certainement grand profit, mais pour celui qui ne s'y trouve pas directement mêlé, il y aurait dans l'entreprise de cette tâche, une difficulté considérable, si ce n'est une impossibilité.

(2) KEUFER et autres. *Le droit de grève. Op. cit.*

mettre en grève, se comptent probablement entre eux et ne sont qu'une infime minorité (1).

La grève est en effet, comme nous l'avons dit, le moyen le plus simple et le plus normal dont dispose la classe ouvrière pour défendre ses intérêts particuliers, individuels ou collectifs, s'entend.

Mais, dans notre société, il y a souvent contact et même opposition entre les intérêts particuliers et l'intérêt général, et c'est précisément ce qui se produit pour l'exercice des droits de certaines corporations.

Etant admis communément que l'intérêt général doit primer l'intérêt particulier, avec le minimum de dommages pour ce dernier, qui dira jusqu'où vont les droits de celui-ci et où s'arrête la domination de celui-là ? Et, pour préciser la question, une corporation, se trouvant dans cette situation, possède-t-elle, pour garantie de ses droits, celui de se mettre en grève ?

Si on le lui accorde, c'est admettre le droit pour quelques-uns d'arrêter, de compromettre même la vie publique dans l'intérêt d'une minorité, intérêt qui, même, peut être mal compris. Qui n'est faillible, y compris les syndiqués ?

Si la cessation de travail leur est interdite, c'est les rejeter naturellement dans des négociations souvent sans issues, auxquelles même certains patrons se refusent, dans leur non-reconnaissance du syndicat, c'est leur imposer des arbitrages ou autres combinaisons dont ils peuvent ne pas vouloir ou se méfier, c'est prolonger parfois des situations douloureuses au lieu d'apporter aux événements une solution peut-être un peu brutale, mais franche et nette. C'est surtout, et c'est là qu'est le point capital, c'est faire de tous ces salariés : mineurs, boulangers, cheminots, gaziers, électriciens ou autres, c'est faire d'eux des travailleurs *minuto jure*, les

(1) Dans le *Temps* du 28-10-1910, M. ENÉE BOULOC publia un article : « Le droit de grève », dont voici le début :

« Il n'y a pas de droit de grève, c'est-à-dire, pour qu'il n'y ait pas « de confusion, que si la grève, j'entends toujours la cessation du travail « promis, la rupture du travail enfin, n'est plus punissable depuis la loi « de 1884 par le Code Pénal, et cela, sous quelque prétexte qu'elle se produise, de quelque mauvaise foi qu'elle procède, à quelque mauvais sentiment de haine ou de vengeance qu'elle réponde, de quelque moyen « d'exécution qu'elle s'accompagne, hormis les actes de violence et les « manœuvres frauduleuses, toujours, pour si excusable que soit son « mobile, elle relève des prescriptions impératives de la loi civile et « des sanctions formelles civiles que la loi attache à la violation du contrat de travail, comme de tous les autres contrats. On connaît ces prescriptions que j'ai citées ; les sanctions sont particulièrement dans les « art. 1142 et 1780 du Code Civil... »

Je ne puis citer plus long de cet article qui ne fut d'ailleurs pas isolé.

frapper de *capitis deminutio*, ce qui serait paradoxal sous notre régime démocratique. Et quelque avantage qu'on leur accorde en échange, rien ne saurait pour eux pallier cette inégalité.

En vérité, le problème présente tous les caractères de l'insolubilité pour celui qui, n'étant pas partie en cause, le considère avec impartialité.

Je parlais un peu plus haut d'une restriction apportée par Keufer à son affirmation du droit à la grève. Dans le texte que je citais, il donne, quelques lignes plus loin, ce conseil à l'abnégation duquel je me plais à rendre hommage (1) : « Mais si ce droit de grève existe, incontestable, il ne faut pas oublier qu'une société ne peut pas vivre si chaque citoyen revendique seulement des droits, sans se soucier des devoirs qu'il a à remplir. Il en est ainsi pour les fonctionnaires publics : si l'on ne peut exiger d'eux le sacrifice constant de leurs intérêts au nom de la société, ils ne peuvent davantage sacrifier la société à leurs intérêts exclusifs. »

Dans les premiers mois de 1907, éclate la grève des électriciens. Un rédacteur de la *Petite République* reçoit, à ce propos, les interviews de Keufer, Guérard et Lajarrige (2). Ici le ton de Keufer est plus affirmatif et il déclare : « Je reconnais le principe de la grève comme un droit imprescriptible pour les ouvriers, mais j'estime que lorsque la brusque cessation d'un service public peut entraîner de graves préjudices pour la population, les travailleurs se trouvent tenus de ce fait à certaines obligations, s'ils ne veulent pas voir les pouvoirs publics et l'opinion se retourner contre eux. »

Une telle affirmation ne pouvait pas ne pas être relevée; elle le fut par Griffuelhes, dans *La Voix du Peuple* (3), mais dans le même journal (4), Keufer reprend la parole et précise encore sa pensée : « En principe, dit-il, tout travailleur, quel qu'il soit, a le droit de faire grève, de refuser son concours à la collaboration d'une œuvre quelconque, fût-ce un service public.

« Aucun règlement, aucun décret ne peut supprimer cette liberté individuelle, et même collective, de renoncer au travail, lorsque les intéressés le voudront ou lorsqu'ils le croiront utile pour la défense de leurs intérêts. Voilà la conception absolue du principe de la liberté et du droit qui s'y rattache.

« Mais, en fait, nous vivons en société, et aux droits affirmés

(1) Et combien plus si Keufer faisait partie d'un des services publics intéressés.

(2) N° du 15-3-07.

(3) N° du 24/31-3-07.

(4) N° du 14/21-4-07.

« s'associent, à mon sens, des devoirs professionnels et sociaux. J'en-
« tends par là, non pas supprimer le droit de refuser son concours,
« mais l'obligation de limiter ce refus de concours jusqu'au point
« où il peut devenir une calamité publique dont les conséquences
« pèseront sur la masse de la population innocente devant les cau-
« ses du conflit, source de la grève.

« Ainsi l'opinion que j'exprime ici peut se vérifier lorsqu'il
« s'agit de professions de l'exercice desquelles dépend la sécurité,
« la santé, la vie publique. Il s'attache au refus de concours de ces
« travailleurs une grave responsabilité sociale, et la cessation de ce
« concours par la grève peut compromettre la santé, l'existence
« d'une multitude de ces créatures innocentes, incapables de se dé-
« fendre. »

Pas plus que Keufer, jamais aucun membre d'un syndicat n'a, à ma connaissance, formulé une déclaration tendant à ne pas reconnaître le droit de grève à une corporation quelconque, et en somme je ne sache pas qu'il y en ait beaucoup à admettre des restrictions, tout au moins morales, dans le genre de celle de Keufer, que je viens de citer.

Dans la grève, le public est un tiers et, si en dehors de leurs sentiments d'humanité, les ouvriers se préoccupent de ses intérêts lésés, c'est à cause du choc en retour qu'ils peuvent subir, tant par suite de leur qualité individuelle de consommateur, qu'aussi de la puissance de l'opinion publique intervenant dans les conflits économiques.

Pour ce qui est des acteurs eux-mêmes, cela est chose fort naturelle que la grève cause des dommages au patronat, puisque c'est à cet effet qu'elle est déclarée, que ces dommages consistent en destruction de capital (grève de hauts fourneaux — effet regrettable — ou en bénéfices manqués (entreprise de location, et toute entreprise en général). Mais ce que les syndicats ouvriers déplorent, c'est que, très souvent, la grève, arme traîtresse, blesse aussi celui qui l'emploie.

Tout d'abord, l'ouvrier qui ne va pas à l'usine, l'employé qui ne se rend pas à son magasin, ne touchent plus leur salaire, et comme il faut bien tout de même vivre et faire vivre la famille, les économies de chacun sont entamées. Celles du syndicat s'épuisent; la Caisse de Résistance, lorsqu'il y en a une, se dégarnit de même et souvent, lorsqu'est finie la grève, la somme des salaires perdus est plus considérable que l'avantage matériel obtenu. C'est là un calcul intéressant à faire, plus difficile, il est vrai, lorsqu'il s'agit d'une amélioration d'un autre ordre que le salaire.

Ce qui est plus grave encore, c'est qu'une grève malheureuse risque de causer la ruine complète d'un syndicat, au point de vue moral, comme au pécuniaire : il est décapité de ses dirigeants par leur proscription de toutes les maisons, les timorés l'abandonnent et ses adhérents fidèles sont traqués de tous côtés.

Nous pouvons prendre comme exemple, la grève de 1878, déclarée par la Société Typographique Parisienne.

« Les suites de cette grève, nous dit Keufer (1), furent désastreuses, car l'autorité du syndicat était pour ainsi dire détruite, les syndiqués devaient taire leur qualité, c'était la persécution des syndiqués, au bénéfice des sarrasins, des non-syndiqués, dont un certain nombre étaient venus de province.

« Ce fut une triste période d'effacement, de silencieuse résignation, qui a duré près de trente années; en trois mois, la Typographie parisienne, par une grève néfaste, avait perdu le prestige et l'influence acquis après de nombreuses années d'efforts, d'économies et de prudente administration. Ceux qui ont vécu ces malheureuses années en gardent un triste souvenir; c'est un pénible cauchemar qui a hanté leur esprit, qui a étouffé leurs espérances... »

Aussi, instruits par de semblables malheurs à eux survenus ou à leurs voisins, les syndicats réformistes sont-ils dans les déclarations de grève d'une prudence que certains qualifient volontiers d'excessive, surtout les partisans de la grève pour la grève, théorie à laquelle nous avons fait allusion précédemment.

Les réformistes sont peu enthousiastes pour ces grèves à jet continu, plus épuisantes que réconfortantes pour l'énergie ouvrière.

« Dire encore, écrit Louis Rousseau (2), — au reste partisan de la grève —, dire encore que les syndicats ont pour objet principal, pour préoccupation exclusive, la fomentation de la grève, c'est tenir un propos mensonger et inintelligent.

« Le Syndicat, par sa nature même, parce qu'il donne aux travailleurs la possibilité de s'entretenir en commun de leurs droits, de leurs devoirs, de leurs privations, prévient les heurts niés, les mouvements chaotiques et désordonnés.

« En coordonnant les droits de tous, il apporte au patronat des revendications mesurées, étudiées, réfléchies.

(1) Cet exemple est extrait d'une brochure de KEUFER : « L'Education Syndicale », qui fut publiée dans l'*Action Ouvrière* de 1910.

(2) *Bulletin de la Bourse du Travail de Reims*, 15-6-1908. LOUIS ROUSSEAU. La Grève.

« Le patron auquel le syndicat soumet un cahier de revendications élaborées avec soin et circonspection, sait ce qu'on lui demande, ce qu'on attend de lui.

« La grève est une arme entre les mains des travailleurs. Elle est dangereuse et terrible, non pas trop contre les patrons, mais contre les travailleurs eux-mêmes. Qu'on songe un peu aux privations que les grévistes s'imposent...

« Et quand le spectateur impartial envisage les deux éléments en lutte, le capital et le travail, peut-il dire que le deuxième ait les avantages du premier pour décider de la victoire ?... »

E. Fiancette, le secrétaire des Cochers et Chauffeurs, nous dit de même (1) que l'action doit être prudente et raisonnée et que, la grève étant une arme à deux tranchants, l'action à entreprendre doit être mûrement étudiée.

En résumé, la seule grève modèle est celle qui réussit (2).

Keufer, instruit, nous l'avons vu, par une douloureuse expérience, donne les mêmes conseils de sage prudence, en opposition absolue avec le principe de la grève pour la grève (3) :

« Il est absolument faux de prétendre que, dans les ateliers ou à l'usine, on puisse vivre dans un état permanent de grèves, d'incessantes récriminations.... D'abord il est impossible à l'ouvrier de vivre dans cet état d'agression et de continuelles réclamations; autant que le patron, il éprouve à un moment donné une telle lassitude à la suite de revendications renouvelées qu'un soulagement profond gagne le personnel d'une maison, lorsque le conflit est terminé d'une façon à peu près satisfaisante....

« Ce système de grèves continuelles aboutissant à la grève générale révolutionnaire, avec l'action directe, aboutira fatalement à la résistance, si ce n'est à l'offensive patronale, au soulèvement de l'opinion publique et, au lieu d'avoir servi la cause du prolétariat industriel et de son administration, cette méthode aura provoqué la réaction; les forces ouvrières se désagrégeront, les organisations syndicales, — déjà loin de représenter aujourd'hui la majorité des travailleurs français —, s'effondreront dans l'impuissance devant les forces politiques, économiques et sociales coalisées.... Les grèves, plus que jamais, devant la puissance de l'organisation patronale, doivent être préparées, soutenues, par une or-

(1) *Bulletin de la Bourse du Travail de Reims*, 15-5-1909, E. FIANCETTE. Méthode et action.

(2) De NIEL dans « Une grève modèle », *Travailleur syndiqué de Montpellier*, 4-1905.

(3) *Voix du Peuple* 14/21-4-1907. A. KEUFER. Singulières déclarations.

« organisation ouvrière parallèle, organisation puissante par les ressources et par l'esprit de discipline, dont les adhérents agiront d'une façon méthodique, réfléchie, et non impulsive, désordonnée... »

V. Renard, également, dans *L'Action Ouvrière* (1), est partisan de l'organisation préalable des grèves, et engage les syndiqués à prendre, avant toute action, des renseignements sur la situation générale du Syndicat et de la Fédération, et sur l'aide qu'ils peuvent en attendre, leur rappelant que l'échec éprouvé par un syndicat peut amener le recul syndical de la corporation tout entière; puis il ajoute :

« Au surplus, nous osons dire qu'il est sot d'abandonner le travail sans avoir fait connaître ses revendications d'abord au patron, par l'intermédiaire du syndicat, car souvent son intervention pourrait les faire aboutir, sans qu'il faille avoir recours à la grève. »

Aussi, ces dernières années encore, pouvait-on assister à un spectacle curieux et d'un grand enseignement. Toutes les statistiques s'accordaient pour constater que c'était dans les syndicats aux plus faibles effectifs (2), que les grèves se montraient les plus nombreuses et les plus violentes. En outre, elles étaient peu souvent couronnées de succès.

Nous pouvons maintenant en comprendre les raisons.

Les petits syndicats sont en général composés d'anarchistes, partisans de la violence, de la grève pour elle-même. Comme leur organisation était assez négligée, au point de vue financier comme aux autres, l'élan, le fameux élan, ne leur suffisait pas toujours pour gagner la bataille et obtenir un résultat effectif.

Il est vrai qu'en échange, on ne pouvait pas leur contester d'avoir contribué à entraîner la classe ouvrière. On ne peut que souhaiter qu'ils ne l'entraînent pas vers les défaites irrémédiables.

Pourtant, à présent, on pourrait croire qu'il y a quelque chose de changé : des Fédérations considérées jusqu'ici comme très révolutionnaires, telle la Fédération du Bâtiment, ont tenté d'employer des moyens autres que la grève dans leurs rapports avec le patronat, moyens dont il faut les féliciter d'avoir su apprécier l'emploi. Je ne parle pas du sabotage, mais bien des contrats collectifs qu'ils signèrent, mais non, il est vrai, sans grèves.

(1) N° du 1-7-1910, au cours de l'art. : Vent de grève.

(2) Il faut naturellement comprendre : comparativement au nombre total des travailleurs de la profession.

En somme, presque généralement, la grève a causé dans la classe ouvrière de grandes désillusions. Ce n'est pas qu'elle ne présente de sérieux avantages. Ainsi un professeur d'une Faculté de Droit, l'éminent M. Sauvaire-Jourdan, qui enseigne à Bordeaux, constate l'heureux résultat de l'effet préventif de la grève, qui consiste en ce que la crainte d'une grève empêche fréquemment les patrons de se faire concurrence entre eux par l'abaissement des conditions du travail.

Il fait remarquer que ce moyen artificiel et vicieux d'amélioration des conditions de production se trouvant supprimé, l'ingéniosité patronale se trouve rejetée vers les moyens techniques, d'où résulte un progrès dans cet ordre d'idées, lequel profite à l'universalité des hommes.

De même enfin, il constate que si l'on recherche les professions où règnent les pires conditions du travail, on trouve que ce sont les industries à domicile et que ce sont là des branches dans lesquelles les grèves et autres formes d'action ont des conditions de réalisation très mauvaises (1).

Alors qu'un économiste pense ainsi, de même que beaucoup d'autres et non des moindres, pourquoi voudrait-on que des ouvriers prononçassent la condamnation définitive de la grève?

Comme le dit Guérard, l'ancien secrétaire des cheminots, alors en fonctions — cela est à noter — : « A moins d'interdire les « grèves, — ce qu'on ne saurait raisonnablement tenter, — il faut « en prendre son parti. Tant que les travailleurs n'auront pas à leur « disposition d'autre moyen d'action plus efficace, ils se serviront « de cette arme et ne se laisseront pas enlever (2). »

Parmi les moyens de coercition connus en France, les deux plus employés sont certainement le sabotage et la mise à l'index.

La pratique du label n'étant qu'une forme de mise à l'index, puisqu'elle en est l'inverse, peut à la rigueur être rangée parmi les moyens de coercition.

Le sabotage (3) a fait couler des flots d'encre ces dernières années. Je n'en rappellerai pas les origines anglaises, ni la légende du go canny insulaire.

C'est surtout au point de vue moral que ce moyen d'action a été

(1) Je dois la communication de ces idées de M. SAUVAIRE-JOURDAN à l'obligeance de mon collègue, M. SIREYJOL, à qui je renouvelle l'expression de mes remerciements.

(2) Interviews de la *Petite République* du 15-3-1907.

(3) Dans les publications syndicalistes, on trouve fréquemment ce mot orthographié : sabotage.

attaqué. On lui a reproché d'être un « système qui manque de « moralité, de courage, de dignité, et qui ne peut atteindre avec « certitude le but pour lequel il est pratiqué. »

C'est à un ouvrier que j'emprunte ces lignes, à Keufer (1); on peut juger comment le sabotage est considéré par les écrivains qui se rangent du côté patronal ou qui, plus exactement, ont des idées conservatrices.

Pouget, l'Eminence grise de la C. G. T., comme il fut appelé, révolutionnaire à froid, a consacré une petite étude au sabotage (2). Il en fait naturellement l'apologie et présente sa défense.

Moralement, il pose la question d'une façon telle qu'il est absolument inattaquable si on le suit sur son terrain. Il considère en effet que la morale n'est pas objective, mais subjective, et que, par conséquent, les prolétaires ne se trouvent pas dans l'obligation d'admettre les axiomes d'une morale bourgeoise, établie ad hoc, et dont le gouvernement, à l'école primaire, fait pétrir les cerveaux des enfants d'ouvriers, futurs ouvriers eux-mêmes.

Cette thèse, défendable, de la morale subjective, est dangereuse, en ce sens qu'une pareille morale n'est accessible qu'aux esprits développés et très droits, faute de quoi elle peut autoriser des théoriciens de mauvaise foi, tels que ceux du droit à la reprise individuelle. — comprenez : au cambriolage, — théoriciens d'avec qui les révolutionnaires eux-mêmes se sont toujours désolidarisés.

En tous cas, elle possède cet avantage de permettre à Pouget de récuser pour incompétence la morale « officielle », lorsqu'elle se mêle de critiquer le sabotage.

Il n'en aurait pas besoin, car lorsqu'il accepte le terrain de la morale bourgeoise, il défend assez habilement le droit au sabotage.

Lorsque sur un marché, un cours s'établit pour un produit quelconque, le prix indiqué est en rapport avec une quantité quelconque, mais déterminée. Le vendeur livre cette quantité : tonne, sac, mètre cube, comme on voudra, mais il n'est pas libre de la faire varier, sous prétexte que le cours n'en est pas assez rémunérateur. Sans cela, toute certitude et toute stabilité viendraient à manquer dans les contrats, qui deviendraient impossibles.

La chose est évidente et ne nécessite pas une longue démonstration.

C'est pourtant à cela que Pouget voudrait nous amener lorsque, dans sa défense du sabotage, il nous dit : « les ouvriers se sa-

(1) KEUFER et autres : *Le droit de grève*, *op. cit.*

(2) EMILE POUGET. *Le Sabotage*, Collection de la *Bibliothèque du mouvement prolétarien*.

« vent possesseurs de la « force de travail » et s'ils acquiescent à « ce que les patrons qui les embauchent en « consomment » une « quantité donnée, ils s'efforcent que cette quantité soit en rapport « plus ou moins direct avec le salaire qu'ils reçoivent. »

En réalité, le grand mal, c'est que dans le travail il n'y a pas d'unité de mesure facilement déterminable (1).

Celle admise, presque indéterminable, est la capacité productive d'un individu pendant une journée de labeur ; et quand un patron traite avec un ouvrier pour l'achat de cette capacité, c'est naturellement elle qu'il espère « consommer » en échange du salaire, et je ne vois pas pourquoi Pouget s'en étonne.

Lorsqu'un ouvrier, volontairement, restreint cette capacité, il fait la même opération qu'un vendeur qui ne livrerait pas ce qu'il a vendu, mais une quantité moindre ou un produit de qualité inférieure.

Il faut toute la conviction d'une nouvelle morale pour trouver cela naturel.

Pouget, pour justifier ce mode de sabotage, fait remarquer que dans la conclusion du contrat de travail, la partie n'est pas égale : « le contrat est lésionnaire », dit-il, « l'ouvrier est forcé par sa situation « d'accepter les conditions patronales, si dures soient-elles. »

Mais à cela le sabotage n'est pas un remède ! Il fausse les conditions du marché et rend impossibles les rapports entre le travail et le capital : voilà toute son œuvre. Et cependant l'existence de ces rapports est nécessaire, malgré la lutte de classes, en attendant que la révolution sociale ait changé tout cela.

Le remède, — faut-il donc toujours le répéter ? — est dans l'existence de syndicats puissants, c'est-à-dire bien armés et à nombreux effectifs, qui pourront traiter d'égal à égal avec le patronat.

Si la désapprobation entoure ce mode de sabotage, souvent appelé « la grève des bras croisés », il en est un autre pour lequel on ne peut éprouver que de la réprobation.

C'est du reste à lui qu'est dévolue principalement, dans le langage courant, l'appellation même de sabotage.

C'est celui qui frappe le moyen de production, soit en l'immobilisant, soit en le détruisant ; c'est aussi celui qui consiste à fournir un produit inutilisable.

Celui-là est vraiment lâche et méprisable.

(1) Et cependant, si, il y en aurait une, mais les ouvriers n'en veulent pas et pour de fortes raisons : c'est la pièce. Les inconvénients du travail aux pièces disparaîtraient probablement, si les syndicats tiraient de puissants effectifs une grande force morale et si surtout la commandite était généralisée.

Pouget, pour l'excuser, proclame que notre société est elle-même uniquement basée sur la fraude, sur le sabotage : Tout le monde y sabote, le crémier qui met de l'eau dans le lait, l'épicier qui délivre de déconcertantes mixtures, etc., sans oublier le débitant qui fournit du poison pour de l'alcool salulaire, si toutefois il peut jamais l'être.

Il fait remarquer que ce sabotage capitaliste s'attaque à la vie humaine, à la santé publique et le déclare « criminel, monstrueux » et « abominable ».

Et, certes, quoiqu'il en dise, personne n'a jamais songé à le contester; la preuve en est que chaque fois que l'on peut surprendre de telles manœuvres, elles sont impitoyablement réprimées et châtiées.

Et ne le seraient-elles pas que c'est un curieux raisonnement que d'arguer des vices d'autrui pour s'autoriser à les pratiquer!

Il est vrai que le sabotage ouvrier présenterait, paraît-il, cet avantage sur l'autre, le patronal, de ne s'attaquer, lui, qu'aux choses et non pas aux hommes : « Des blessures que fait le sabotage ouvrier » ne gicle que de l'or; de celles produites par le sabotage capitaliste, « le sang coule à flots. »

Je ne veux pas insister sur l'accusation lancée contre le capitalisme que je n'ai, ici, ni à défendre, ni à attaquer, quoique je puisse avouer que l'affirmation faite sur son compte me paraisse tendancieuse, comme laissant croire à bien peu de bon sens commercial de la part des industriels.

Ce que je tiens à faire remarquer, c'est l'erreur que font certains syndicalistes, lorsqu'ils se figurent que les coups qu'ils portent aux instruments de production les laissent eux-mêmes indemnes.

La machine, — prise au sens extrêmement large du mot : le moulin à vent, comme le haut fourneau et aussi la locomotive et le petit tri-porteur que nous voyons circuler dans les rues, — la machine représente toujours la cristallisation des économies de force que firent les hommes au cours des siècles.

La machine, — et je ne crois pas que les socialistes me contredisent —, est donc un capital immobilisé momentanément afin de se multiplier, de sorte que, sa mission terminée, non seulement il se trouve renouvelé, mais ait aussi laissé sur le marché de nouveaux capitaux disponibles.

La réponse qui sera naturellement faite à pareille exposition est que tout cela importe peu à la classe ouvrière, puisque la machine n'est pas en sa possession et qu'elle ne sert jamais qu'à l'opprimer et à diminuer ses salaires.

C'est là faire montre de courte vue et assimiler la classe ouvrière à un héritier qui ferait en sorte de ruiner celui dont il doit recueillir la succession, puisqu'elle prétend entrer un jour en possession des moyens de production.

C'est en outre se tromper lourdement. La machine ne profite pas qu'au patronat, mais aussi à tout le monde, à toutes les classes. N'est-ce pas elle qui, directement ou indirectement, a vulgarisé bien des commodités, des utilités même de la vie, qui autrefois n'étaient accessibles qu'aux classes riches et même seulement à une étroite minorité?

La mettre hors d'usage, l'immobiliser pour un temps plus ou moins long, c'est donc annihiler pour partie les efforts des générations précédentes, c'est retarder d'autant l'essor du progrès humain.

En tous cas, ce que l'on ne peut nier, c'est que le sabotage, en lui-même, apparaît comme un moyen peu loyal, qui choque instinctivement.

En fait, il manque de beauté et il est curieux de remarquer que ce sont ceux en qui certains idéalistes placèrent leur foi d'avenir, qui ont pu le prôner.

Pouget dit qu'il est, dans la guerre sociale, ce qu'est le combat de francs-tireurs dans la lutte armée entre nations. Cependant, les francs-tireurs, dont le courage seul peut excuser la pratique, blâmable en elle-même et qui leur coûte souvent très cher, agissent ouvertement, en belligérants, et en cas de guerre seulement.

Les saboteurs, au contraire, détruisent sournoisement et le plus souvent sans que la grève soit déclarée, ou après sa cessation.

Je viens de dire que les francs-tireurs payaient souvent de leur vie les pertes qu'ils infligeaient à l'ennemi. La conclusion du raisonnement de Pouget serait que les patrons, acceptant sa comparaison, condamneraient à l'exclusion perpétuelle de leurs ateliers ceux qui en sont la perpétuelle menace.

Outre le grave défaut de puissamment contribuer à la mécontente sociale (1), le sabotage présente aussi celui d'être profondément illégal, illicite même, puisqu'il tombe sous l'application de l'art. 443 du Code pénal, principalement, et accessoirement des autres articles de la Section III, Livre III, titre II, et qu'il est également réprimé par les lois et règlements concernant l'exploitation des chemins de fer, etc.

On conçoit que, vu tout cela, les réformistes ne se soient guère

(1) Il est vrai que les révolutionnaires ne prendront pas cela pour un reproche.

enthousiasmés pour un pareil mode d'action, auquel ils font le reproche de répugner aux esprits un peu scrupuleux, d'être inefficace et dangereux et surtout d'être illicite, c'est-à-dire de donner prise à la répression gouvernementale (1).

Ceux qui ne le condamnent pas ouvertement évitent d'en parler, et on peut noter à ce sujet qu'au 16^e Congrès du Livre, de 1910, la discussion prévue sur le sabotage fut esquivée, Ségoffin (Marseille) ayant déclaré : « Ce n'est pas dans un Congrès que l'on doit discuter le sabotage, car c'est une question qui doit avoir le moins de publicité possible, si on juge que ce moyen d'action est susceptible de donner de bons résultats. » (2)

C'est en cela que consiste généralement l'attitude des réformistes vis-à-vis du sabotage : ils évitent d'en parler.

Les questions du label et du boycottage, comme de la mise à l'index, sont beaucoup moins intéressantes à étudier, au point de vue auquel nous nous plaçons. Ce sont, en effet, des points sur lesquels les deux fractions du syndicalisme français ne sont pas en antagonisme grave.

Tout ce que l'on peut dire, c'est que ce sont là des moyens d'une efficacité certaine et que, pour le premier spécialement, c'est aux réformistes que l'on doit son introduction et sa propagation en France.

On sait en quoi consiste la pratique du label, en l'apposition sur un produit d'une marque distinctive indiquant qu'il sort d'une entreprise dont le ou les propriétaires ont accepté les conditions du syndicat.

Le devoir d'un syndiqué conscient est de donner la préférence sur tout autre à l'objet qui porte ce signe de reconnaissance.

Le label ne s'est guère répandu en dehors de l'imprimerie et actuellement la grande fédération réformiste du Livre est presque seule à l'avoir imposé sur quelque échelle.

Révolutionnaires comme réformistes en sont également partisans. C'est pourquoi je n'insisterai pas plus longtemps sur cette question, de même que sur le boycottage et autres formes d'action similaires (picketing, etc.).

(1) KEUFER et autres : Le droit de grève, *op. cit.* ; et différents articles de divers auteurs dans la *Voix du Peuple*, etc., lesquels comprennent le sabotage dans les moyens proscrits.

Lorsqu'ils l'admettent, ils s'attachent à marquer la différence entre le sabotage destructeur et le sabotage immobilisateur : *Radical* 6-7-1911. *Tribune de la Voie ferrée*, 12-5-1907.

(2) Dans un compte rendu de ce congrès (*Action Ouvrière*, 15-8-1910), HAMÉLIN dit : « En ce qui concerne le sabotage, le Congrès n'a pas voulu le discuter, il y a des choses qui ne doivent pas être dites en public. »

Je renvoie simplement au livre de Keufer (et autres), déjà si souvent cité : *Le droit de grève*, et rappelle qu'avec les critères de légalité et de non violence sauf nécessité absolue, on peut induire avec une presque absolue certitude l'opinion que professent les réformistes sur ces questions (1).

(1) Voir aussi l'enquête annexée en fin de ce volume.

CHAPITRE V

LE PACIFISME SOCIAL DES RÉFORMISTES

Nous venons de voir l'attitude que prennent les réformistes vis-à-vis des moyens plus ou moins violents que l'on peut employer contre le patronat.

Nous allons maintenant, — sans nier que l'idée de lutte de classes anime certains et même beaucoup d'entre eux — constater qu'ils sont généralement partisans de l'emploi de méthodes plus transigeantes que celles précédemment vues. On pourrait presque dire qu'ils considèrent plus la lutte de classes comme un phénomène naturel que comme un effort humain.

Il convient d'ajouter qu'ils ne sont pas en cela conduits par leur sentimentalité, mais par leur bon sens qui leur dit, ainsi que déjà je l'ai exposé, qu'il est toujours moins dangereux de négocier que de se battre, avec souvent tout autant de profit.

Cette préoccupation se traduit par le désir de causer avec l'employeur, avant d'entamer la lutte, autant qu'en fait cette conversation préliminaire ne sera pas nuisible aux intérêts du Syndicat. Keufer s'est déclaré « persuadé que les négociations amiables » étaient préférables à l'intransigeance et à la grève quand même. « considérant qu'on ne devait recourir à la grève qu'à la dernière extrémité... » (1).

Guérard et Lajarrige, pour ne citer que ces deux exemples, partagent sur ce point encore les idées de Keufer. Lajarrige, lui, va même plus loin et exprime l'espoir qu'un jour viendra peut-être où les conflits du travail se régleront pacifiquement (2).

Envisageant l'esprit général de la Fédération du Livre qu'il

(1) *Typographie Française*, 1-6 1909. A. KEUFER. Réfutation nécessaire, (déjà cité). Cf. aussi du même : l'Éducation syndicale, parue dans l'*Action Ouvrière*, 2^e série, et publiée en brochure.

C'est Keufer également qui écrivait, il y a vingt ans, il est vrai : « Un seul homme en France veut ignorer mes idées de conciliation dans les rapports entre patrons et ouvriers. » (*Typographie Française*, 1-10-1894).

(2) Pour l'opinion de Guérard et de Lajarrige, se reporter aux interviews déjà cités de la *Petite République* du 15-3-1907.

prend pour type du Réformisme, en l'opposant à la Métallurgie, exemple de fédération révolutionnaire, Niel écrivit dans un article qui nous indique sa place exacte dans le mouvement syndicaliste :
« Ce qui a distingué et distingue encore la méthode du Livre de la
« méthode de la Métallurgie, c'est que la première est une méthode
« de *temporisation*, de calme plat, de prudence excessive, d'*entente*
« avec l'*adversaire*, de confiance imméritée en la moralité et l'hon-
« nêteté du patronat, cherchant des avantages immédiats pour ses
« adeptes dans des institutions multiples de secours à base un peu
« trop mutuelliste et comptant, pour le succès de son œuvre, plus
« sur la pratique des fortes cotisations que sur la lutte virile des
« travailleurs révoltés. C'est la théorie uniquement réformiste des
« petits résultats. Je n'apprécie pas, j'expose.

« La méthode des métallurgistes, au contraire, se caractérise
« par l'absence presque absolue de tout service de secours pécu-
« niaire réglé, permanent, par une attitude plus fière, plus crâne
« à l'égard du patronat, recherchant plus volontiers dans les
« moyens révolutionnaires de la grève, du boycottage et du sabot-
« tage, les avantages que d'autres ne veulent trouver que dans les
« fortes cotisations et les services plus ou moins mutuellistes qui en
« découlent.

« Dans la première, il y a de bon les fortes cotisations et les
« diverses institutions de secours matériels qui en résultent; il y a
« de mauvais l'absence générale de tout esprit révolutionnaire.

« Dans la seconde, il y a de bon une forte conviction révolu-
« tionnaire et une nette conception d'une lutte sans pitié contre le
« patronat; il y a de mauvais l'abstention quasi complète d'avan-
« tages matériels immédiats, de services de secours, conséquence
« d'insuffisantes cotisations. » (1)

Je ne puis qu'indiquer certains des moyens de règlement pacifique utilisés en France ou que l'on voudrait y voir pratiquer. Il en est parmi eux que les réformistes et spécialement la Fédération du Livre et celle des Mineurs y ont rendu courants.

Mais ce qui est auparavant curieux à noter, c'est que, si la théorie en appartient presque exclusivement aux réformistes, on en

(1) *Voix du Peuple*, 24-9/1-10-1905. L. NIEL. Le Parfait Syndicalisme.

Bien que Niel ne fasse, dit-il, qu'exposer, sa façon d'exposer nous fait avec certitude savoir ce qu'il pense de tout ce qu'il énonce.

On peut voir ici la double origine de la pensée de Niel qui, s'alimentant aux deux extrémités du syndicalisme en général, l'a fait qualifier de centriste.

L'article conclut que la méthode idéale serait celle faisant un harmonieux mélange des deux théories.

trouve des applications, non seulement de la part de ces derniers, mais de celle aussi des révolutionnaires. Cet illogisme leur a du reste été reproché (1).

P.-M. André (2), a propos d'un de ces règlements pacifiques (3), triompha et proclama l'écroulement des théories adversaires : « De plus en plus, dit-il, les syndiqués cessent de se considérer comme des « pionniers révolutionnaires ». Ils ne se sont jamais mis en « grève » pour aller à l'école de la révolte », mais toujours pour « leurs intérêts de métier. Quand ces intérêts sont mieux servis par « le contrat collectif et par les commissions mixtes que par la grève, « ils n'hésitent pas à envoyer à la balance tous les gymnastes de « l'anarchie et à adopter les méthodes les plus réformistes, voire les « plus réactionnaires ».

Je crains bien un peu que P.-M. André ne se soit exagéré la conséquence du geste du Bâtiment. Agir contrairement aux idées toujours proclamées, n'est pas avouer que l'on s'est trompé, et une franche rétractation vaudrait mieux que bien des actes, car la parole a chez nous une grande supériorité de propagande sur les faits.

Il serait profondément désirable que, chaque fois que cela est possible, les ouvriers parlementassent avant d'agir, de quelque façon que ce soit. Et, par parlementer, je n'entends pas adresser une sommation arrogante au patron, mais soumettre en termes mesurés des revendications bien établies et solidement exposées.

Si l'on mettait, de part et d'autre, plus de courtoisie dans les rapports, bien des conflits désastreux pour tout le monde, employeur, employés et consommateurs, pourraient être évités.

Une des premières conséquences du réalisme des réformistes est leur attitude vis-à-vis de la loi.

Ici, spécialement, se manifeste l'influence de la philosophie intérieure des syndiqués, considérés en tant qu'individus. Il est évident que tout ce que pourra faire un anarchiste, sans être illogique avec lui-même, sera d'avoir envers l'idée de loi une attitude d'indifférence. A l'encontre, un socialiste, par exemple, s'en préoccupera et s'efforcera de faire que cet organisme de la civilisation se mette au service de ses idées.

(1) Voir par exemple l'article de KEUFER déjà cité : Réformes et révolution. Voir du Peuple 9-16-8-1903 ; celui de P. MERKEL, Réformistes et libertaires. Bulletin de la Bourse du Travail de Reims, 15-1-1905 et celui de GUERNIER, Paroles et actes, eod. loc. 15-9-1909.

(2) Le Socialisme 9-10-1909, P.-M. ANDRÉ. La débâcle du Syndicalisme anarchisant.

(3) Celui de la grève du Bâtiment de la même année. Cf. Action Ouvrière, 15-1-1910. KEUFER. Le contrat collectif dans le Bâtiment.

C'est ce dernier sentiment qui anime certaine lettre de Claverie par lui adressée à la *Guerre Sociale* (1) : « Je n'ai pas voté, y dit-il, « de félicitations aux mutins du 17^e de ligne, parce que le Congrès (2), qui avait pour objet principal de protester contre la violation d'une loi, celle sur l'organisation des conseils des prud'hommes, et qui pour cela même se déclarait légaliste ne pouvait « sans contradiction applaudir à une révolte contre la loi militaire.

« Ce que je rêve, ce que je vise à réaliser dans la mesure de « mon action sociale, c'est la substitution de la légalité socialiste à la « légalité bourgeoise inique et oppressive. Il faut donc à mon avis « développer et non atrophier le sens de la légalité. »

Mais il faut bien se garder de confondre ce respect de la légalité manifesté ici par Claverie, comme aussi la tendance à recourir à la législation, propre à la majorité des réformistes, avec ce qu'on appelle communément le parlementarisme.

On ne saurait mieux expliquer ce mot de parlementarisme, qu'en disant que le parlementarisme, c'est « faire de la politique ».

Je me souviens d'avoir lu, dans la *Tribune de la Voie ferrée*, une suite d'articles concernant certaine élection législative. Il y était recommandé de ne voter que pour les candidats s'engageant à obtenir certaines réformes réclamées par le Syndicat National. Ce n'était pas là faire de la politique, mais où la *Tribune* en fit, c'est en ajoutant que les cheminots ne devaient à aucun prix faillir à la discipline républicaine.

En fait, il faut avouer que, dans la réalité, les deux choses sont bien difficiles à délimiter nettement, et cela n'a pas été sans gêner les réformistes, en principe partisans des lois, mais aussi parlementaires.

L'Action Ouvrière, qui fut leur organe, annonça dans son deuxième numéro, sous la signature de Ch. Désirat, qu'elle allait ouvrir une rubrique intitulée : le Parlement. Désirat ne manqua pas de prendre ses précautions et d'expliquer congrûment qu'il ne faudrait pas confondre, disant en propres termes ce que je viens de dire :

« Il ne manquera pas, en effet, d'excellents camarades, pour « prétendre qu'en intéressant nos lecteurs aux travaux des Chambres, « nous ne visons à rien moins qu'à encenser les ministres et les « parlementaires, qui sont nos amis...

(1) La *Guerre Sociale* 25-9/1-10-1907. CLAVERIE. Lettre écrite pour être insérée.

(2) Il s'agit du Congrès des Employés qui se tint à Toulouse en Août 1907.

« Rien n'est moins exact : nous ne luttons pas dans ces colonnes
 « contre l'intrusion de la politique anarchiste dans les syndicats,
 « nous ne cherchons pas à l'en déloger, pour l'y remplacer par une
 « autre, quelle qu'elle soit...

« Aussi notre but est tout autre : nous chercherons simplement,
 « chaque quinzaine, à résumer brièvement la partie des travaux par-
 « lementaires ayant trait aux questions ouvrières. Nous signalerons
 « en les commentant, les projets, les propositions déposés qui inté-
 « ressent la vie des travailleurs, *d'où qu'ils émanent*, où qu'ils ten-
 « dent.

« Nous chercherons à prouver par l'exposé même de l'action lé-
 « gislative, que le Parlement peut servir la cause du Travail, à con-
 « dition que les ouvriers sachent lui mâcher la besogne en prépa-
 « rant des projets, en créant des mouvements d'opinion en faveur
 « de revendications précises, ce qui est plus profitable que de con-
 « sacrer les réunions syndicales à des criaileries inutiles, parfois
 « dangereuses. »

L'estime, cependant, en laquelle les réformistes tiennent la loi,
 ne doit pas être considérée comme une prédilection exclusive. De
 plus, ce n'est pas l'attachement à notre régime social actuel qui les
 inspire, et non plus le désir d'en consolider les colonnes, qui les
 anime.

Il y a, de leur attitude, deux grandes raisons dominantes. La
 première est que bien des réformes ne peuvent être obtenues qu'au
 moyen de décisions législatives, pour des raisons d'ordre social (re-
 traites ouvrières), économique (journée de dix heures) ou de fait
 (situation des salariés d'Etat) (1).

La seconde est qu'en admettant même que des conventions parti-
 culières puissent apporter certaines améliorations à la classe ou-
 vrière, celle-ci aura toujours avantage à ce qu'elles soient consolidées
 par l'autorité que donne à un contrat le texte d'une réglementation
 légale.

On peut ajouter encore ceci : bon gré, mal gré, les travailleurs
 sont intéressés à la discussion des lois qui règlent les conditions du
 travail, il serait donc de leur part puéril, et même pis, de dédaigner
 de s'en occuper, sous quelque prétexte que ce soit (2). Aussi a-t-on

(1) *Travailleur des P. T. T.*, 8-1902. L. CHENU. Notre lutte d'aujourd'hui.

(2) Cf. *Bulletin de la Bourse du Travail de Reims*, 15-7-1906, ROUSSEAU. Les conventions collectives ; eod. loc. 15-8-1906, E. GUERNIER. Le repos hebdomadaire ; eod. loc. 15-11-1906, ROUSSEAU. Les lois ouvrières ; *Tribune de la Voie ferrée*, 18-4-1909, GRANDVALLET. Le Syndicat et les pouvoirs publics ; *l'Humanité*, 14-2-1910 et 30-3-1910, CLEUET, l'Action syndicale et les lois ouvrières.

pu voir la mesure de cet intérêt dans l'émotion que souleva dans les milieux ouvriers la loi sur les retraites ouvrières, puisque la C. G. T. elle-même, malgré ses tendances apparemment contraires, en fit l'objet d'un grand nombre de meetings, réunions et articles de presse (1).

P.-M. André a traduit cette pensée en disant : « Dans notre propagande auprès des travailleurs manuels et intellectuels, nous leur disons : « Vous êtes les producteurs et vous êtes le nombre. Vous pouvez donc être le droit et la force. Votre libération ne dépend que de vous : servez-vous donc de la légalité bourgeoise et, par votre nombre, vous imposerez *votre droit*. » (2)

Je bornerai à quelques exemples l'exposition de la mise en pratique des idées conciliatrices.

Tout d'abord, le contrat collectif nous sera une excellente pierre de touche. On connaît l'écart qu'il y a entre ce procédé et les principes révolutionnaires. Les défenseurs de ces derniers déclarent qu'il y a là un moyen dangereux pour la combativité ouvrière et qu'il ne peut servir qu'à l'émousser. En effet, le contrat collectif prévoit beaucoup de conflits, partant de grèves, et y pare, chose qui fait peu l'affaire des amis de la grève pour elle-même.

En dehors de ses avantages propres, le contrat collectif présente celui de nécessiter, pour son établissement, des rapports assez étroits, plus en tous cas que les négociations que provoquent ordinairement les grèves, entre, d'une part, le patronat et, de l'autre, les délégués des ouvriers. Ces rapports s'établissent dans des commissions, dites mixtes à cause de leur composition, lesquelles, parfois même, deviennent permanentes dans une certaine mesure (3).

Lajarrige, au cours des interviews déjà cités (4), dit nettement que l'on finira par « se rendre compte de l'action bienfaisante que « pourraient exercer l'institution du régime des contrats collectifs pour « régler les conditions du travail et l'adoption de l'arbitrage comme

(1) Sur l'attitude des réformistes dans cette discussion, on peut consulter la collection de l'*Action Ouvrière*.

(2) Le *Socialisme*, 10-7-1909, P.-M. ANDRÉ. A propos de l'élection du secrétaire de la C. G. T.

(3) Au moyen des commissions mixtes, les deux parties en présence arrivent à savoir exactement ce qu'elles veulent et ce qu'elles peuvent ; les patrons eux-mêmes, s'ils se trouvent plusieurs, savent réellement ce que feront leurs concurrents et cela vaut certainement mieux. Les révolutionnaires ont naturellement attaqué très violemment le principe des commissions mixtes.

Cf. *Typographie Française*, 16-8-1906, A. KEUFER. Conclusions rectifiées.

(4) De la *Petite République*, 15-3-1907.

« moyen d'assurer l'exécution et de rendre possible l'amélioration « de ces contrats ».

Le contrat collectif présente sur les conventions habituelles l'avantage que possède un acte sous seings privés sur de simples conventions verbales. Il crée une base sérieuse de discussion.

En outre, il peut lier universellement toute une profession, soit régionalement, soit sur une plus vaste étendue territoriale (1), et empêche ainsi les défections, soit patronales, soit ouvrières, tous étant contraints d'observer des conditions de travail qui ont été approuvées par tous, parce qu'elles paraissaient être les plus équitables.

« Les conditions du travail, d'un même travail, grâce à ce contrat collectif, dit Guernier, sont identiques pour tous les ouvriers; « elles pèsent d'un poids égal sur tous les employeurs et, à ce titre, « elles contribuent à régulariser la marche de l'industrie, en res- « treignant, en limitant la concurrence que trop souvent les patrons « ont tenté de se faire entre eux sur le dos de leurs ouvriers, surtout « dans les industries où la concentration des capitaux n'est pas en- « core un fait accompli.

« C'est vers cette organisation juste, féconde, que doivent tendre tous les efforts des travailleurs. Lorsque cette organisation « sera réalisée ou sur le point de l'être, le contrat individuel de « travail aura vécu et, légalement ou non, s'imposera le contrat collectif, avec ou sans l'assentiment de la Confédération patronale du « travail. » (2)

Lentement, mais sûrement, l'idée du contrat collectif de travail se fraye son chemin. Chaque jour, il s'en forme de nouveaux; il s'en conclut même dans des professions où domine le révolutionnarisme, et, sans présumer de l'avenir, on peut dès maintenant estimer proche le temps où il sera, pour le bien de tous, devenu une règle quasi-générale.

Ce jour viendra certainement lorsque les patrons auront enfin consenti à abandonner des principes d'autocratie en désaccord avec les phénomènes de l'économie moderne.

Le plus simple moyen de résoudre un conflit, surtout lorsque les parties sont en désaccord prononcé, est encore le recours à l'arbitrage. Malheureusement, les adversaires ont une assez facile tendance à se mêler du tiers ainsi appelé à les départager et à soup-

(1) Cf. encore : Conclusions rectifiées, de KEUFER dans la *Typographie Française* du 16-8-1906.

(2) *Revue Syndicaliste*, mai 1906, E. GUERNIER. Le contrat collectif de travail.

conner, souvent de l'une et de l'autre part, sa bonne foi et son impartialité. Aussi, pour cette raison, les arbitrages sont-ils trop fréquemment repoussés sous différents prétextes.

Il est venu à l'esprit de quelques politiciens et économistes, assez nombreux — il faut le dire — d'imposer dans les conflits du travail la solution de l'arbitrage, de le rendre obligatoire.

Je ne puis indiquer ici et en détail les différents modes d'arbitrage obligatoire qui furent proposés, non plus dans quelles conditions se fit l'application du principe dans certains pays, notamment en Nouvelle-Zélande et Australie, pays qui se sont fait remarquer par leurs innovations sociales.

Le principe de l'arbitrage obligatoire présente ce particulier caractère de gravité, d'enlever aux employeurs comme aux employés une partie importante de leur liberté de contracter, sans qu'il cesse pour cela d'être sujet aux mêmes inconvénients déjà inhérents à l'arbitrage facultatif. Aussi a-t-il été très violemment attaqué par toute la classe ouvrière syndiquée, y compris les réformistes qui y ont surtout vu un nouveau moyen de défense capitaliste (1). Comment? Nous allons le voir.

C'est à M. C. Mutschler (2) que je ferai appel pour savoir quelles sont les objections élevées contre l'arbitrage obligatoire. Toute l'argumentation de Mutschler est tirée d'exemples de provenance australienne, lesquels exemples il extrait lui-même d'un article de Tom Mann, paru peu auparavant dans la *Voix du Peuple*.

L'objection principale qu'il fait à l'arbitrage obligatoire est qu'il ne peut avoir de sanctions. Il explique en effet qu'il ne voit pas quelles elles seraient, dans le cas où les employés failliraient à leurs engagements, autres que les deux suivantes.

L'une collective, c'est-à-dire prise contre le syndicat, est inopérante, car où il n'y a rien, l'on ne peut rien prendre et les syndicats seraient-ils riches qu'ils se réserveraient de prouver, le moment venu qu'« on ne la leur fait pas si facilement » (3). Mutschler se livre ensuite à une longue digression sur le rôle de la loi, ceci « pour « leur montrer (aux législateurs) que ce n'est pas là du parti-pris, « que ce n'est pas là l'immorale tendance d'éluder des responsabilités tout en voulant profiter des avantages qu'implique le système des contrats collectifs, qui nous (les syndicalistes) fait parler « ainsi, mais que c'est en vertu d'un devoir supérieur que nous « devons refuser ces cadeaux. »

(1) Certains réformistes ont toutefois parlé en sa faveur.

(2) *Action Ouvrière*, 15-6-1910. C. MUTSCHLER. Arbitrage impossible.

(3) Je reprends ici les paroles mêmes de Mutschler.

L'autre sanction, la sanction individuelle, (amendes ou prison), Mutschler la repousse et l'on ne peut que l'approuver sans insister autrement.

Mutschler termine son article en proposant de laisser simplement les contrats collectifs se former d'eux-mêmes entre les parties en cause: mais n'est-ce pas là laisser tout en question que de ne pas résoudre le problème en ce qui concerne les sanctions? (1)

Clavierie s'est, lui aussi, occupé de l'arbitrage obligatoire, précisément dans le même journal et à la même époque (2). Il paraît en approuver le principe, en rappelant les méfaits des grèves, mais il est bien forcé de constater que la loi du 27 décembre 1892, organisant l'arbitrage facultatif, n'a pas donné les résultats que l'on espérait, par suite de la méfiance dont je parlais précédemment (3).

En somme, on peut conclure de ce qu'il dit que sans être opposé au principe de l'arbitrage obligatoire, il pense qu'il vaut mieux attendre encore un peu que l'opinion publique s'habitue à cette idée, de façon à ce que l'application se fasse sans trop de heurts (4).

Tout ce que nous venons de dire évoque fatalement l'idée de la capacité civile et commerciale aux syndicats. Aussi en dirai-je quelques mots.

Sur ce point encore sont divisés les réformistes.

On sait en quoi consiste la réforme : à conférer aux syndicats légalement constitués des droits tels qu'ils puissent traiter avec le capital pour des fournitures de main-d'œuvre, signer des contrats collectifs et même faire le commerce ou gérer directement des établissements industriels, etc.

Personne ne nie les avantages que présenterait cette réforme et certains mêmes la réclament, comme devant apporter des ressources pécuniaires aux syndicats et constituer en quelque sorte l'embryon d'une société nouvelle dans l'ancienne (5).

(1) Dans un article paru dans la *Voix du Peuple*, date des 23/30-11-1902, NIEL exprimait sa méfiance contre l'Arbitrage obligatoire, disant entre autres choses : « Tandis que l'arbitrage facultatif, c'est la liberté pour les « ouvriers de s'y soumettre, lorsqu'ils croient être satisfaits et de contester la lutte, lorsqu'il ne leur plaît pas. Parfaitement ! » Le reste est à l'avenant et tout cela étonne de la part de Niel.

(2) *Action Ouvrière*, 1 et 15-6-1910, CLAVERIE. L'arbitrage obligatoire.

(3) Il fait remarquer avec beaucoup de raison que les patrons sont encore plus rebelles que les ouvriers au principe de l'arbitrage, inspirés qu'ils sont par cette idée que c'est là une atteinte portée à leurs droits de propriétaires, maîtres chez eux.

(4) Cf. aussi, *Bulletin de la Bourse du Travail de Reims*, 15-2-1904, LEFÈVRE. L'arbitrage obligatoire, et aussi un article en sens contraire de MIREBEAU dans le N° du 15-3-1904 du même journal.

(5) Consulter par exemple : *Tribune de la Voie ferrée*, 21-5-1900. ANO-

A cela les adversaires répondent (1) que cette réforme écartera les fonctionnaires des syndicats de leurs fonctions réellement syndicales, que l'activité des organisations ouvrières se trouvera détournée vers des entreprises de lucre et qu'elles deviendront, par suite, timorées en même temps que capitalistes.

Mais on peut leur répondre simplement que la loi sur la capacité civile et commerciale ne fera que leur concéder des facultés sans leur imposer d'obligations (2).

Sur cette question, comme sur les immédiatement précédentes, j'engage le lecteur à se reporter à l'enquête annoncée en fin de ce volume, où il trouvera les opinions de syndicalistes marquants, directement exprimées par eux.

NYME. Les Syndicats professionnels. Même journal, 2-2-1908, POITTEVIN. Une grande famille.

(1) Cf. *Action Ouvrière*, 15-11-1909, ET. BUISSON. Un pauvre discours. Même journal, même auteur, 1-7-1910 et 1-9-10. La capacité commerciale aux syndicats.

(2) Ce qui n'empêche pas, disent-ils, que ce soit un piège contre lequel il faut prévenir la classe ouvrière et la protéger, au besoin malgré elle.

CHAPITRE VI

DES QUESTIONS EXTRA-SYNDICALES

Un pareil titre peut, à l'abord, paraître paradoxal et il devrait l'être.

En réalité, il n'en est rien, et nous allons voir que les réformistes se sont beaucoup occupés de ces questions pour deux raisons.

Vis-à-vis spécialement de l'antiparlementarisme, ils se sont divisés en deux groupes, l'un, parlementariste, et l'autre, aparlementariste. Le premier, le groupe des politiques, se compose surtout des syndicalistes-socialistes, guesdistes, si l'on préfère. Les départements du Nord sont leurs principaux foyers, spécialement pour la puissante Fédération du Textile.

Les aparlementaires s'intitulent syndicalistes purs (1) et prétendent ne pas souffrir que les syndicats se mêlent de politique. Ils n'en sont pas moins, pour la plupart, socialistes et même affiliés au Parti Socialiste Unifié. Mais ils déclarent que le Syndicalisme doit laisser à cette dernière organisation son domaine propre, qui est des manifestations n'ayant pas un caractère purement de revendication ouvrière.

Nous verrons que, par suite d'une interprétation assez habile que font des événements les syndicalistes parlementaristes, ces deux groupes : parlementaristes et aparlementaristes, marchent cependant la main dans la main dans leurs discussions avec les antiparlementaristes.

Contre l'antipatriotisme syndical, l'accord des réformistes est absolu. Nous n'aurons donc qu'à nous préoccuper des raisons qui les animent contre cette théorie, syndicalement parlant, mais avant d'aborder le fonds de cette question, il importe de jeter quelque lumière sur ses origines et ses modalités, beaucoup plus confuses qu'on ne le croit généralement.

Principalement, il faut bien se garder de confondre antipatriotisme et antimilitarisme, et, pour ce qui est de ce dernier lui-même, il faut distinguer.

L'antimilitarisme absolu, étroitement lié avec l'antipatriotisme,

(1) En quoi ils ont d'ailleurs raison.

a pris naissance dans l'envoi, fait par le gouvernement, de troupes sur les champs de grèves.

Je ne puis ici rechercher le degré de légitimité de ce procédé de police.

Qu'il en ait le droit ou non, le gouvernement a utilisé l'armée pour la protection du patronat et de ses œuvres dans les conflits de ce dernier avec le travail. Souvent, la présence des soldats a suffi pour amener l'échec des revendications ouvrières, parfois même par un simple phénomène d'intimidation.

Il est même allé plus loin, jusqu'à commander de service les soldats pour le remplacement des ouvriers grévistes et cela dans des grèves des professions les plus variées.

Il est indéniable que ce détournement de leur raison d'être, de forces militaires créées pour la défense nationale, ne peut profiter qu'au patronat. On a fait de l'armée, symbole de la patrie, une briseuse de grèves et c'est pour cela que beaucoup d'ouvriers sont devenus antimilitaristes : de l'antimilitarisme, la distance est brève à l'antipatriotisme.

On peut affirmer qu'un gouvernement n'est pas en droit d'agir ainsi et que, ce faisant, il compromet gravement les destinées du pays, en ouvrant une brèche aux théories respectables, mais fausses, parce que trop loin de la réalité, des antimilitaristes et antipatriotes.

On peut aussi demander pourquoi il fit pencher la balance de la justice vers un côté.

Je ne prétends pas qu'il y ait illégalité dans le fait de remplacer les ouvriers par des soldats dans le cas d'une grève compromettant, pouvant atteindre la vitalité du pays; mais il ne serait pas plus contraire à l'esprit juridique et aux lois de réquisitionner civilement les moyens de production, en conservant pour les mettre en œuvre le concours des ouvriers habitués à les servir.

Pourquoi un des deux procédés est-il toujours employé à l'exclusion de l'autre, alors que celui que l'on abandonne permet de ne pas détourner l'armée de ses fonctions propres?

Ces quelques lignes étaient nécessaires pour comprendre les différents degrés que peut atteindre dans l'antimilitarisme la pensée ouvrière.

On conçoit facilement que tous les syndicalistes, sans exception, soient opposés à l'emploi de l'armée dans les grèves. C'est là le premier stade.

Certains allèrent plus loin et, utilisant contre l'armée cette rancune qu'elle a contre elle amassée, et malgré elle, l'attaquèrent dans tous ses principes.

Après ce deuxième stade, apparaît le troisième et dernier : extension de la critique à la Patrie qui ne serait qu'un préjugé de création bourgeoise, dont n'a que faire la classe ouvrière et qu'elle doit même, dans son intérêt, détruire : l'idée de patrie étant la raison d'être de l'armée et l'armée constituant le principal obstacle à l'affranchissement économique du prolétariat.

Les raisons qu'invoquent les neutralistes en faveur de l'abstention sont assez éloquentes.

Ils partent surtout du principe que la C. G. T. est un organe de ralliement, de concentration des organisations ouvrières, quelles que soient les opinions politiques, sociales et religieuses de leurs adhérents. Leur titre de salariés suffit (1).

Et Guérard nous fait remarquer (2), que les Syndicats ne peuvent profiter en aucune façon d'une adhésion à un parti politique. Même, au contraire, elle risquerait de semer le mécontentement, et partant de provoquer des divisions intestines.

Faisant, en 1909, une conférence à Reims sur les trois tendances : parlementaire, antiparlementaire et aparlémentaire, Niel exposa ses raisons d'adopter cette dernière attitude (3) : « Les deux « premières, dit-il, ont le grave défaut d'introduire la politique dans « le syndicat et sont nuisibles au recrutement.

« Le Syndicat a un objectif précis, un but bien déterminé; il « doit tout simplement s'occuper des choses du travail, rien que de « celles-ci. Il n'a pas à faire de parlementarisme ou d'antiparlementarisme ; il vit de sa vie propre et, sans ignorer ce qui l'entoure, il ne s'ingère nullement dans les discussions qui n'ont point « de rapport direct avec les questions touchant au travail. »

A l'époque où Niel prononçait ces paroles, il y avait treize ans que l'esprit politique avait commencé à faire son apparition dans les manifestations syndicalistes et, chose curieuse à noter, c'est en faveur des anarchistes que la théorie d'abstention avait été pour la première fois formulée, et cela par Keufer.

C'était en 1896 au congrès de Londres où les syndicats avaient été invités à envoyer des délégués. Certains d'entre eux étaient connus pour leurs idées anarchisantes et, pour cette raison, quelques-uns des autres délégués voulurent les faire exclure.

(1) *Humanité*, 13-4-1909 : A. KEUFER. L'orientation de la C. G. T. *Tribune de la Voie ferrée*, 11-7-1909 : GUÉRARD. Une riposte.

(2) *Voix du Peuple*, 1/9 décembre 1900, N° 1), EUG. GUÉRARD. Chacun chez soi.

(3) Compte rendu publié dans le *Bulletin de la Bourse du travail de Reims* du 15-10-1909.

Keufer se leva et, prenant la parole au nom des syndicalistes présents, s'écria : « Vous n'avez pas à connaître l'opinion personnelle des délégués des syndicats; ils ont été choisis, non point en raison de l'opinion qu'ils professent, ni pour défendre cette opinion, mais parce qu'ils sont membres d'une organisation syndicale et pour accomplir une besogne syndicale. » (1)

Les événements postérieurs montrèrent à Keufer quelles funestes conséquences pour elle-même devait avoir la théorie qu'il avait alors proclamée et à quel point, par une interprétation équivoque, on pouvait la déformer.

Mais depuis Keufer n'a pas varié. Il continue à suivre d'une façon rigide la ligne de conduite qu'il avait déjà adoptée à ces époques qui nous paraissent maintenant lointaines.

« Dès 1880, dit-il, au congrès du Havre, j'ai combattu énergiquement le parlementarisme, au risque d'y perdre mon emploi en revenant du dit Congrès. Ce n'est donc pas une nouveauté dans le monde ouvrier; je n'ai pas attendu les prophètes du Syndicalisme moderne pour signaler les abus du parlementarisme et la nécessité de les épargner à nos organisations syndicales. » (2)

Mais il arriva que les anarchistes, appliquant les décisions de leur congrès d'Amsterdam, introduisirent leurs idées dans les syndicats et contribuèrent à faire prendre et appliquer de successives décisions interdisant la politique dans les syndicats, et cela avec l'aide d'une importante fraction de ceux qui plus tard devaient être les réformistes. Quelle politique s'y faisait donc? De la politique socialiste (3).

Cela eût été parfait, ou tout au moins juste, puisque universel,

(1) Cf. *Humanité* du 21-2-1909 : GUÉRARD. Hier et Aujourd'hui.

(2) *Typographie française*, 1-6-1909 : KEUFER. Réfutation nécessaire (déjà cité).

Il faudrait bien se garder de voir dans ces lignes, ainsi que dans les écrits et paroles en général de syndicalistes, un indice qu'ils seraient disposés à faciliter la destruction de notre régime politique. Ce serait là une grave erreur ou une téméraire présomption. On trouve, en effet, maints indices contraires. Cf., entre beaucoup d'autres, un article précisément de KEUFER, paru dans la *Voix du Peuple*, N° des 4/11-7-1909 : Parlementarisme ou dictature.

(3) Rappelons que les discussions qui s'étaient produites provenaient surtout de ce que deux organisations socialistes étaient en rivalité : les anarchistes ont donc en somme profité des rivalités intérieures des socialistes. Je rappelle encore à ce propos, qu'en 1898 existaient :

1° Le Parti ouvrier français ; 2° le Parti blanquiste ; 3° la Fédération des Travailleurs Socialistes ; 4° le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire ; 5° l'Alliance communiste révolutionnaire ; 6° les Indépendants.

En 1901, après l'accession de M. Millerand au ministère, on distingue :

s'ils en fussent restés là. Mais après avoir tenté d'éliminer tous vestiges d'une politique autre que la leur, ils s'empressèrent de lancer la C. G. T. dans la politique anarchiste, avec toutes ses manifestations : antiétatisme (1), antiparlementarisme, abstentionnisme électoral, etc. (2).

« Comme s'ils (les législateurs anarchistes du Syndicalisme) « avaient conscience, nous dit Niel (3), de la mauvaise action qu'ils « accomplissent, ils anarchisent de plus en plus le syndicalisme « sans le dire. Sachant qu'ils ne pourraient se découvrir sans ris- « quer d'être chassés par cette multitude d'honnêtes syndiqués qui « veulent respecter les principes du syndicalisme économique, ils « abritent leur marchandise anarchiste sous le pavillon syndical. « Ils ont trouvé pour cela la formule à la fois la plus heureuse et « la plus malhonnête qui soit : « le syndicalisme révolutionnaire », « parce que cette formule est faite de deux mots également sympa- « thiques; l'un qui s'adapte à merveille à notre situation de salariés « par son caractère économique, c'est le mot « syndicalisme »; « l'autre qui flatte si agréablement notre orgueil de latins, notre « patriotisme plus endormi que mort, notre tempérament fron- « deur, c'est le mot « révolutionnaire ».

« Avec cette habile formule, nos habiles maîtres syndicalistes « font marcher les nombreux syndiqués qui ne marcheraient pas « autrement, qui veulent rester fidèles, — et qui croient le rester « — aux statuts de leur organisation, et qui n'ont pas la malice de « réfléchir aux roueries des politiciens anarchistes. » (4)

Dans *L'Action Ouvrière* (5), Niel, précisant l'attaque, précise aussi la défense : « Certains camarades : Janvion, Broutchoux, « Yvetot, Griffuelhes, et d'autres, s'obstinent à faire sortir le syn- « dicalisme de ses statuts. Nous nous obstinerons à l'y faire ren- « trer... Dans la société actuelle, toutes les institutions soutiennent « le patronat : la religion, l'armée, l'Etat, l'école et mille autres « institutions subséquentes. Le syndicalisme doit donc lutter contre

1° Le Parti Socialiste de France ; 2° le Parti Socialiste Français.
Le P. S. U. ne date que d'Avril 1905.

Pour plus de détails, consulter : COMPÈRE-MOREL : le *Parti socialiste en France*. (Encyc. social. — QUILLET, éditeur).

(1) *Humanité* du 20-4-1909. L. NIEL. Le patron et l'état.

(2) Et même propagande par le fait : emploi d'explosifs.

(3) *Petite République*, 1-5-1911. Reproduction d'une article paru dans la *Démocratie sociale*.

(4) Voir aussi *Tribune de la Voie ferrée*, 1-12-1907, J.-P. GRANDVALLET : Syndicat et Politique.

(5) N° du 15 décembre. Le syndicalisme syndicaliste.

« la religion, contre l'armée, contre l'Etat, contre l'école officielle, « contre toutes les institutions, contre tout... Le syndicalisme suffit « à tout... Un jour viendra (?) où quiconque ne souscrira pas à tout « cela, sera refusé ou expulsé des syndicats. Les syndiqués et la « C. G. T. seront anarchistes ou ils ne seront pas.

« Eh bien, non. Les syndiqués ne seront pas anarchistes, ni « socialistes, ni radicaux, ni réactionnaires, ni patriotes, ni anti- « patriotes, ni religieux, ni athées.

« Les syndiqués seront syndiqués tout simplement. »

Et demandant que les syndicats se cantonnent ainsi dans leur besoin syndicaliste, il ajoute : « Il n'y a pas une organisation quel- « conque qui fasse, qui puisse faire à elle seule la besogne sociale. « *Elle est trop vaste et trop compliquée.* (1) »

Et il met au défi les anarchistes de modifier l'article premier d'Amiens : « Puisque la « neutralité » n'est plus possible, annulons « notre « charte » d'Amiens, détruisons l'article premier des Sta- « tuts de la C. G. T., et rédigeons-le désormais, de façon qu'il « dise sans doute possible, ce qu'on veut qu'il dise : *Le Syndica- « lisme poursuit la suppression du Patronat et de l'Etat* (1). Mais je « défie bien qu'on mette cela dans les statuts. Je défie même qui- « conque de proposer qu'on l'y mette.

« Et, si personne ne relève le défi, la preuve sera faite, une « bonne fois pour toutes, que, s'il ne veut pas crever, le syndica- « lisme ne peut être que syndicaliste. » (2)

De cette affirmation très nette de neutralité politique, il ne faut pas conclure que les réformistes tendent à provoquer un « splendide isolement » de la classe ouvrière. En eux moins qu'en tous autres pourrait germer une pareille idée. Si certains paraissent y tendre, ce sont au contraire les anarcho-syndicalistes.

Les réformistes sont partisans de maintenir l'existence de relations entre les pouvoirs publics et les syndicats, à condition toutefois que ceux-ci ne se laissent pas prendre à la remorque et commander par ceux-là.

C'est ainsi que Grandvallet nous indique la nécessité de ces rapports, avec des attendus qui, précisément, montrent qu'il n'a pas une grande affection pour la Représentation nationale, telle qu'elle existe actuellement.

(1) En italique dans le texte.

(2) Cf. aussi, également de NIEL : *Travailleur Syndiqué de Montpellier*, 8-1906, *Le Congrès d'Amiens* et *Bulletin de la Bourse du Travail de Reims*, 15-7-1909, l'Equivoque.

« ... Puisque nous constatons, dit-il (1), que le Parlement, —
 « fruit de l'inconscience ouvrière, — ne peut, parce qu'il ne le
 « veut pas, obliger les pouvoirs publics à satisfaire les besoins de
 « la classe ouvrière et qu'au contraire, ce parlement bourgeois est à
 « la dévotion des détenteurs de l'assiette au beurre qui le font agir à
 « grand renfort de distributions de décorations et de bureaux de
 « tabac, nous serions certainement naïfs de ne pas faire pression
 « sur l'organisme central qui s'appelle gouvernement, et qui en
 « somme est notre patron et exploiteur politique, au même titre
 « que les actionnaires des Compagnies, qui sont nos patrons et ex-
 « ploiteurs économiques. »

Mais ces rapports ne se traduisent pas uniquement par de la
 « pression »; on a pu voir les délégués du Syndicat National expo-
 ser maintes fois leurs doléances au Ministre des Travaux publics,
 dans le désir d'obtenir l'appui du gouvernement (2).

Ces rapports s'imposent encore plus lorsque, le réseau étant ad-
 ministré directement par l'Etat, les pouvoirs économique et poli-
 tique sont quasiment confondus.

Il en est de même pour une administration de l'Etat propre-
 ment dite.

Prenons, par exemple, le service des Postes. Comment vou-
 drait-on que les travailleurs des Postes et Télégraphes ne soient pas
 en rapports constants avec l'Etat, leur patron? La nécessité de telles
 relations est indiscutable; indiscutable également celle de convain-
 cre les parlementaires de la nécessité de certaines réformes et de les
 initier aux mystères administratifs.

« ... Nous ne pouvons rester sur le terrain purement écono-
 « mique, puisque nous demandons la protection des élus de la
 « classe ouvrière qui mettent toute l'ardeur de leurs forces à faire
 « aboutir les lois qui seront le couronnement de notre émancipation
 « économique. » (3)

Et encore : « Est-ce à dire qu'il faut entendre par politique
 « l'examen des faits parlementaires quotidiens, prendre parti pour
 « telle fraction, adhérer à une organisation centrale quelconque?
 « Evidemment, non !

« Mais notre situation de salariés de l'Etat nous fait relever di-
 « rectement du bon vouloir du Parlement; il ne peut l'améliorer
 « qu'en augmentant le budget, si difficile à équilibrer, pour la rai-

(1) *Tribune de la Voie ferrée*, 18-4-1909. Le Syndicat et les pouvoirs publics.

(2) Cf. ce que j'ai dit précédemment sur la politique dans la *Tribune*.

(3) *Travailleur des P. T. T.*, 8-1902. L. CHENU. Notre lutte d'aujourd'hui.

« son bien simple qu'il pèse surtout sur le pauvre et le chargé de
« famille par les impôts divers qui frappent les objets de consom-
« mation, que ces impôts rendent si précaire notre misérable exis-
« tence et qu'il semble impossible de les augmenter. »

Ce besoin d'entretenir des relations se manifeste également dans des professions dont les rapports avec l'Etat sont beaucoup moins étroits.

Lajarrige nous dit : « La tactique si habilement suivie par les
« travailleurs du Gaz, qui ont su mener de front l'action politique
« et l'action économique et faire pression à la fois sur les direc-
« teurs de leur industrie et sur les pouvoirs publics, n'est pas faite,
« je le conçois très bien, pour satisfaire ni les anarchistes, ni les
« réacteurs. » (1)

Enfin, la Fédération du Livre, elle-même, par la voix de Keufer, se rallie à cette méthode : « Nous avons, dit ce dernier, le droit et
« le devoir d'entretenir des relations avec les représentants du gou-
« vernement, pour la défense des intérêts de nos groupements, puis-
« que, tous les jours, nous constatons que ces intérêts dépendent
« souvent des diverses administrations. » (2)

Les anarchistes eux-mêmes, rappelons-le, qui s'étaient posés en adversaires de tous rapports avec le gouvernement ne manquent pas d'en établir, dès que leur intérêt le leur impose.

Leur critique portait en outre sur deux autres points. Ils avaient décrété l'incompatibilité des deux mandats, syndical d'une part, et de l'autre, communal, départemental ou législatif, etc.

De plus, à chacune des élections pour l'un de ces derniers sièges, ils se livraient à une active propagande abstentionniste, en exhortant les ouvriers à ne pas se déranger, fût-ce pour apporter l'appoint de leurs voix au candidat le plus d'extrême gauche.

Ces deux thèses étaient, comme de juste, présentées sous couleur de plus pur syndicalisme, mais il est aisé de voir que c'est une manière comme une autre d'anarchiser à leur insu les auditeurs bénévoles.

Les réformistes ne se laissèrent pas abuser et dénoncèrent le danger que les syndiqués couraient à adopter une pareille politique ou plutôt contre-politique.

Sur le point des abstentions aux élections, ils se sont montrés

(1) Interviews déjà cités de la *Petite République*, 15-3-1907.

On comprendra que les réformistes et les anarchistes ne donnent pas le même sens à l'expression « action politique ».

(2) *Humanité*, 4-1-1909, Réponse nécessaire.

très affirmatifs en proclamant que neutralité politique du syndiqué ne voulait pas dire indifférence électorale du citoyen.

Dans la *Voix du Peuple*, Guérard écrit dès 1901 : « Le principe :
« pas de politique dans les syndicats, n'interdit pas aux syndiqués
« d'en faire en dehors; au contraire, il est bon qu'ils en fassent le
« plus possible et même plus sérieusement qu'il n'est coutume,
« mais il ne faut pas qu'ils perdent de vue qu'ils n'auront vraiment
« de résultats que par l'action économiques. » (1)

Après les élections législatives de 1910, Hamelin remarque que les résultats de la politique abstentionniste se sont fait ressentir et il constate : « Quelle a donc été la besogne faite par les antivotards
« se réclamant de la C. G. T. ?

« Celle de combattre les socialistes dans les quartiers essentiel-
« lement ouvriers, pour le plus grand profit des candidats de la
« classe bourgeoise....

« Cette tactique n'a qu'un résultat. C'est que l'exploiteur qui a
« déjà pour lui l'armée, la police, la magistrature, le clergé, toutes
« les forces gouvernementales, aura encore en plus pour lutter con-
« tre les légitimes aspirations du prolétariat organisé une Chambre
« asservie qui fera toutes les lois de réaction que voudra lui deman-
« der le patronat. » (2)

Ce sont justement ces raisons-là et d'autres encore qui ont fait dire à un certain nombre, à un nombre important de syndiqués que la neutralité était sinon une hypocrisie, du moins une duperie.

C'est ainsi que dans le *Socialisme* du 14 juin 1908, nous pouvons lire : « Neutre, c'est vite dit. La C. G. T. inscrit en tête de son
« programme l'abolition du salariat. C'est le programme socialiste.
« Elle préconise la grève générale « expropriatrice ». Elle est donc
« révolutionnaire. Elle fait de l'antimilitarisme et de l'antipatrio-
« tisme; elle fait de la pression sur le Parlement pour obtenir des
« réformes ; elle entre donc dans la politique. » (3)

Et la conclusion de l'auteur est naturellement que la C. G. T. doit cesser d'illusionner les autres, voire elle-même, et avouer nettement qu'elle a une politique qui sera, naturellement derechef, la politique socialiste. Et cette conclusion se justifie suffisamment si l'on considère comme trop subtiles les distinctions que j'ai précédemment indiquées.

(1) N° du 10/17-3-1901. Pas de Malentendu. Cf. aussi, du même et même journal 3/10-8-1902. Pour préciser.

(2) *Action ouvrière*, 15-5-1910, HAMELIN. Parlementarisme et abstentionnisme.

(3) De P.-M. ANDRÉ. Cf. également dans le *Socialisme* du 8-3-1908, un article de GRANDVALLET : Les deux Syndicalismes.

Les syndicalistes guesdistes ont multiplié leurs efforts pour arriver à leur fin, l'établissement de relations officielles entre le P. S. U. et la C. G. T. Fort d'un vote de sa fédération (1), qui le mandatait à cet effet, Renard demanda même au Congrès d'Amiens une modification dans ce sens aux usages confédéraux. Sa proposition eut contre elle non seulement les non-socialistes de la Confédération, mais aussi les réformistes neutralistes qui, après avoir proposé leur propre ordre du jour, se rallièrent à un autre de Griffuelhes également opposé (2).

Mais ce dissentiment sur un point spécial n'a pas empêché neutralistes et non-neutralistes de voter d'accord sur les autres questions discutées aux Congrès.

Les syndicalistes socialisants estiment en effet que la neutralité est une période de transition et que peu à peu les ouvriers finiront par se trouver dans l'obligation d'opter soit pour l'anarchisme, soit pour le socialisme (3).

Et on peut rappeler ici une délibération de la Bourse du Travail

(1) Congrès de Septembre 1906 de la Fédération du Textile.

(2) Voici le texte de cette proposition déposée par KEUFER :

Le Congrès confédéral réuni à Amiens,

Considérant :

Que dans l'intérêt de l'union nécessaire des travailleurs dans leurs organisations syndicales et fédérales respectives et pour conserver le caractère exclusivement économique de l'action syndicale, il y a lieu de bannir toutes discussions et préoccupations politiques, philosophiques et religieuses, du sein de l'organisme confédéral,

Que la C. G. T., organe d'union et de coordination de toutes les forces ouvrières, tout en laissant à ses adhérents entière liberté d'action politique hors du syndicat, n'a pas plus à devenir un instrument d'agitation anarchiste et antiparlementaire, qu'à établir des rapports officiels ou officiels, permanents ou temporaires avec quelque parti politique ou philosophique que ce soit,

Affirme que l'action parlementaire doit se faire parallèlement à l'action syndicale, cette double action pouvant contribuer à l'œuvre d'émancipation ouvrière et à la défense des intérêts corporatifs.

Signé : P. COUPAT, Féd. mécaniciens ; A. KEUFER, Féd. Livre ; L. MALLARDÉ, Féd. Tabacs ; H. SELLIER, Féd. Employés, B. du T., Puteaux ; E. GUERNIER, B. du T. Reims ; L. ROUSSEAU, Employés Reims, Châlons-sur-Marne ; LIMOUSIN, B. du T. Poitiers ; LIOCHON, Féd. Livre ; MARSON, Typ. Lille ; HAMELIN, Féd. Livre ; SERGENT, Typ. paris. ; JUSSERANT, Typ. paris. ; RUHART, Teint. de Reims ; RICHON, B. du T. Epernay ; THÉVENIN, Compt. de Paris ; TRAUT, B. du T. Belfort ; VALENTIN, Typ. Montpellier.

Lorsque RENARD eut auparavant déposé sa motion, NIEL soutint la thèse de la neutralité et fut interrompu par COUPAT qui lui fit remarquer qu'il y avait déjà alliance avec les libertaires.

(3) Lire sur ce point le *Socialisme*, 17-7-1909. P.-M. ANDRÉ. Majorités, organisez-vous.

de Reims, votée précisément dans une séance préparatoire du Congrès d'Amiens, laquelle est ainsi conçue (1) :

« La Bourse du Travail de Reims entend se tenir à l'écart de
« tous les partis politiques. Elle ne pense pas qu'en l'état actuel des
« choses, un rapprochement puisse être tenté entre la C. G. T. et
« l'un quelconque des partis politiques, voire même le Parti Socia-
« liste.

« En réalité, d'ailleurs, cette entente existe. Lorsque la Confé-
« dération a besoin de faire interpellier, lorsqu'elle a besoin de faire
« voter des crédits, c'est aux députés socialistes Vaillant, Sembat,
« Dejeante, qu'elle s'adresse.

« Ce qui est désirable, à défaut d'entente concertée, c'est que
« les deux grands organismes ouvriers, la Confédération pour les
« Syndicats, le Parti socialiste pour les groupements politiques,
« cessent de se combattre, de se contrecarrer.

« Le temps seul peut se charger de cette besogne... »

Mais tout ceci ne dénonce pas la véritable cause de la méfiance qu'ont bien des syndicalistes contre le Parti socialiste. Elle réside surtout en ce que le Parti Socialiste est ouvert à tous. Il suffit pour en faire partie d'être citoyen, et peu importe que l'on soit riche ou non, travailleur, employé, intellectuel ou patron, pourvu que l'on déclare admettre les dogmes socialistes. Cela n'est pas pour la C. G. T., pour adhérer à laquelle il est nécessaire d'être salarié. C'est pourquoi, conclurent certains, il ne peut y avoir lutte de classes que par la C. G. T., puisque le P. S. U. étant lui-même composé de membres d'origines diverses, ne peut présenter la même pureté de composition.

Cette idée puissamment secondée par l'influence qu'a sur les réformistes le Trade-Unionisme anglais, provoqua l'éclosion de celle du Parti du Travail.

Le Parti du Travail ou tout au moins la représentation ouvrière directe ont été défendus par Montélimard dans *L'Action Ouvrière*, et dans le *Bulletin de la Bourse du Travail* de Reims, par Guernier.

Montélimard commence par dire (2) : « L'article premier des
« statuts de la C. G. T. dit bien que cette organisation poursuit la
« suppression du salariat, mais comme, pour poursuivre la réalisa-
« tion de cette revendication, il faudrait choisir entre deux métho-

(1) *Bulletin de la Bourse du travail de Reims*, 15-9-1906. Rapport lu à la réunion du Comité général de la B. du T., sur les questions à l'ordre du jour du Congrès d'Amiens par le secrétaire GUERNIER.

(2) *Action Ouvrière*, 15-8-1910. La politique du Syndicalisme.

« des politiques absolument opposées, nos confédérés évitent de se prononcer catégoriquement sur ce terrain brûlant, et c'est ainsi qu'à tous les congrès confédéraux triomphe l'équivoque. »

Puis il paraît constater, si j'ai bien compris, que, si les efforts des syndicats ouvriers ne donnent pas le résultat désiré, cela tient à ce qu'ils ne sont pas soutenus par un effort politique suffisant, et cela, parce que les deux forces, mises en mouvement n'ont pas la même origine.

D'autre part, il constate que les « anarchistes se sont bien gardés — et avec raison — de respecter cette neutralité ». Aussi propose-t-il d'agir tout comme eux et de constituer la C. G. T. en un parti politique, dont l'article premier d'Amiens constituerait le programme et il dit enfin : « Seulement, non contents de nous borner à obtenir des avantages particuliers à nos corporations, nous chargerions à l'avenir des représentants désignés par nos syndicats, d'aller défendre toutes nos revendications d'intérêt général au Parlement, au lieu de continuer à confier ce soin à des politiciens — même socialistes — non responsables devant nos organisations et ne relevant que de comités électoraux pourris pour la plupart. Ce ne serait plus la conquête des pouvoirs publics par le socialisme, mais par le syndicalisme, Parti du Travail.

« Y a-t-il un ouvrier catholique, protestant, juif ou libre-penseur qui se refuserait à approuver un pareil programme? Je ne le crois pas. »

La proposition de Montélimard fut relevée par Keufer et Gervaise dans *L'Action Ouvrière* même.

Keufer (1) conteste que les efforts des syndiqués n'aient pas donné le résultat que nie Montélimard, puis il reprend la critique, déjà citée, des divisions inévitables que susciteraient les candidatures et déclare qu'il préfère s'en tenir aux relations avec des parlementaires professionnels. Finalement, voici sa conclusion : « L'avenir fournira peut-être l'occasion de préparer ce parti; mais je ne crois pas... qu'on puisse y songer dès maintenant, au milieu des divisions qui affaiblissent le monde ouvrier français.

« La puissance d'action des réformistes ne viendra pas par la pénétration de la politique dans nos organisations, au contraire. Elle ne pourra venir que par une plus grande activité, par une initiative constante, par un plus grand courage dans la manifestation de leurs idées, dans une plus énergique résistance dans la lutte. »

(1) N° du 1-9-1910. Politique du Syndicalisme.

Gervaise (1) déclare qu'il ne serait en effet pas fâché de voir les syndicalistes s'occuper un peu plus des affaires de l'État qui influent toujours sur la condition ouvrière (2). Il constate que l'élu syndiqué serait en contact permanent avec les organisations qui l'auraient fait élire, ce qui ne se produit pas avec les comités politiques électoraux essentiellement temporaires.

Cependant sa conclusion n'est pas enthousiaste pour le Parti du Travail :

« Ceci dit, écrit-il, je ne suis pas du tout convaincu que la proposition de notre camarade Montélimard soit d'une application facile. Il se peut qu'elle offre certains dangers pour le développement de nos organisations. C'est à nous de les examiner avec la plus scrupuleuse attention et s'il nous apparaît que la classe ouvrière a plus d'intérêt à rester dans le *statu quo*, il ne faudra pas hésiter à proclamer notre désir qu'il en soit ainsi, mais la proposition vaut qu'on l'examine. »

La théorie d'un Parti du Travail a été accueillie dans le monde ouvrier de façons extrêmement diverses (3), qui, beaucoup, procèdent directement des opinions précédemment énoncées sur la politique dans les syndicats. Certains socialistes la repoussent, car ils considèrent ce parti comme inutile, les neutralistes crient au danger et il est actuellement très difficile de prévoir sa fortune.

Bien qu'il ne m'appartienne pas de me prononcer sur ce point, je crois qu'il serait à désirer que bientôt nous voyions se présenter des candidats ouvriers, et comme tels. La classe ouvrière ne peut y perdre et a même beaucoup de chances d'y gagner, comme tout le monde en général (4).

Clavierie, qui est un partisan du Parti du Travail, en dit ceci :
 « Il y aura longtemps des parlements, parce que le syndicalisme, essentiellement corporatif, ne peut pas suffire à tout. Les Anglais, qui sont gens pratiques, ont fini par le comprendre. Eux qui, des années durant, ont tourné le dos à la Chambre des Communes, voyant leur impuissance, ont jugé qu'il fallait en faire le siège. Aujourd'hui, les secrétaires des grandes agglomérations syndicales sont députés; les syndicats ne sont pas plus avachis pour cela. Concilions donc l'action parlementaire et l'action corporative; elles ne se détruisent pas; elles se complètent. Ceux qui ne le

(1) *Action Ouvrière*, 1-10-1910. Le Parti du Travail.

(2) Par exemple, par l'excès des dépenses d'un département ministériel sur un autre.

(3) Se reporter à la quatrième question de l'enquête.

(4) Je n'apprendrai du reste rien à personne en signalant que des ouvriers se sont avec succès présentés aux élections, mais comme socialistes.

« comprennent pas sont des primitifs, des simples, des sauvages ; le « mot n'est pas trop fort. »

Nous avons, au commencement de ce chapitre, aperçu quelles pouvaient être les causes principales de l'antimilitarisme et de l'antipatriotisme des syndicats français.

Ces causes, les adversaires de ces mouvements d'opinion, — j'entends ceux qui ont lutté contre eux dans l'intérieur même des syndicats —, Niel et Guérard, pour ne citer qu'eux, les ont très bien discernées (1).

Ils en ont découvert une autre qui n'est pas du même ordre et qu'ils n'ont pas manqué de dénoncer.

L'antimilitarisme, selon eux (2), n'est qu'une façon détournée d'introduire la politique dans les syndicats, afin qu'autour de ce noyau, d'autres théories plus franchement extra-syndicales puissent un jour venir s'agglomérer.

Mais comme le spécifie bien Niel dans l'article auquel je me réfère, il y a lieu de faire nettement la distinction entre l'antimilitarisme général, qui n'est qu'un antipatriotisme déguisé, et l'antimilitarisme limité à l'intervention de la troupe sur les champs de grève, ce dernier constituant parfaitement une question syndicale.

Grandvallet indique aussi cette différence dans un article dont la conclusion est tout au moins originale (3) : « On dit que la Nation « est une marâtre pour le prolétaire, mais n'est-ce pas au régime « capitaliste qu'il faut attribuer l'exploitation de la classe ouvrière ? « Qu'il y ait ou non des nations, est-ce que cette exploitation ne sur- « vivrait pas?... » Et après avoir constaté qu'en somme, « le baign « capitaliste » n'est pas plus appréciable que la caserne et que la dés- « sertion n'est pas une solution, il termine en disant : « J'estime « donc que, dans nos syndicats, nous devons préparer nos jeunes « camarades au service militaire qu'ils ont à accomplir. Nous devons « leur dire d'aller au régiment faire de la propagande pour le syndi-

(1) On peut lire sous la signature de CLEUET, dans l'*Humanité* du 13-7-1908, un article intitulé : La Force armée dans les Grèves, dont je détache les lignes suivantes : « C'est là un fait notoire à présent : la force armée « mise à la disposition des patrons ne limite pas son ingérence dans les « conflits à faire respecter cette fameuse « liberté du travail » qui sert de « thèse à tant de discours d'orateurs bourgeois, elle cherche encore et « surtout par des provocations diverses à créer l'incident, l'évènement « susceptible de favoriser la diversion dont les exploités ont besoin « pour cacher leurs systèmes d'exploitation et les scandaleux bénéfices « qui en découlent. »

(2) *Humanité* 25-9-1908, L. NIEL. Politique oblique, article qu'approuve Cleuet le 9 octobre suivant dans le même journal.

Voir du Peuple, 4/11-10-1908, GUÉRARD. Où est l'équivoque ?

(3) Le *Socialisme*, 5-9-1908, GRANDVALLET. Antimilitarisme syndical.

« calisme et faire comprendre aux soldats prolétaires qu'ils ne doi-
 « vent pas se servir de leurs armes contre les prolétaires en grève.
 « Nous devons même engager nos jeunes camarades à faire de bons
 « soldats, à apprendre le maniement du fusil, du canon et de la
 « dynamite, car qui sait s'ils n'auront pas à s'en servir pour leur
 « émancipation. »

Dans un autre article (1), Niel est encore plus explicite et affirmatif. Aussi crois-je devoir en citer quelques passages : « ... Il y a
 « même parmi ces antimilitaristes d'*excellents patriotes*. Leur anti-
 « militarisme consiste à déconsidérer l'armée chaque fois que les ser-
 « vices qu'elle rend aux patrons sont évidents et à prendre toutes les
 « mesures nécessaires pour que les soldats cessent d'être les assassins
 « des ouvriers.

« Leur antimilitarisme ne va pas jusqu'à dire aux soldats
 « qu'en temps de guerre, ils ne devraient pas marcher, ou qu'ils
 « devraient retourner leurs armes contre leurs chefs. La preuve qu'il
 « ne va pas jusque là, c'est que, *si l'armée cessait vraiment d'être*
 « *mise au service des patrons dans les grèves, ils cesseraient d'être*
 « *antimilitaristes et reconnaîtraient même dans certains cas la né-*
 « *cessité d'une certaine défense nationale contre les invasions possi-*
 « *bles de l'étranger...* Il m'apparaît donc que de transporter la dis-
 « cussion de ces questions passionnantes dans le domaine syndical
 « serait commettre une faute extrêmement préjudiciable au syndi-
 « calisme... »

Mais ce qu'il faut bien spécifier dès à présent, c'est que, d'une façon analogue à ce que nous avons vu pour l'aparlementarisme, les neutralistes, en matière d'antimilitarisme, n'interdisent pas — et parfois même recommandent — d'en faire en dehors du syndicat. C'est ce que fait Niel dans la fin de l'article dont on vient de lire un extrait.

C'est au Congrès de Marseille, en 1908, que fut livrée la grande bataille sur cette question de l'antimilitarisme.

Les réformistes, malgré l'effort considérable qu'ils déploierent, furent, disons-le tout de suite, battus par 681 voix contre 421 et 43 bulletins nuls, mais ils ont contesté que ce vote exprimât la volonté réelle de la Confédération, en faisant remarquer que si on avait procédé au vote par tête de syndiqué, l'avantage leur serait resté, les syndicats les plus nombreux s'étant rangés avec eux.

Ceux qui menèrent la bataille furent, du côté réformiste, ceux dont nous avons jusqu'à présent si souvent rencontré les noms :

(1) *Réveil Syndical d'Amiens*, 11-1906, L. NIEL. De l'Antimilitarisme.

Guérard, Niel et Renard, auxquels il faut ajouter Roche, des Travailleurs municipaux (1).

Par l'organe de Guérard, les réformistes demandèrent d'abord, pour la forme et sans aucune chance, que la question de l'antimilitarisme ne soit pas discutée, comme n'étant pas une question syndicale.

C'est Niel qui commence l'attaque principale et qui, démasquant ses adversaires (2), montre qu'adopter la politique antimilitariste, c'est aller contre la charte constitutive de la C. G. T. et déplacer l'axe du Syndicalisme vers la politique anarchiste.

Il y a, dit-il, des ouvriers patriotes dans les syndicats (3). N'est-il donc pas illogique de les accepter ou de les conserver, alors qu'on veut imposer à l'organisme central un credo antipatriote?

Renard montre en outre l'impuissance de la C. G. T. à s'opposer réellement à une déclaration de guerre.

Roche dit que, dans ses syndicats, il y a des adhérents qui sont « patriotards » et d'autres qui ne le sont pas. Non seulement la C. G. T. est sur le point de prendre une décision inutile, mais elle va même s'engager dans une voie dangereuse.

Guérard parle, fort de l'appui que lui fournit un referendum du Syndicat National qui s'est prononcé contre l'intervention de l'armée dans les grèves et pour l'entente internationale contre la guerre, mais sans admettre que les questions patriotiques ou antipatriotiques soient traitées dans les syndicats. Puis il démontre à Janvion que c'est une erreur de croire que le patriotisme représente la défense du capital, et qu'ensuite d'une guerre, les propriétaires ne sont pas dépouillés, malgré l'annexion (4).

Leurs argumentations, comme leurs théories en général, sont résumées dans la proposition par eux déposée qui eut le sort que l'on sait et que voici : « Le Congrès confédéral de Marseille rappelle la

(1) Consulter, pour le Congrès de Marseille, *l'Humanité* et le *Socialisme*, ainsi que tous les organes corporatifs, tels que la *Typographie Française* (BURGARD) et la *Tribune de la Voie ferrée*.

Les articles ont été publiés dans tous ces journaux en octobre et novembre.

J'ai suivi le texte du *Socialisme*.

(2) JANVION lui fit observer qu'il était d'accord avec M. Clémenceau qui avait jugé dans son discours de Bandol que les Syndicats ne devaient pas s'occuper de politique. NIEL protesta contre ce genre d'argumentation en faisant remarquer qu'il n'avait pas dit que les anarchistes étaient d'accord avec l'Action Française qui approuvait leur attitude.

(3) Cf. *Le Ralliement des Employés*, 3-2-1906, H. LUCAS. L'idée de patrie.

(4) Les Syndicats, quels qu'ils soient, ont du reste, dans le domaine qui nous occupe, des tendances extrêmement pacifistes et les manifestent, soit par leur participation à des Congrès, soit autrement.

« motion votée par le Congrès précédent d'Amiens, dont voici la
 « conclusion : « Le Congrès affirme l'entière liberté pour le syn-
 « diqué de participer en dehors du mouvement corporatif, à telles
 « formes de lutte correspondant à sa conception politique ou philo-
 « sophique, se bornant à lui demander en réciprocité de ne pas in-
 « troduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors ;

« En ce qui concerne les organisations, le Congrès décide qu'afin
 « que le Syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action éco-
 « nomique doit s'exercer directement contre le patronat, les organi-
 « sations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndi-
 « caux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à
 « côté, peuvent poursuivre en toute liberté la transformation so-
 « ciale. »

« Confirmant cette résolution adoptée pour éviter la désunion
 « dans la classe ouvrière, et fidèle à l'article premier des statuts de
 « la C. G. T., le Congrès déclare que la question du patriotisme
 « relève uniquement de la conscience individuelle ;

« Convaincu que le rattachement des organisations syndicales
 « par dessus les frontières de tous les pays constitue une puissante
 « garantie de paix, le Congrès déclare qu'il y a lieu de développer et
 « de fortifier sans cesse le syndicalisme international, de façon à

Voici, à titre d'exemple, le texte d'une résolution votée au cours du
 X^{ème} Congrès National de l'Industrie textile — organisation extrêmement
 réformiste, comme l'on sait : « 12^{ème} question. Résolution adoptée moins
 « une voix : Le Congrès,

« Considérant que les guerres de peuples à peuples constituent les
 « plus terribles fléaux que puissent redouter non seulement les nations
 « civilisées, mais encore plus particulièrement la classe ouvrière ; que
 « vainqueur ou vaincu, c'est toujours la classe ouvrière qui supporte la
 « majeure partie des frais en or et en sang ; que si les moyens de conjurer
 « la guerre ne dépendent pas directement du prolétariat organisé, mais du
 « Parlement, il y a cependant une action préservatrice à préconiser,

« Déclare,

« Que les ouvriers organisés, tant dans leurs syndicats que dans leurs
 « fédérations, par leurs conférences, meetings, congrès nationaux et inter-
 « nationaux, par leurs écrits, journaux, brochures, etc., doivent affirmer
 « le maintien nécessaire de la paix et déterminer dans chaque pays la
 « saine horreur des guerres fratricides ;

« En outre que, dans le cas où la guerre viendrait quand même à
 « se produire, déterminant très probablement l'arrêt de la vie économique
 « et par conséquent un chômage général, la pression extérieure des ou-
 « vriers *restés dans les organisations* devra s'exercer sur le gouvernement
 « pour obtenir que la paix soit conclue le plus rapidement possible et que
 « soient prises des mesures utiles à l'affranchissement des travailleurs ;

« Décide :

« Tous les syndiqués fédérés sont invités à agir dans leurs milieux afin
 « d'assurer la réalisation de ces différents points de vue pour arriver à
 « ces fins.

« pouvoir, au premier péril de guerre, organiser dans tous les pays,
« et principalement dans les pays intéressés, une agitation intense,
« pour arriver à empêcher la déclaration de guerre ;

« *Si cette déclaration ne peut être évitée malgré les efforts du*
« *prolétariat international, l'attitude à prendre n'est plus de la com-*
« *pétence du syndicalisme ;*

« En ce qui concerne l'antimilitarisme (1), le Congrès affirme à
« nouveau la nécessité de poursuivre dans le pays, et particulière-
« ment auprès des jeunes travailleurs, la propagande qui a pour ob-
« jet de combattre l'intervention de l'armée dans les conflits qui
« peuvent surgir entre ouvriers et patrons. »

(1) La question de l'antimilitarisme fait partie de celles traitées dans l'enquête annexée.

CHAPITRE VII

LES COTISATIONS, LA COOPÉRATION ET LA REPRÉSENTATION PROPORTIONNELLE.

Il ne me reste plus maintenant qu'à dire quelques mots sur trois points qui n'ont été qu'insuffisamment indiqués, ou même pas du tout, au cours du présent volume.

Deux d'entre eux font l'objet d'amples développements dans les réponses de ceux des militants réformistes, ou facilement assimilables, qui ont bien voulu répondre à mes demandes de renseignements; ce sont, d'une part, la R. P., et de l'autre, ce que les ouvriers pensent de la coopération, spécialement de production.

L'autre est la question de l'organisation et des hautes cotisations, et je vais la traiter en premier.

Nous avons déjà vu que ceux que l'on appelle tantôt anarchistes, tantôt révolutionnaires, ou même autrement, préconisent pour l'action surtout la vertu de l'élan qui, disent-ils, n'a pas besoin de s'embarasser de soi-disant adjuvants qui ne sont que des impedimenta.

Les réformistes — on ne saurait trop le rappeler — sont des tacticiens, qui n'acceptent la lutte ou, plutôt, ne l'engagent que lorsqu'ils ont la quasi-certitude que l'issue leur en sera favorable. Ils estiment que, si la foi est indispensable à l'action, elle ne constitue pas l'unique élément de la victoire, mais qu'il en est deux autres, au moins aussi importants : le nombre et l'argent (1). Ce n'est pas à eux que peut s'appliquer cette comparaison d'un socialiste allemand, lequel disait que les syndiqués français faisaient se souvenir de ces sauvages qui, armés de lances, partent en guerre contre un ennemi armé de fusils et de canons.

La base de leur tactique est donc : d'abord recruter et instruire dans la pensée syndicaliste les nouveaux adeptes, et ensuite ne jamais ouvrir les hostilités sans avoir en caisse l'argent nécessaire pour les continuer jusqu'à un résultat appréciable.

Or, il se trouve que, pour qu'un syndicat s'augmente et surtout

(1) *Bulletin de la Bourse du Travail de Reims*, 15-6-1905, LOUIS ROUSSEAU. L'action syndicale.

conserve ses adhérents, il est nécessaire que ses caisses soient garnies. L'effort des syndicats réformistes consistera donc en partie dans le versement de hautes cotisations. Ce n'est qu'en acceptant le sacrifice d'une certaine partie de son salaire que l'ouvrier pourra espérer conquérir les avantages qu'il ambitionne (1).

On doit, pour la clarté de la discussion, diviser les ressources ainsi acquises en deux catégories nettement distinctes. La première comprendra la caisse de grève, c'est-à-dire les fonds destinés à entretenir les grévistes et leurs familles après la rupture du contrat de travail : c'est une caisse d'hostilité, une caisse de résistance. L'autre alimente les différents services de secours qu'organisent certains syndicats : caisses de chômage, de secours aux blessés, aux veuves, etc. Nous sommes ici plutôt en présence d'organismes destinés à attirer l'ouvrier dans le syndicat, puis à l'y garder, de façon à éviter ce que M. de Seilhac appelle les « Syndicats couloirs », c'est-à-dire ceux auxquels on n'adhère que pendant la durée de la grève.

Les réformistes, unanimes sur la question des caisses de grèves, sont divisés sur celle des caisses mutualistes, comme on doit les appeler.

V. Renard, qui s'est fait dans la classe ouvrière le protagoniste des hautes cotisations, vante les avantages de l'un et de l'autre genre de caisses (2).

« Il faut à toute force, écrit-il en 1910, constituer dans nos « syndicats des œuvres de solidarité qui, par leurs avantages, retiennent les militants et y intéressent surtout les familles... (3).

« Quelle force nous aurions contre le capitalisme si nous savions « résorber dans nos syndicats les éléments que nous enlève la mutualité sous toutes ses formes, éléments si habilement encadrés « par la bourgeoisie, dont ils constituent l'appoint contre notre « action de chaque jour.

« Sans doute avec des syndicats sans encaisse, on peut aspirer « à beaucoup de choses, les aspirations n'étant jamais onéreuses, « mais on ne peut rien réaliser. C'est le cas à peu près des Syndicats « français. »

(1) *Bulletin de la Bourse du Travail de Reims*, 15-2-1906, GUERNIER. Cotisations syndicales.

(2) *Ouvrier textile*, 1-11-1907, V. RENARD. Simples constatations. Cf. aussi, *Humanité*, 3-1-10 et *Action Ouvrière*, même date, V. RENARD, Nécessité des hautes cotisations.

(3) Souvent l'on peut ainsi constater les efforts que font les militants syndicalistes pour obtenir que la femme de l'ouvrier ne voie pas dans le Syndicat, l'ennemi du foyer. Cf. un peu plus loin la citation faite d'un article de E. DREYFUS.

Et de fait, chaque fois qu'un syndicat, même plein de foi et d'élan, mais dépourvu d'argent, entreprend de mener à bien une revendication quelconque, il ne se passe pas un long temps avant que les syndiqués des autres organisations ne reçoivent des listes de souscription, ne soient invités à collaborer, par solidarité, au succès de leurs camarades (1).

Ce système est détestable, quand cela ne serait que parce qu'il fatigue l'esprit de solidarité, auquel les Français sont déjà suffisamment rebelles. Non moins grave est celui de s'engager ainsi sans savoir, avec exactitude, sur quelles ressources il est possible de compter (2).

Une caisse bien garnie par de hautes cotisations possède aussi d'autres avantages, dont l'importance est certaine.

D'abord, un syndicat riche peut envoyer des délégués qui prêchent pour l'adhésion ou instruisent ceux déjà syndiqués de leurs devoirs syndicalistes.

De plus, un syndicat riche est un syndicat libre. Plus n'est besoin pour lui de faire nommer son secrétaire conseiller prud'homme ou à un autre emploi afin de lui fournir les ressources nécessaires pour vivre.

Un syndicat riche méprise les subventions et quand les syndicats d'une ville en ont les moyens, ils achètent ou louent *leur* maison commune, qu'ils garnissent de *leurs* meubles et entretiennent de *leurs* deniers. Ils n'ont plus dès lors à se plier aux exigences des municipalités ou des conseils généraux, toujours prêts à leur fermer leurs caisses (3).

Malgré les inconvénients qui ont été dénoncés de l'introduction du mutualisme dans les syndicats, — et qui peuvent se résumer dans le reproche d'éloigner de l'idée de lutte contre le patronat, base et raison d'être du Syndicalisme —, beaucoup de réformistes ne lui en attribuent pas moins une grande valeur éducative et le considèrent comme un facteur excellent de recrutement.

Sieurin dit dans le *Bulletin de la Bourse du Travail de Reims* (4), en conformité avec l'opinion de Renard précédemment relatée, « que l'on doit diriger les syndicats dans la voie des fortes cotisations permettant de donner des secours à leurs membres dans

(1) *Bulletin de la Bourse du Travail de Reims*, 15-9-1907, PAUL PICHON, Caisses de grèves.

(2) Je ne parle pas de l'effet moral de l'allocation directe des secours, qui est considérable.

(3) *Humanité*, 3-1-1909, LE GUÉRY. Utilité des fortes cotisations.

(4) N° du 15-11-1905. Cf. même journal 15-11-1904. MIREBEAU. Les Cais-
ses de chômage.

« toutes les circonstances malheureuses de la vie prolétarienne et
« retenant les ouvriers au sein du milieu militant, ne serait-ce que
« par l'appât des droits acquis à ces secours en cas d'infortune...
« Quelques militants, adversaires de l'adjonction de secours annexes
« aux syndicats, pensent que nos organisations ne doivent attirer à
« elles que des prolétaires convaincus de l'utilité de nos groupe-
« ments pour l'amélioration de leur sort. Malheureusement la lutte
« quotidienne que mènent les syndicats, non seulement pour l'aug-
« mentation des salaires, mais aussi pour empêcher leur diminu-
« tion, étant autant morale qu'effective, beaucoup d'ouvriers ne s'en
« rendent pas compte exactement, et l'intérêt étant le principal mo-
« bile qui fait agir les hommes, il devient nécessaire de leur faire
« entrevoir par la création de secours de chômage, de maladie, etc.,
« le bénéfice immédiat qu'ils retireraient en venant se grouper avec
« leurs camarades. Une fois parmi nous, il sera beaucoup plus facile
« de les convaincre et d'en faire des dévoués à l'idée syndicale. »

Et, dans le même esprit, de E. Dreyfus (1) : « Autant que qui-
« conque, je suis adversaire de tout mutualisme tendant à trans-
« former l'action syndicale en quelque chose d'innommable à la solde
« d'un maître : gouvernement ou patronat. Dans bien des congrès,
« j'ai exprimé ma pensée à ce sujet, mais aussi combien de fois
« ai-je préconisé et l'institution des caisses de chômage et celle de
« secours de maladie dans nos syndicats, comme le meilleur moyen
« de recruter des adhérents et aussi d'y intéresser leurs familles. On
« a beau dire et beau faire, on n'empêche jamais la famille de jouer
« un rôle prépondérant, d'exercer une influence capitale sur les
« hommes, membres de nos syndicats.

« Les préjugés, l'hostilité d'une femme craintive de tout bruit
« ont détourné plus d'un syndiqué de son organisation et de son
« devoir en cas de conflit...

« Si je ne craignais d'émettre un paradoxe, je dirais volontiers
« que l'ouvrier français a une âme de capitaliste, et je n'en retiens
« pour preuve que les nombreuses sociétés d'épargne : boules de
« neige, etc., qui ne vivent que par l'argent des travailleurs. »

Et de sa conclusion je ferai la mienne :

Quel est celui qui rend le plus de services à la cause des prolé-
taires, de deux syndicats, dont l'un vit libre et sans se griser de
formules creuses, tandis que l'autre, s'il peut offrir tant et plus de
celles-ci à ses adhérents, est contraint pour vivre de faire appel à

(1) *Bulletin de la Bourse du Travail de Reims*, article intitulé : Mutualité et syndicats. Il est important de lire aussi un article de NIEL : Syndicalisme et corporatisme, paru dans l'*Humanité* du 6-7-1908.

l'argent des autres et même du gouvernement et des communes?

Je ne sais pas s'il est une question sur laquelle les réformistes soient plus divisés que sur le coopératisme.

Le coopératisme, à vrai dire, n'est pas une question syndicale. Mais l'importance que la coopération a prise dans notre société moderne est tellement considérable que les syndicalistes, surtout si l'on considère qu'elle a un but émancipateur, ne pouvaient ne pas lui accorder leur attention.

Parmi eux, certains se sont enthousiasmés pour ce procédé de libération, anticapitaliste dans son genre. D'autres se sont montrés plus réservés, si ce n'est indifférents; certains enfin se sont déclarés franchement hostiles (1).

Chacun de ces sentiments peut se justifier.

De ce que la coopération possède une fin, sinon identique, du moins très comparable à celle du syndicalisme, la méfiance devait naître, puisque qui dit concurrence, dit aussi rivalité dans l'effort et absorption de puissance au détriment de soi-même.

La seule chose qui pouvait parer à cet inconvénient était l'absorption de l'une par l'autre, et c'est à quoi certains réformistes se sont efforcés.

Encore les syndicalistes ont-ils adopté une forme de coopération qui leur est spéciale et toute différente de celle que l'on voit pratiquer par les coopératistes proprement dits.

Leurs coopératives, de production ou de consommation — quoique ce soit sur les premières que portèrent surtout leurs efforts — ont un caractère essentiellement socialiste qui se manifeste de la façon suivante :

Dans la coopérative du type pur, créée uniquement dans l'intérêt, soit du consommateur, soit du producteur, les bénéfices, j'entends les avantages d'avoir coopéré, sont répartis suivant les conventions préalables entre les adhérents.

A l'inverse, dans les coopératives socialistes — c'est ainsi qu'on les appelle —, la répartition n'est pas faite de la même façon. En général, les employés, et les adhérents eux-mêmes, s'ils le sont, sont mieux payés, au tarif syndical (2). Pour ce qui est des bénéfices, ils doivent être attribués à des œuvres sociales, soit aux syndicats et fédérations, soit à la création d'autres coopératives, etc.

(1) *La Voix du Peuple*, 2/9-2-1902, sqq.; L. NIEL. L'éducation ouvrière.

(2) Cette question du paiement des employés au tarif syndical a provoqué de graves dissentiments entre les coopératives et les syndicats, tels ceux qui existent entre de simples patrons et leur personnel.

Je ne dis pas que cela soit la règle générale, mais cela est tout au moins le principe défendu par les syndicalistes coopératistes.

Un pareil plan, s'il pouvait être mené à bonne fin, aboutirait fatalement, et sans violence, à l'expropriation capitaliste (1).

Malheureusement les obstacles sont considérables. Il faut compter d'abord que les coopératives de toutes sortes ont de nombreux adversaires qui sont, comme de raison, les industriels et les commerçants. Ces adversaires ne manquent aucune occasion de porter de rudes coups à des concurrents dont la prétention est de les éliminer complètement.

Ensuite la coopération porte sa ruine dans son sein même par suite de la dispersion des efforts. A l'inverse de ce qui se passe en Angleterre, la coopération est en France fragmentée en une multitude de petites entreprises qui, manquant de capitaux et de clientèle, végètent et ne peuvent, pour la plupart, résister à la moindre attaque lorsqu'elles ne s'écroulent pas d'elles-mêmes (2).

Tout cela n'empêche pas que certains réformistes se soient beaucoup dépensés pour cette idée (3).

A l'inverse de ce qui se passe actuellement au Parlement, la Représentation proportionnelle n'est pas, dans l'intérieur de la C. G. T., réclamée par les minorités, mais bien par la majorité.

Quelques mots d'explication suffisent à faire comprendre cette assertion qui peut paraître déconcertante. Il suffit en effet de savoir que les envoyés fédéraux qui forment le comité confédéral sont désignés par les organisations sans tenir compte de leur importance, de même que, pour les congrès corporatifs, le syndicat de mille membres ou plus a une voix tout comme celui de vingt membres ou moins (4).

De ce procédé anormal, il est résulté que les révolutionnaires se sont emparés de la direction de la C. G. T., puisque, ainsi qu'on

(1) Cf. : *Tribune de la Voie ferrée*, 17-12-1905 : ANONYME, Syndicats et coopératives ; même journal, 3-1-1909 : ANONYME, De la coopération syndicale. *Bulletin de la Bourse du Travail de Reims*, 15-4-1906, L. ROUSSEAU. De la Coopération. *Bulletin ouvrier des Teinturiers-Dégraisseurs*, date ? CONSTANT. Syndicalisme et Coopération.

(2) *Réveil syndical d'Amiens*, mars 1905, CLEUET. La Coopération.

Cependant, au moment où je mets la dernière main à ce chapitre, une entente nationale paraît devoir se conclure assez solidement entre les diverses coopératives de consommation, même de doctrines différentes.

(3) Cf. l'enquête en fin de volume, la collection du *Bulletin de la Bourse du Travail de Reims* et celle de la *Typographie française*. (Pour cette dernière, surtout en 1907 et 1908).

(4) *L'Action*, 6-11-1911, E. BRIAT. Le mouvement ouvrier et ses difficultés présentes.

s'en souvient, la plupart des petits syndicats — « syndicats squelettes » ou « fantômes » — sont d'opinion révolutionnaire.

Comme, d'autre part, ce sont, par suite du nombre élevé de leurs membres, les syndicats réformistes qui payent le plus de cotisations, c'est au moyen de l'argent des réformistes que les révolutionnaires les dirigent. La chose est extrêmement simple.

Si les réformistes se sont trouvés à même d'apprécier cette simplicité, ils n'ont jamais accepté d'être les dupes de ce tour de passe-passe, et un des principaux articles de leurs programmes a toujours été l'adoption dans les congrès confédéraux de la représentation proportionnelle ou tout au moins la réforme du système de votation en usage.

Au Congrès de Lyon, en 1901, la question fut soulevée et déjà une grande animation se manifesta de part et d'autre, si nous en croyons le compte rendu de la *Typographie Française* (1) : «Il « n'en est pas de même de l'article 18, ainsi conçu : « Lorsque la « demande sera faite par vingt délégués au moins, le vote sera basé « sur le nombre des syndiqués que représente chaque organisation, « défalcation faite, pour les Bourses du Travail et les Fédérations « d'industrie ou de métiers, de leurs syndiqués directement repré- « sentés. »

« Cet article a le don de faire sortir de leur mutisme tous les « délégués représentant des groupes ou des syndicats visibles à la « loupe, car j'ai omis de vous dire que, parmi les 150 délégués pré- « sentés, plus de la moitié n'auraient pu nous accuser une vingtaine « d'adhérents. Joignez-y ceux qui en comptent trente et vous aurez « une idée de l'accueil fait à cet article.

« Devant une avalanche de vociférations, Guérard croit devoir « abandonner son article... » (2)

Et depuis, dans les Congrès et, en dehors de ceux-ci, par une propagande orale et écrite, les réformistes se sont efforcés de faire adopter une idée qui leur assurait la représentation à laquelle ils auraient droit.

Pour les Congrès, je citerai ceux de Bourges, en 1904, et de Marseille, en 1908.

Guernier, rendant compte de ce qui s'était passé à Bourges, dit (3) : « La lutte fut aussi vive sur la question de la R. P., dix orateurs seu- « lement furent entendus : cinq pour et cinq contre. Mais ce fut en « vain que, cette fois encore, Keufer, Coupât, Lucas et Lauche dé-

(1) Numéro du 16 décembre.

(2) Qui fut repris par les *Typographes*.

(3) *Bulletin de la Bourse du Travail de Reims*, 15-10-1904.

« fendirent avec talent la thèse de la R. P., elle fut repoussée à peu
« près aussi à la majorité des deux tiers des organisations représen-
« tées.

« Les petites organisations — et elles sont malheureusement les
« plus nombreuses — avaient été effrayées. On leur avait dit que les
« forts voulaient les écraser, les voir disparaître ou les reléguer au
« deuxième plan et, obéissant à un sentiment d'égoïsme bien com-
« préhensible, elles avaient voté en masse contre la R. P.

« Les fortes organisations ne conservent que le droit de payer
« leurs cotisations proportionnellement au nombre de leurs adhé-
« rents. Pourtant, si elles se regimbaient! (1) Si elles déclaraient un
« beau jour que n'ayant pas plus de voix au chapitre que l'organi-
« sation la plus faible, elles ne sont tenues que d'acquitter la
« même cotisation, cela mettrait la Confédération en bien singu-
« lière posture. Ce serait pourtant logique et cela se fera certaine-
« ment avant longtemps. C'est la conséquence fatale et inéluctable
« du vote du Congrès condamnant la R. P. »

Au Congrès de Marseille, les réformistes ne furent pas plus heu-
reux. Voici comment Guernier en retrace les péripéties (2) : « Nous
« voici arrivés à la discussion de la Proportionnelle. Une proposi-
« tion que j'ai signée avec Burgard, Jusserand, Guérard, Coupât,
« Roche, Berlier, Renard (3) et d'autres, demande au Congrès d'inviter le bureau de la C. G. T. à organiser un referendum (4) dans
« toutes les organisations ouvrières pour savoir si elles sont, oui ou
« non, décidées à réclamer ce système de représentation. On crie :
« aux voix, avant même que Jusserand, désigné par nous pour la
« soutenir, en ait achevé la lecture. Avec à propos, Jusserand ré-
« pond : « Si vous voulez nous étrangler, c'est votre droit, puisque
« vous êtes la majorité, mais au moins étranglez-nous proprement,
« discutez notre proposition. »

« Celle-ci est ainsi conçue :

« Le Congrès,

« Considérant que depuis les assises de Bourges la question de
« la R. P. est restée dans le même état ;

« Que partisans et adversaires présentent les mêmes arguments

(1) On voit commencer à apparaître un certain sentiment d'amertume bien justifié qui ira, comme nous le verrons, chez certains, jusqu'à l'idée de se séparer de la C. G. T.

(2) *Bulletin de la Bourse du Travail de Reims*, 15-10-1908.

(3) Du Livre, des Chemins de fer, des Mécaniciens, des Travailleurs Municipaux, de Saint-Etienne, du Textile.

(4) Le referendum est une consultation individuelle ; c'est ce qui explique l'échec de la proposition.

« qu'alors à l'appui de leur thèse, sans que, de chaque côté, la minorité de chaque syndicat représenté puisse faire connaître son avis ;

« Décide qu'un referendum sera lancé par le Comité confédéral, parmi toutes les organisations confédérées, sur la question :

« Le Comité confédéral centralisera les votes dans le délai de trois mois à dater de la clôture du Congrès ;

« Le résultat sera publié dans la *Voix du Peuple* et cela, par organisation ;

« Au cas où la R. P. serait acceptée par la majorité des syndicats confédérés, le Comité confédéral devra convoquer une Conférence des Fédérations qui sera chargée de mettre en application le principe de la R. P. de façon à amener la représentation normale et équitable des minorités. »

Cette proposition n'eut pas un sort plus heureux que celle de Bourges. Elle fut repoussée par 741 voix contre 383 et 19 bulletins blancs. « Ce qui n'empêchera pas, ajoute Burgard, dans son compte rendu de la *Typographie française*, ce qui n'empêchera pas le Congrès d'augmenter plus loin la cotisation et de taxer chaque organisation selon son importance numérique. »

La R. P. a fait, dans les journaux corporatifs, l'objet de nombreux articles dans le sens de cette idée ou à son encontre (1).

La question était en effet assez grave pour remuer tous les esprits. En elle gisait une des principales causes de la crise en laquelle s'est débattu le Syndicalisme au cours de ces dernières années et que l'on ne saurait encore considérer comme complètement terminée. Dans la réforme du mode de votation, Renard voyait précisément un des principaux remèdes à un état de choses particulièrement dangereux pour le Syndicalisme et voici quel était le programme au moyen duquel il pensait rénover ce dernier :

« Changer le mode de votation dans les Congrès, le système de représentation dans les organes et le bureau de la C. G. T. ; y introduire le vote par tête comme aujourd'hui est institué le mode de cotisation ; mettre à la tête de la Confédération une commission élue par le Congrès ; subdiviser celle-ci en autant de sous-commissions que de services y correspondant ; rester strictement sur le

(1) Cf. par exemple : *Ralliement des Employés*, 11-1902, PAUL AUBRIOT, Le Congrès de Montpellier ; *Réveil Syndical d'Amiens*, 9-1903, CLEUET, Représentation proportionnelle ; *Voix du Peuple*, 24/31-7-04, PAUL LAEAT, même titre ; *Bulletin de la Bourse du Travail de Reims* (extrait du *Réveil des Mécaniciens*), 15-7-08, X, La R. P. dans les Syndicats ; le *Socialisme*, 12-9-1908, P.-M. ANDRÉ, même titre ; même journal, même auteur, 12-11-1908, Le vote par syndiqué ; et *Tribune de la Voie ferrée*, les articles de GRANDVALLET, dans les numéros des 2-7 et 30-8-1908.

« terrain corporatif sans se préoccuper d'autres questions qui n'ont rien à voir avec celles ressortissant de ce domaine; tels sont les moyens de constituer une Confédération qui, avant longtemps, aura recruté trois fois plus d'adhérents qu'elle n'en compte maintenant. » (1)

Malheureusement, malgré leurs efforts, je ne crois pas que les réformistes aient beaucoup de chances d'arriver jamais à ce que l'on adopte l'une quelconque des modifications qu'ils proposent, que ce soit la représentation proportionnelle proprement dite, le vote proportionnel (2) ou un système artificiel (3).

Ce n'est pas en effet uniquement la peur d'être écrasés qui empêche de céder les petits syndicats qui composent actuellement la majorité, mais aussi le désir de conserver exactement leurs positions (4).

(1) *Humanité*, 7-7-1909, V. RENARD. La crise syndicaliste. Dans le même journal, le 31 janvier de la même année, V. Renard avait donné sous le titre : le Referendum, des chiffres à l'appui de ses arguments. Il citait les cinq syndicats suivants jouissant chacun du même nombre de voix et comptant un nombre de membres très différent : St. textile de Roubaix, 8.000 m. ; Union textile d'Angers, 30 m. ; Pareurs de St-Quentin, 30 m. ; Industrie florale de Paris, 50 m. ; Tisseurs en tous genres de la Seine, 50 m. Dans le *Bulletin de la Bourse du Travail de Reims* du 15-8-04, DONZEL donne des chiffres encore plus impressionnants.

Le nouveau mode de cotisation auquel Renard fait ici allusion, avait été établi le 2 juin 1909 au cours de la Conférence des Fédérations et des Bourses. Le Congrès national du Textile, tenu en août 1909, protesta contre cette augmentation des impositions, dont le caractère par tête n'avait pas son équivalent dans la représentation.

Cf. *L'Ouvrier textile*, 1-9-1909, V. RENARD. Après le Congrès.

(2) Que préconise NIEL, voir par exemple : *Action Ouvrière*, 1-8-1910, Représentation proportionnelle et vote proportionnel.

(3) Tel que celui que propose SIEURIN dans la *Voix du Peuple*, 4/11-9-1904 : 1 voix pour 29 cotisations, puis après, 2 de 30 à 59, 3 de 60 à 99, 4 de 100 à 199, 5 de 200 à 499, 6 de 500 à 999, 7 de 1.000 à 1.999, 8 de 2.000 à 4.999, 9 pour 5.000 ou plus.

On ne saurait d'autre part demander à la C. G. T. d'adopter la procédure germanique du « *jus in partes* », mais pourquoi ne s'inspirerait-elle pas de la Constitution helvétique, en faisant élire les délégués au Congrès simultanément par les Fédérations et les Unions de Syndicats ?

(4) Je rappelle que la question de la proportionnelle est traitée dans l'enquête en fin de volume.

CONCLUSION

En 1907 (1), Keufer publia dans *L'Humanité*, un article qu'il intitulait courageusement : « Le Mariage forcé ».

Cet article était un cri d'alarme inspiré par le spectacle des dissensions de plus en plus graves qui divisaient la C. G. T. et paraissaient creuser, au milieu de la classe ouvrière revendicatrice, un fossé s'élargissant que bientôt, semblait-il, rien ne pourrait plus combler.

Et, malgré les outrages dont il avait été abreuvé, oubliant les accusations lancées contre lui, Keufer répondait aux incitations à la scission par un *non possumus* définitif, et cependant on sent qu'il a la grande crainte d'être un jour emporté par les événements et de se sentir imposer une solution qui lui fait horreur : « Inévitablement, écrit-il, la scission morale sera suivie d'un divorce effectif, laissant à chaque fraction ses responsabilités devant le monde ouvrier. Alors seulement les intolérants, les intransigeants et les bluffeurs s'apercevront-ils du mal qui a été fait à la cause du prolétariat et de la régression du mouvement syndical, conséquence de nos déplorables divisions. »

Et, de toutes parts, ce sont de pareils avertissements : P.-M. André, dans sa rubrique du *Socialisme* (2), Mammale et Guernier, dans le *Bulletin de la Bourse du Travail de Reims* (3), et combien d'autres, s'efforcent de montrer le danger imminent, l'abîme tout proche.

Plus près de nous, hier, puis-je dire, au mois de mai 1911, Niel écrit, dans un article déjà cité (4) : « ... Voilà comment sous l'influence persévérante, autant que déloyale, de quelques anarchistes, qui n'ont pas voulu faire, entre leurs conceptions philosophi-

(1) Le 30 juin.

(2) N° du 31-10-1908 : P.-M. ANDRÉ, Scission ; et 12-6-1909, Expliquons-nous.

(3) N° du 1-6-1909 : FERN. MAMMALE, Constatations et N° du 15-6-1909 : E. GUERNIER, Mane, Thecel, Pharès.

(4) Dans la *Démocratie Sociale*.

« ques et leurs intérêts professionnels, la distinction commandée
« par le syndicalisme, celui-ci s'est transformé en un Parti ouvrier
« anarchiste.

« Voilà pourquoi la C. G. T. ne sera plus désormais que le
« P. O. A.

« Cela aura sans doute, dans un avenir plus ou moins lointain,
« la conséquence que j'ai déjà fait entrevoir.

« Lorsque le P. O. A. sera tout à fait démasqué, lorsque, soit
« par ses propres exagérations, soit par nos cris d'alarme répétés,
« le Parti ouvrier anarchiste apparaîtra aux yeux de tous dans sa
« nudité, nous aurons fatalement trois C. G. T. au lieu d'une : celle
« qui groupera les travailleurs anarchistes, celle qui groupera les
« travailleurs socialistes et celle qui groupera les travailleurs tout
« simplement.

« Cette dernière s'efforcera de reprendre l'œuvre de celle qui
« vient de se transformer en P. O. A.

« Mais cette dispersion des travailleurs en trois syndicalismes
« ennemis sera le plus grand malheur qui aura pu arriver à la
« classe ouvrière, et les quelques anarchistes fanatiques d'aujourd'hui,
« qui n'auront pas voulu entendre nos appels à la raison
« syndicale, pourront se vanter du service inappréciable qu'ils au-
« ront rendu à la classe patronale. »

Ces prévisions pessimistes de Niel ne se sont pas jusqu'ici réalisées; doit-on croire néanmoins que j'arrête ces lignes assez à temps pour n'avoir pas à dire les derniers cris du Syndicalisme expirant plus sous les coups de ses amis que des attaques extérieures? Je ne le crois pas, bien que l'arbre confédéral ait perdu un de ses plus beaux rameaux, lorsque Coupat entraîna tant de forces derrière lui.

Mais de tout ce drame qui faillit avoir une si terrible issue, il ne faut pas croire que seuls les anarchistes soient responsables. D'autres qu'eux ont droit à la pierre et seuls quelques-uns, comme Niel — et encore! sans chercher beaucoup, on trouverait à l'accuser — seuls, quelques-uns, disais-je, peuvent à bon droit repousser la responsabilité du passé, et peut-être encore celle de l'avenir (1).

Les socialistes ont reproché aux anarchistes de, par leurs théories, fermer l'accès du Syndicalisme à une importante partie de la classe ouvrière.

Et eux-mêmes ne l'ont-ils pas fait pour tous ceux qui ne sont pas marxistes, pour certains socialistes indépendants, pour tous les

(1) La « crise du Syndicalisme » ne s'indique pas encore actuellement comme absolument terminée ; si l'apaisement vient à se généraliser, ce n'est guère que dans quelques années que nous pourrions en connaître réellement et définitivement les causes bienfaisantes.

radicaux et pour tous ceux qui se placent plus à droite encore dans la classification des opinions?

Ils se sont rendus coupables de deux grandes erreurs.

Ils ont paru croire ou voulu croire que toute la classe ouvrière était ou deviendrait socialiste marxiste; ce qui ne peut être.

Ils ont agi aussi et en conséquence, comme si les syndicalistes devaient, par définition, être au moins des leurs (1); ce qui était se méprendre.

La C. G. T. aurait dû viser à être le Parlement national de la classe ouvrière, condition qui interdisait d'insérer dans les statuts le deuxième paragraphe de l'article premier qui est, philosophiquement, une pétition de principes.

Je ne prétends pas que ne viendra jamais un jour où, pour le plus grand bien de tous, un régime de meilleure répartition se substituera à celui que nous subissons actuellement.

Mais je prétends qu'il est fou d'affirmer qu'un état économique de conception humaine, si élevée qu'elle soit, aura son avènement. De telles théories ressemblent plus à des prédictions de pythouisse qu'à autre chose.

En économique, nous pouvons, et nous devons, avoir un idéal et des aspirations, mais il est interdit de les concrétiser en des systèmes sous peine de présomption, de mauvaise foi. Nous sommes, et nous serons toujours, trop ignorants en ces sortes de choses pour être en droit de le faire.

Et pourtant c'est ce qu'ont fait, derrière le fondateur de leur doctrine, tous les marxistes qui, de déductions en déductions, nous montrent, presque avec détails, l'aboutissement de notre évolution économique.

Je serais illogique avec moi-même en déniaut par avance la justesse de leurs conclusions, mais, pour en revenir à notre sujet, je crois que le § 1^{er} de l'article premier des statuts d'Amiens était suffisant, à l'exclusion du deuxième, parce que le comprenant, en admettant que ladite conclusion doive se réaliser. En outre, il possédait l'avantage d'être une *réalité*, séductrice de toutes les pensées ouvrières.

Le second est tout le contraire.

Il est affligé, de plus, d'un autre caractère également d'origine socialiste, c'est celui de « lutte de classes » qui imprègne actuellement tout l'effort syndicaliste, celui de la C. G. T., j'entends.

Que l'on ne croie pas pourtant que je lui demande d'adopter au

(1) Tout en protestant de leur neutralité syndicale, mais non pas tous cependant.

contraire celui de la « paix sociale », dont se proclament défenseurs un certain nombre d'autres syndicats, ceux-ci malheureusement un peu trop souvent suspects dans leurs intentions comme dans leur origine. Je suis tout aussi éloigné de l'un et de l'autre de ces deux principes : « lutte de classes » et « paix sociale ».

A mon avis, les questions sociales, pour être sainement discutées et jugées, demandent à l'être, abstraction faite de toute sentimentalité : la haine du patron ou même le désir de supprimer le patronat en sont empreints.

Cette tendance, comme aussi celle de vouloir obstinément, et quoiqu'il arrive, conserver notre état social, marquent en outre un mépris remarquable des lois de l'évolution et de ses facteurs ignorés, éventuellement possibles.

Dans l'état actuel de nos mœurs, c'est une des grandes erreurs de certains syndicalistes, les plus nombreux, de croire trop souvent que leur premier devoir est de lutter contre celui ou ceux que le hasard de la Fortune leur a donnés comme chefs.

Il serait à désirer, au contraire, que dirigeants d'industries et employés en vinssent à s'entendre, à contracter ensemble d'une façon raisonnée et que le patron et tous ses ouvriers fussent vraiment des collaborateurs.

Le jour où une entreprise quelconque de production fonctionnera réellement suivant ces principes, la concurrence qu'elle fera aux identiques entreprises sera simplement insoutenable; elle aura sur elles la supériorité qu'une machine au rythme régulier, dont aucun effort ne se perd, possède sur celle dont les pièces mal jointes fournissent un travail mal réglé qui se déploie trop souvent dans le vide, inutilement.

Par suite de la concurrence, si une seule entreprise fonctionnait suivant de pareils principes, toutes les autres, ainsi que je viens de le dire, toutes, de bon ou de mauvais gré, se trouveraient contraintes de la suivre en cette voie.

La production atteindrait alors une intensité que nulle époque ne connut jamais ; et, point important, la concomitance de ses accroissements ferait qu'il n'y aurait pas surproduction, puisque serait supprimée l'incapacité d'absorption. Et, mathématiquement, la richesse générale du pays, et celle de chacun de ses habitants en particulier, augmenterait proportionnellement à cet accroissement de production.

Est-ce un rêve ? L'avenir seul nous le dira. Mais que l'on me permette de demander seulement si un pareil état de choses paraît plus éloigné de notre époque, où le scientisme, de plus en plus,

s'impose dans les usines, que les temps où l'industrie ne connaissait quasiment pas l'art de l'ingénieur et pendant lesquels on pourrait presque dire que l'approximation présidait à tout ce que l'on entreprenait (1).

Mais pour qu'un pareil progrès puisse se réaliser, il faut qu'une **modification énorme** survienne dans la technique sociale.

Il faut d'abord que les syndicats deviennent universels dans leurs professions. Peu à peu, le contrat collectif sera la règle générale et la besogne de chacun dans un monde nouveau se spécifiera.

Au patron reviendra la lourde tâche d'étudier les marchés et de surveiller la marche générale de l'usine, en s'efforçant de l'améliorer constamment.

Le syndicat recevra de lui l'indication des travaux à exécuter, les répartira suivant les capacités de chacun, puis les chefs d'atelier désignés par lui auront à en surveiller l'exécution. Le syndicat, également, recevra la rémunération prévue par les contrats, puis en fera la répartition suivant ses règlements.

Que faut-il pour cette réalisation? Il faut peu de choses : d'abord de la bonne volonté de part et d'autre; et surtout qu'ouvriers et patrons se mettent résolument à l'œuvre, comprenant enfin que nous vivons en des cadres qui ne nous sont plus adéquats. Il faut que ces cadres, ils les brisent; il faut que, loin d'eux, ils rejettent tous les préjugés qui leur furent imposés et comprennent enfin qu'ils sont solidaires les uns des autres.

Malheureusement, ils trouvent plus souvent, sur leurs chemins, les mauvais prêcheurs que les hommes aux paroles raisonnables: trop souvent aussi, quand ils pourraient comprendre, ils ne le veulent point.

Ce n'est pourtant pas d'être amis qu'on leur demande! C'est seulement d'être alliés dans une association loyale où, pour tous, les risques et les profits seraient les mêmes.

.....
Nous ne devons pas désespérer de l'avenir. Si l'humanité a parfois, dans sa marche vers l'idéal, subi de plus ou moins longs retards, elle n'en a que plus rapidement ensuite repris sa marche en avant.

Bien qu'elle se dirige vers un but que je ne préconise pas, je déclare que la C. G. T. a accompli une œuvre considérable que j'ad-

(1) Quelle différence en effet entre l'époque où l'on construisait les premiers chemins de fer et la nôtre, où toute usine qui ne veut pas vivoter possède des laboratoires où chimistes, mécaniciens et autres n'ont d'autre labeur que d'étudier quels progrès l'on pourrait apporter aux modes de fabrication !

mire et qui ne saurait être perdue : le groupement dans son sein d'une proportion déjà importante des travailleurs de France.

Un pareil résultat est un sérieux indice que la syndicalisation générale ne saurait être une utopie.

Le temps maintenant doit agir. Le Syndicalisme est encore jeune en France ; il faut beaucoup lui pardonner et ne pas oublier que les torts n'ont pas toujours été de son côté. Il faut surtout penser toujours que les évolutions les plus profondes ont toujours été les plus laborieuses, — et c'est logique.

Aux jeunes générations qui, actuellement, pénètrent à leur tour dans le cycle de la vie sociale, est dévolue une tâche des plus rudes et des plus ingrates, puisque jamais, sans doute, elles n'en goûteront les fruits.

Qu'elles s'en consolent ! Quelles générations travaillèrent vraiment pour elles-mêmes ? Mais qu'elles ne se rebutent pas à la tâche et que, l'ardente foi au cœur, elles se dévouent au dur labeur. Elles auront pour se consoler la grande sérénité du devoir accompli et la certitude que leur effort vers la Justice ne sera pas perdu.

APPENDICE

LE CONGRÈS CONFÉDÉRAL DE 1912 ET LA GRÈVE D'ALBI

En automne 1912, deux faits nouveaux, l'un prévu et l'autre inattendu, se sont produits qui, sans nécessiter une révision complète, exigent d'être tout au moins rappelés.

Le premier est la tenue du Congrès confédéral de 1912 et le second, la grève de la Verrerie ouvrière d'Albi.

En ce qui concerne le Congrès du Havre, le lecteur qui aura suivi dans *L'Humanité* (16 sept. s.q.q.) le compte rendu de ses travaux, aura pu faire cinq principales remarques :

1° *Représentation*. — Il est reproché au Textile de ne pas payer ses cotisations en proportion du nombre de ses adhérents. Renard répond :

« Nous sommes décidés à payer pour l'intégralité de nos membres quand un contrôle sérieux permettra de connaître la force exacte des organisations et obligera celles-ci à en faire autant. »

Sur ce, est voté à l'unanimité, moins une voix, l'ordre du jour suivant :

« Le Congrès rappelle que l'application de la carte et des timbres confédéraux est obligatoire pour tous les adhérents aux Syndicats confédérés. »

« Le Congrès invite en outre les Fédérations et les Bourses et Unions des Syndicats à adresser à la C. G. T. leurs rapports, afin que le Trésorier confédéral puisse contrôler si ces organisations paient à la C. G. T. pour l'intégralité de leurs adhérents :

« Décide que cette obligation forme un article des statuts confédéraux. »

2° *Motion d'Amiens*. — A propos du rapport moral se déroule, entre les mêmes protagonistes qu'aux précédents congrès, une discussion sur les idées déjà étudiées ici même : tactique, rapports avec le P. S. U., etc. Finalement, Jouhaux présente un ordre du jour qui est voté par 1.057 voix contre 35 opposants et 11 abstentions :

« Le Congrès, à la veille de prendre une décision pour intensifier l'agitation ouvrière en vue de réduire la durée du temps de

« travail, tient à nouveau à rappeler le caractère de l'action syndi-
« cale, de même qu'à fixer les positions du syndicalisme.

« Le syndicalisme, mouvement offensif de la classe ouvrière,
« par la voix de ses représentants, réunis au Congrès, seuls autori-
« sés, s'affirme encore une fois décidé à conserver son autonomie et
« son indépendance qui ont fait sa force dans le passé et qui sont
« les gages de son progrès et de son développement.

« Le Congrès déclare qu'aujourd'hui comme hier, il est résolu
« à s'écarter des problèmes étrangers à son action prolétarienne
« susceptibles d'affaiblir son unité si chèrement conquise et d'amoin-
« drir le prolétariat groupé dans les Syndicats, les Bourses du Tra-
« vail, les Fédérations corporatives, et dont la C. G. T. est le repré-
« sentant naturel.

« De plus, le Congrès, invoquant les batailles affrontées et les
« combats soutenus, y puise la sûreté de son action, la confiance en
« l'avenir, en même temps qu'il y trouve les raisons d'attendre de
« ses organisations des améliorations nouvelles.

« C'est pourquoi, dans les circonstances présentes, il confirme
« la constitution morale de la classe ouvrière organisée contenue
« dans la déclaration confédérale d'Amiens (Congrès 1906), qui est
« ainsi conçue :

« Le Congrès confédéral d'Amiens confirme l'article 2, consti-
« tutif de la C. G. T., disant :

« La C. G. T. groupe en dehors de toute école politique, tous
« les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition
« du salariat et du patronat. »

« Le Congrès considère que cette déclaration est une recon-
« naissance de la lutte de classe qu'opposent, sur le terrain écono-
« mique, les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'ex-
« ploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en
« œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière;

« Le Congrès précise, par les points suivants, cette affirmation
« théorique :

« Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme
« poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du
« mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations im-
« médiates, telles que la diminution des heures de travail, l'aug-
« mentation des salaires, etc.

« Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndica-
« lisme; il prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser
« que par l'expropriation capitaliste; il préconise comme moyen
« d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujour-

« d'hui groupement de résistance, sera dans l'avenir le groupe de
« production et de répartition, base de la réorganisation sociale ;

« Le Congrès déclare que cette besogne quotidienne et d'avenir
« découle de la situation des salariés qui pèse sur la classe ouvrière
« et qui fait à tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions
« ou leurs tendances politiques ou philosophiques, un devoir d'ap-
« partenir au groupement essentiel qu'est le syndicat.

« Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le
« Congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué de participer,
« en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte cor-
« respondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant
« à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndi-
« cat les opinions qu'il professe au dehors.

« En ce qui concerne les organisations, le Congrès déclare
« qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action
« économique doit s'exercer directement contre le patronat, les or-
« ganisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syn-
« dicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et
« à côté, peuvent poursuivre en toute liberté la transformation so-
« ciale. »

3° *Retraites ouvrières.* — Il n'y a pas opposition au principe des retraites ouvrières, mais les orateurs trouvent la loi, modifiée, insuffisante. Ils réclament la rente aux invalidés du travail.

4° *Antimilitarisme.* — Quasiment pas de déclarations rappelant celles de Marseille, mais surtout des protestations contre la loi dite Berry-Millerand, qui revient à envoyer aux bataillons d'Afrique les jeunes gens qui auraient été frappés de pénalités, en suite de faits de grève ou de propagande syndicale.

5° *Amélioration des relations.* — Mais ce qu'il faut surtout remarquer, c'est que si on trouve toujours des divergences de principes et une opposition sur certains points de doctrines entre réformistes et révolutionnaires, le ton n'est plus le même et le régime précédent, qui comportait l'invective plus qu'autre chose, a fait place à la discussion.

La grève de la verrerie ouvrière d'Albi a éclaté à la suite des décisions du directeur de l'usine, ingénieur, homme de science et socialiste, qui voulut commencer l'application des théories communistes en égalisant les salaires, par diminution des gros au profit des petits.

Les grévistes auraient déclaré avoir un projet de réorganisation plus communiste encore.

En tous cas, les ouvriers ont repris le travail et l'assemblée générale des actionnaires tranchera le différend. — A ce moment ce livre aura déjà paru.

Quoiqu'il en soit et quelle que soit la conclusion de cet événement économique, une constatation s'impose, c'est que l'éducation ouvrière est encore très loin d'être parfaite et qu'elle est à présent l'œuvre la plus pressante. Révolutionnaires et réformistes se rendent du reste les uns et les autres parfaitement compte que si excellente que soit une théorie, elle n'est rien sans un terrain judicieusement préparé.

INDICATION DES PERIODIQUES A CONSULTER POUR L'ETUDE DU SYNDICALISME REFORMISTE

- * *L'Action Ouvrière.*
- L'Alerte Sociale* (de Toulouse).
- Bulletin de la Bourse du Travail de Clermont-Ferrand.*
- Bulletin de la Bourse du Travail d'Orléans.*
- * *Bulletin de la Bourse du Travail de Reims.*
- Bulletin des Coopératives Socialistes.*
- Bulletin fédéral des Dessinateurs de France.*
- * *Bulletin ouvrier des Teinturiers-Dégraisseurs.*
- * *L'Echo des Travailleurs municipaux.*
- L'Eveil des Ouvriers en instruments de précision.*
- Le Fraternel des Boulangers.*
- * *La Guerre Sociale.*
- * *L'Humanité.*
- Le Mouvement Socialiste.*
- L'Ouvrier de l'habillement.*
- L'Ouvrier limonadier-restaurateur.*
- L'Ouvrier maréchal.*
- L'Ouvrier métallurgiste de l'Oise.*
- * *L'Ouvrier textile.*
- * *La Pharmacie laborieuse.*
- Le Prolétaire de la Nièvre.*
- * *Le Ralliement des Employés.*
- Le Réveil des Cuisiniers et Pâtisseries.*
- * *Le Réveil des Mécaniciens.*
- * *Le Réveil Syndical d'Amiens.*
- Le Réveil Syndical de Belfort.*
- Le Réveil des Transports.*
- * *La Revue Syndicaliste.*
- Le Terrassier.*
- Le Travailleur du Bâtiment.*
- Le Travailleur de l'Etat.*
- Le Travailleur de l'Industrie gantière.*
- Le Travailleur Municipal.*
- * *Le Travailleur des P. T. T.*
- * *Le Travailleur Syndiqué de Montpellier.*
- * *La Tribune de la Voie ferrée.*
- * *La Typographie française.*

L'Union Syndicale d'Halluin.

L'Union Syndicale de Roubaix.

La Vérité (du Havre).

La Voix du Mineur.

* *La Voix du Peuple.*

La Voix des Verriers.

NOTA : l'astérisque indique les journaux dont des citations furent faites dans ce volume.

Des articles ont paru également dans les grands quotidiens. Citons : *Le Radical*, *l'Action*, *la Petite République*, *Paris-Journal* (direction Gérault-Richard), *le Matin*, *le Temps*, etc.

D'autre part, les organisations et la C. G. T. elle-même, comme les militants, ont publié une multitude de petits tracts de propagande fort intéressants, mais on ne peut guère se les procurer qu'au siège de la C. G. T., ou encore à la librairie Delesalle, 16, rue Monsieur-le-Prince, qui s'en est fait une spécialité.

ANNEXE

ENQUÊTE faite auprès de divers militants ou anciens militants
du *Syndicalisme Réformiste*

Réponses* de :

P.-M. ANDRÉ. — BERLIER. — BOUVERI. — V. BRUGNIER. —
E. BRIAT. — L. CHAPEAU. — CLAVERIE. — V. DAIDÉ. — L. DOIZIÉ. —
J.-P. GRANDVALLET. — GUÉRARD. — A. HAMELIN. — A. KEUFER. —
E. KLEMCZINSKI. — LABAT. — F. MAMMALE. — R. MONTÉLIMARD. —
OUVRARD. — PAUL RENARD. — SAINT-VENANT. — J. VAYSSE. —
A. VILLARET. — X. — Y.

* Voir les questions à la dernière page de l'enquête.

P. MARIUS ANDRÉ, *du Syndicat National des Chemins de fer. — Délégué de la Bourse du Travail de Lille à la C. G. T. — Rédacteur au Socialisme.*

1. Sans restrictions sur les principes, mais avec restrictions quant aux modes de représentation.
2. Il est une prime aux minorités anarchisantes.
3. Mieux vaut une C. G. T. que deux. Elle déposera le limon de politique anarchiste.
4. Ce serait une superfétation du Parti socialiste (1).
5. Des rapports s'établissent inévitablement entre le P. S. (1) et la C. G. T. dans toutes les questions ouvrières. Qu'ils soient plus ou moins officiels, ils ont lieu en fait. Ils seront beaucoup plus réguliers lorsque les Syndicats français seront délivrés des anarchistes.
6. a. — Cela n'a rien à voir avec l'action corporative.
- b. — Réalisable difficilement par une ou plusieurs corporations en vue de revendications de métiers ; utopique s'il s'agit de l'étendre à l'universalité des travailleurs dans un but politique.
- c. — Emplâtre sur une jambe de bois.
- d. — Accordée ou non, ne sera pas utilisée par les Syndicats, organes de lutte.
7. Elle a obtenu du Parlement la loi des retraites pour tous les cheminots.
8. Beaucoup d'efforts pour des résultats médiocres.
9. Il n'y a aucun inconvénient s'il n'y a pas d'avantages (2).

(1) Inutile de dire que Monsieur P.-M. André entend évidemment parler du P. S. U.. Cette observation s'applique au cours de toutes les réponses.

(2) De la lettre que m'écrit M. P.-M. André, je détache le passage suivant dont l'intérêt n'échappera à personne : « Vous trouverez toute la pensée des « réformistes » de la tendance dite « guesdiste » — qui se distingue des « neutralistes » (*genre Keufer*), — dans la collection du

II

BERLIER, *Secrétaire de la Fédération des Ouvriers de la Guerre* (10.000 adhérents).

1. Non.

2. Partisans de la R. P. qui donne exactement la mentalité des syndiqués, tandis qu'avec le mode de votation par tête, on a l'esprit de la masse.

3. Ne sommes pas partisans d'une scission, car nous espérons que, dans un avenir prochain, le système de la violence, qui ne donne que des résultats contraires aux intérêts des travailleurs, aura fait son temps.

4. Non.

5. Les Syndicats doivent agir par leurs propres forces, en dehors de toute action politique qui ne pourrait qu'amener des divisions intestines.

6. a. — Contre.

b. — Id.

c. — Id.

d. — Id.

7. Oui : Relèvement moral du personnel. Retraite. Indemnité en cas de maladie. 15 jours de congé avec solde. Commission mixte pour l'organisation du travail. Réglementation des embauchages et des licenciements, etc.

8. En sommes partisans, mais résultats problématiques; car la majorité des travailleurs est encore trop égoïste pour donner l'exemple de l'abnégation et de la solidarité nécessaires pour que les coopératives donnent les résultats qu'on en attend.

9. Oui.

III

BOUVERI, *député de la première circonscription de Châlon-sur-Saône (Saône-et-Loire), des Mineurs.*

2. La C. G. T. devrait admettre le vote proportionnel et cela

journal-revue le *Socialisme*, où collaborent Victor Renard, du Textile; J.-P. Grandvallet et moi, des Cheminots; Parvy, de la Céramique; Rougerie, secrétaire de la Bourse du Travail de Limoges; Saint-Venant, de la Bourse du Travail de Lille; H. Lefebvre, de la Bourse du Travail de Roubaix, etc.... »

dans l'intérêt des vrais syndicats, des grosses fédérations et non pas dans celui des organisations squelettes qui sont les maîtresses.

4. Le Labour-Party à mon avis est tout à fait désirable, toujours il faut centraliser de plus en plus; c'est le seul moyen de donner une bonne éducation à la masse prolétarienne.

5. Les rapports des syndicats avec les partis politiques ont toujours été funestes à l'action ouvrière; il en est de même avec les antiparlementaires, lesquels, au lieu de faire de l'action économique et de défense professionnelle, par différentes méthodes à eux, paralysent et découragent les ouvriers, les empêchent d'entrer dans les syndicats, ce qui fait qu'en France l'action et le développement des syndicats sont presque nuls.

6. a. — L'antimilitarisme doit être le fait de groupements politiques et non des groupements syndicaux; les syndicats qui s'en occupent, de bonne foi, commettent une erreur que je regrette sincèrement, car c'est un esprit, un fait qui entraînent à des divisions entre syndiqués pour la plus grande tranquillité du capitalisme.

b. — J'accepte la grève générale, car, pour moi, elle peut, et je crois qu'elle sera un moyen révolutionnaire.

c. — L'arbitrage obligatoire peut être bon, mais les manières employées par le patronat jusqu'ici m'obligent à faire des réserves.

d. — Les syndicats, à mon avis, doivent s'occuper spécialement des intérêts professionnels; la capacité civile et commerciale les détournerait de leur véritable but : la lutte des classes et la suppression du salariat.

7. Ma corporation, par les réformes, a obtenu quelques résultats sans importance; tous, en partie, se retournent contre elle; seule, l'organisation du travail par le travail peut donner des résultats : elle supprimera l'exploitation de l'homme par l'homme.

8. Les coopératives de production dans la société actuelle ne peuvent rendre de services; la concentration capitaliste les fera disparaître dès qu'elles atteindront un certain développement; celles qui furent fondées dans ma contrée furent au point de vue moral autant, même plus nuisibles qu'utiles; les résultats furent désastreux (il n'en existe plus).

9. J'accepte parfaitement que les ouvriers fassent partie des Conseils Supérieurs du Travail, ne serait-ce que pour éclairer les profanes de la bourgeoisie capitaliste qui les composent, laquelle est tout à fait ignorante dans la pratique et, de parti pris, méconnaît les plus élémentaires conditions d'hygiène et de sécurité; leur présence a son

utilité aussi pour l'assimilation de certaines maladies, contractées au travail, à la loi du 9 avril 1898 sur les accidents dont le patronat jusque là a tout fait contre. Les ouvriers, tant que durera le salariat, devraient même y avoir la majorité.

IV

V. BRUGNIER, *anciennement de la B. D. T. de Nîmes, ne participe plus depuis 1907 au mouvement syndical.*

1. Non, la C. G. T. étant basée sur l'autonomie des deux sections qui la composent, un secrétariat, n'appartenant ni à l'une ni à l'autre, devrait la diriger au point de vue exclusif des mouvements d'ensemble délibérés séparément. Assurer la publication du bulletin officiel (avant tout documentaire), organiser le Congrès Confédéral de Sections. Par ce moyen, chaque organisation conserverait sa personnalité propre, ses moyens d'action et de contrôle. Le Congrès confédéral serait débarrassé de discussions interminables, des rapports moral et financier, des vérifications de mandats, etc., etc.

2. Je n'attache qu'une importance secondaire au mode de votation dans les Congrès : la question de représentation est, de beaucoup, plus importante. Celle-ci pourrait être basée proportionnellement au nombre des membres de chaque organisation en fixant un minimum et un maximum de représentants, afin d'éviter, d'une part, que les gros effectifs pèsent d'un poids trop lourd dans les délibérations, de l'autre, que les organisations minuscules n'arrivent à dépasser la majorité : dans l'un comme dans l'autre cas, ne pas admettre les doubles mandats, ou délégations exercées par des délégués n'appartenant pas à la même profession.

3. La Confédération est à réformer, non à supprimer. Je ne crois pas, d'ailleurs, que personne songe sérieusement à opposer la Confédération réformiste à la Confédération révolutionnaire. En l'état de flottement de la pensée ouvrière, ceux qui se retireraient ne seraient pas suivis. Le mieux pour les réformistes, c'est de préciser leur programme, de lutter à rangs serrés moins par la critique que par l'exemple.

4. Cette idée a dévié, en 1878, par la formation des partis socialistes. Dans quelques années d'ici, je ne doute pas que la formation d'un Parti du Travail ne se pose avec quelques chances de réus-

site. Ce qui me fixe dans cette opinion, c'est que les ouvriers qui accordent leurs suffrages aux socialistes, leur accordent rarement leur confiance. Et déjà, à plus d'un symptôme, on peut reconnaître dans le mouvement syndical, la tendance d'une politique purement ouvrière, même sous la forme négative que tendent à lui imprimer les « anarchisants ».

5. Cela dépend ! Si par parlementaire, on entend que les syndicats devraient suivre une politique de Parti, non ! Si, au contraire, on entend se préoccuper d'obtenir une législation du travail supérieure, oui ! Dans ce cas, c'est au Parlement et aux corps constitués qu'ils doivent présenter leurs requêtes.

6. *a.* — Les syndicats dépassent leur but lorsqu'ils engagent les soldats à la désobéissance et à la désertion. Les protestations contre l'envoi des troupes sur les lieux de grève devraient s'adresser aux pouvoirs publics et à l'opinion publique, mais jamais aux soldats. En dépassant ces limites, on a fait éloigner des Bourses du Travail ceux qui étaient autorisés à suivre leurs cours.

b. — C'est une forte illusion que de croire ce moyen applicable à de grandes masses dont les intérêts immédiats diffèrent énormément les uns des autres, soit par les situations spéciales, soit par l'âge, soit par les salaires. Le mieux serait de grouper les ouvriers sur l'ensemble des questions qui ressortissent des attributions syndicales.

c. — L'obligation d'une procédure d'arbitrage, avec ou sans suspension de travail, enlèverait aux conflits du travail leur caractère de guerre sociale. Il impliquerait nécessairement la reconnaissance des syndicats par les employeurs et l'annulation de l'arrêt de la Cour de Cassation disant que la grève rompt le contrat de louage.

d. — La capacité civile permettrait aux syndicats de passer des contrats collectifs de travail, de défendre leurs intérêts devant les juridictions compétentes et de faire le libre emploi de leurs fonds, dons et legs compris. Elle me paraît de nature à accroître l'importance de ces groupements : ils pourront faire des placements utiles et fructueux, fonder bien plus efficacement des institutions de solidarité et de prévoyance, commanditer des entreprises industrielles. Mais je n'ai pas la même confiance dans la capacité commerciale qui, si elle pouvait réussir, aboutirait à la reconstitution des privilèges corporatifs, dans les circonstances plus susceptibles de diviser les ouvriers

des mêmes professions en de petits groupements sans consistance devant le patronat.

7. En l'état de division de la classe ouvrière, de l'indifférence manifestée par les ouvriers pour les syndicats, il est assez difficile de préciser les avantages obtenus par la méthode réformiste. Cependant le Syndicat auquel j'ai appartenu jusqu'en 1907 a pu conserver ses effectifs du début à peu près intacts, grâce à sa caisse de secours de maladies et grâce à ses cours professionnels de coupe de vêtements. A la Bourse du Travail, où les partisans de cette méthode ont gardé la majorité jusqu'en 1904, ils ont pu obtenir des subventions importantes de la municipalité, du département et de l'Etat. De 1895 à 1907, une grande place a été faite aux cours professionnels, au bureau de placement, à l'éducation par les livres et les conférences.

8. Je crois qu'il ne faut pas se faire d'illusions sur l'association de production. Son succès dépend pour beaucoup de la formation du personnel et des gens de production qu'elle fait.

9. Les syndicats ouvriers auraient tort de se désintéresser du Conseil Supérieur du Travail. Ce Conseil ne donne que des avis, mais ses délibérations attirent l'attention sur les revendications des ouvriers et ce n'est pas sans importance.

V

E. BRIAT., *Syndiqué aux Mécaniciens de précision. Membre du Conseil Supérieur du Travail. Secrétaire général de la Chambre Consultative des Associations ouvrières de production.*

1. J'accepte les statuts de la C. G. T., parce qu'ils laissent aux Syndicats leur autonomie, mais je n'accepte pas les manifestations fantaisistes du C. C.

2. Le système de vote dans les Congrès, qui consiste à donner une voix par syndicat, quelle que soit son importance, laisse à une minorité de syndiqués la majorité dans les Congrès et dans le C. C.

Ce système est contraire à la logique qui voudrait que chaque syndiqué puisse être représenté dans les votes.

3. La scission n'est pas possible et donnerait de mauvais résultats. Il faudrait que les réformistes fussent des hommes d'action ; ils sont le nombre ; ils peuvent être la majorité quand ils voudront s'en donner la peine.

6. a. — L'antimilitarisme n'a rien à faire dans les syndicats.

b. — Je suis partisan de la Grève Générale légale.

c. — Je suis partisan de l'arbitrage et de la conciliation, et je voudrais voir la loi de 1892 modifiée dans le sens de l'obligation avec des sanctions civiles.

d. — Je suis partisan de la capacité civile et commerciale des Syndicats professionnels. Je crois que c'est utile pour leur donner le moyen de développer leur activité et préparer les travailleurs aux fonctions d'administrateurs.

7. Par l'application des méthodes réformistes, mon syndicat des Mécaniciens de précision a obtenu de sérieux résultats pour ses adhérents.

8. Les Coopératives de production, qui suppriment le salariat, sont utiles pour apprendre aux travailleurs à s'administrer sans le concours du patronat.

Dans la mécanique de précision, il existe une société créée par les syndiqués, qui a contribué dans une large mesure à l'augmentation des salaires et qui occupe cent ouvriers associés dans des conditions morales et pécuniaires supérieures aux maisons patronales.

9. Je suis partisan des Conseils du Travail, parce que je crois utile que les travailleurs s'habituent à discuter avec des adversaires de classes; il ne suffit pas pour triompher dans ses réclamations d'être d'accord avec ses amis, il faut amener ses adversaires à ses conceptions; la discussion contradictoire me paraît utile.

Je voudrais voir les syndicats ouvriers s'occuper davantage des questions professionnelles et économiques; puis voir les Bourses du Travail organiser pratiquement le Marché du Travail. Pour arriver à ce résultat, je préférerais voir la Fédération des Bourses du Travail autonome, comme elle l'était avant le Congrès ouvrier de Montpellier où l'Unité Ouvrière fut votée sur la proposition de Niel.

VI

L. CHAPEAU, *des Typographes de Bordeaux, 5^e Section de la Fédération du Livre.*

1. Nous n'acceptons pas les statuts de la C. G. T. sans restriction, mais nous les supportons avec l'espoir d'en faire réformer quelques-uns, un jour, et nous ne la quittons pas, parce que nous croyons que, quand même, les travailleurs doivent rester unis, espérant qu'ils seront mieux éclairés un jour.

2. Nous voudrions, dans les Congrès de la C. G. T., le vote proportionnel et non unitaire.

3. Nous sommes contre toute scission et ne pensons qu'à une réforme que nous croyons possible.

4. Personnellement, je suis partisan d'un Labour-Party français; mais, pour cette création, le pourcentage n'est pas assez fort dans nos syndicats comme nombre, et alors, en envoyant nos principaux militants au Parlement pour défendre nos intérêts, nous risquerions de décapiter nos syndicats; il reste donc à faire davantage pour l'éducation syndicale pour augmenter de beaucoup nos adhérents. Après, on pourra peut-être créer le parti du Labeur.

5. Nous sommes contre tout rapprochement avec les partis politiques, voulant faire du syndicalisme pur, parce que la politique risquerait de nous diviser. Si nous nous adressons aux hommes politiques, suivant les circonstances, c'est que nous considérons qu'ils doivent nous aider, puisqu'ils doivent leur élection et par conséquent leur situation à la classe des travailleurs qui les nomment.

6. *a.* — Notre antimilitarisme ne va qu'à demander que l'armée ne soit pas mêlée aux mouvements de grève que nous ne pouvons éviter.

b. — La grève générale pour nous est un leurre, parce qu'elle ne pourrait aboutir que si tous les travailleurs étaient syndiqués. Et il s'en faut.

c. — Nous repoussons l'arbitrage obligatoire, parce que l'arbitre ne nous offre pas de garantie, ne pouvant connaître de différends spéciaux entre employeurs et employés. Il n'y a, d'après nous, que les deux parties qui peuvent en discuter.

d. — Nous repoussons toute capacité civile et commerciale, parce que l'idée syndicale en souffrirait pour faire place à l'idée de commerce.

7. Nombreux et très appréciables sont les résultats obtenus par la méthode réformiste, qui consiste à discuter avant d'engager un mouvement, parce qu'alors les esprits, n'étant pas surexcités, sont plus accessibles à l'entente. Tandis que si l'on agit d'abord sans résultats, on désire discuter ensuite, ce qui est difficile, et, si même on arrive à un résultat, il n'en reste pas moins des haines vivaces qui rendent précaires pour l'avenir les résultats arrachés par la force.

8. Nous pensons que la coopérative de production est une arme précieuse, mais qu'elle est surtout l'arme de l'avenir, parce qu'il faut avant créer la mentalité des travailleurs, qui ne sont coopérateurs que d'intention et non de fait; ils ne comprennent pas encore que la coopération implique plus de devoirs que chez un patron et ne savent pas s'assujettir à ces devoirs; car si on leur demande ce qu'ils doivent

donner dans l'intérêt de tous, ils voient là un acte tyrannique. A mon avis, pour réussir, les coopératives doivent être communistes, et, comme la plupart le sont seulement de nom et non de fait, une seule réussit sur vingt qui se créent. Nous en avons fait la triste expérience à Bordeaux. Et encore dois-je ajouter que plusieurs qui ont pu réussir sont devenues par la suite de véritables patronats. Il faut donc encore, là aussi, créer la mentalité nécessaire, c'est-à-dire créer l'abnégation dans les cerveaux en faveur de tous.

9. Oui, je crois utile que les ouvriers fassent partie des Conseils Supérieurs du Travail; mais je crois aussi qu'une plus grande autorité doit être donnée à ces Conseils, car, à l'heure actuelle, ils ne font qu'exprimer des vœux qui peuvent être excellents, mais qui ne voient jamais le jour. C'est un rôle platonique, s'il en fût, et, tant que ces conseils n'auront pas plus d'autorité, ils ne compteront que pour très peu de chose dans le monde des travailleurs.

VII

CLAVERIE, *du Gaz de Paris.*

1. Oui, puisqu'en eux-mêmes, ils conviennent aussi bien à l'action réformiste qu'à l'action révolutionnaire.

2. Il est très mauvais. J'ai préconisé, dans le *Courrier de la Seine*, la nomination du Comité confédéral par le Congrès.

3. Elle est dans beaucoup d'esprits. Elle ne se produirait que si le parti réformiste possédait plus d'hommes de combat moins occupés.

4. J'en suis partisan; je développe un côté de la question dans *L'Eclairage*, du 20 juillet.

5. Je les juge efficaces et nécessaires par conséquent.

6. a. — Pour moi, ce n'est pas une question syndicale; je l'écarte de nos débats.

b. — Je la juge impossible; c'est du bluff.

c. d. — Je suis d'avis qu'on doit étendre le champ d'action et des responsabilités des syndicats, mais le droit n'implique pas l'usage généralisé qui serait dangereux.

7. Elle n'en a obtenu que par ce moyen.

8. J'ai déposé au Conseil Municipal, en 1907, un projet d'exploitation par le personnel dit : « Le Gaz aux Gaziers ».

9. Parfaitement.

VIII

V. DAIDÉ, *des Employés de Commerce, Bourse de Narbonne, Fédération des Syndicats d'Employés.*

1. Non, je suis catalogué parmi les réformistes.
2. Si les Congrès nationaux restaient dans leur cadre, dans leur ressort, je serais, suivant les cas, partisan de la R. P. que je trouve mauvaise dans d'autres cas que l'on a soumis à des Congrès.
3. La scission serait peut-être un mal nécessaire, si l'on considère que le divorce vaut mieux qu'un mauvais ménage; toutefois la chose serait grave.
4. La question est complexe et mérite un examen approfondi. Je ne vois pas d'un mauvais œil la création d'un parti ouvrier; je crois même qu'après discussion, j'en serais un partisan résolu.
5. Actuellement, je ne suis pas partisan de ces rapports, même avec le parti socialiste unifié dont, cependant, je suis membre.
6. a. — Je suis antimilitariste convaincu et surtout antipatriote.
b. — La grève générale est une utopie. (Heureusement!)
c. — Partisan de l'arbitrage obligatoire au point de vue pratique, je ne me prononcerai jamais en faveur du principe.
7. Oui, surtout en ce qui concerne le repos hebdomadaire.
8. Je suis adversaire de l'idée coopérative. Je l'ai toujours combattue.
9. Oui, ils ont là un champ de bataille favorable.

En résumé, je suis réformiste parce que je considère qu'à côté de la théorie, il y a des moyens pratiques d'aboutir que je juge indispensable d'employer.

IX

L. DOIZÉ, *des Typographes de Paris, de la Fédération du Livre.*

1 et 2. Le mode de votation est mauvais et arbitraire au possible; puisque les syndicats et organisations paient au prorata de leurs membres, la plus élémentaire honnêteté voudrait que la représentation au sein des organes centraux soit également faite au prorata du nombre des cotisants. Les statuts et tout le reste se trouvent donc viciés à la base par une représentation qui n'est pas l'émanation de la majorité et ne peut être que subie et non acceptée.

3. Quelle scission? Est-il possible de la faire plus complète, plus péniblement regrettable qu'elle ne l'est en ce moment? Je ne crois

pas à une scission plus franche. Les anarchistes remplissent leur rôle de désorganisateurs et de profiteurs et peu leur importent la division des syndicats, la difficulté de recrutement, l'émiettement même, pourvu qu'il reste un cadre, une subvention et des appointements. Du reste, pour ces gens-là, les syndicats nombreux et puissants, disciplinés et cotisants sont dédaigneusement appelés par eux « machines à cotiser » et ces derniers n'ont jamais le courage de leur répondre par les mots si exacts de « machines à profiter ».

4. Trop tard, la création d'un « Labour-Party ». Les jaunes ont devancé le rêve des « réformistes » et des « révolutionnaires[?] », unis intimement dans leur haine du Parti Socialiste, qui, seul, est indiscutablement le Parti du Travail par son but avoué et accepté par tous ses membres sans exception : la fin du salariat par la socialisation des moyens de production et d'échange. Le fait même d'avoir été réalisé par les jaunes prouve la valeur de ce parti ([?]) au point de vue ouvrier.

5. Je suis hostile à toute fusion ou confusion avec un parti politique quelconque. Mais je pense que des rapports sont indispensables avec le Parti Socialiste, qui est l'expression revendicatrice de la classe ouvrière organisée politiquement en lui, comme elle l'est économiquement dans ses syndicats, bourses, fédérations et confédération. Mais comme les syndicalistes exclusivistes « réformistes » et « révolutionnaires » prétendent que le syndicat se suffit à lui-même, il arrive qu'ils sont d'accord pour ne pas vouloir établir ouvertement ces rapports, (horreur! cela donnerait une force morale plus grande au parti socialiste). Mais, au moindre conflit, c'est au Parti Socialiste qu'on s'adresse pour protester et faire des mises en demeure aux représentants de la classe ennemie. En un mot, on a des rapports, mais on veut nier en avoir, et s'en défendre.

6. a. — Antimilitarisme, antipatriotisme, anti-*ceci* ou cela? Je pense que tout cela est essentiellement politique et qu'un syndicat qui a dit à ses adhérents qu'il leur suffisait d'appartenir à la corporation et de vouloir arracher au patronat des conditions d'existence meilleures, n'a pas le droit de leur imposer aucun credo politique ou philosophique, sous peine de froissements qui ont pour résultats l'émiettement et la création de syndicats patriotes, militaristes, chrétiens, etc. : classe ouvrière contre classe ouvrière.

b. — Grève générale : il faut n'avoir jamais mis le pied dans un atelier, ne rien connaître de l'ignorance, de la crainte, du manque de solidarité, causés par la certitude de ré-

pression terrible de la part de la bourgeoisie qui détient le pouvoir, pour parler encore de la grève générale, après surtout les trois ans de règne gouvernemental de l'agent provocateur Briand, son plus ardent propagandiste. Et puis, grève générale... pourquoi? 8 heures, retraites, paix, meilleurs salaires, etc., mais tout cela laisse subsister le salariat en deux classes : celle qui produit tout et ne possède rien et celle qui possède tout et ne produit rien... De plus, même après cette grève générale réussie(???), si tout n'est pas consacré par les lois, quelles garanties pour l'avenir? Et qui votera ces lois? Les représentants de la haute finance, du gros patronat? tous ceux qui ont intérêt au maintien de l'état de choses actuel? Chinoiserie ! Bluff ! !

- c. — Arbitrage obligatoire : obligation de faire ou de ne pas faire grève? Comment peut-il y avoir des gens sensés s'imaginant qu'en cas de grève, même décidée à la majorité, le gouvernement, conseil d'administration de la classe bourgeoise, son chien de garde, ne se servirait pas de tous les moyens de répression que l'ignorance et la lâcheté ouvrières ont mis dans ses mains? Capacité civile : excellent moyen pour achever les organisations ouvrières. L'emprisonnement des militants ne suffisait pas pour les tuer. On va les encourager à posséder, de sorte qu'on n'aura plus qu'à s'emparer de leur caisse et le tour sera joué. Merci!

7. La Fédération du Livre a obtenu la journée de neuf heures et un relèvement de salaires en 1908. Est-ce la méthode réformiste ou révolutionnaire qui les a amenés? Troublante question! Je crois que c'est la méthode syndicaliste tout court, la bonne : de fortes cotisations, une caisse bien garnie pour venir en aide aux grévistes, l'absence de division entre réformistes et révolutionnaires, surtout. Il est vrai qu'à cette époque, les « révolutionnaires » avaient mis un énorme ruban à la B. D. T. : « A partir du 1^{er} mai, nous ne ferons plus que huit heures! » (1), que les anarchistes nous traitaient presque de jaunes. Résultat : Le Livre fait neuf heures; les autres, les purs, dix, onze, douze et même plus!

8. Enfin, voilà le bout de l'oreille : le Barberettisme exhumé par les Gide (2) et consorts; le rachat substitué à l'expropriation pour

(1) Ceci n'est pas une figure de rhétorique, et est parfaitement exact. Tous les Parisiens s'en souviennent encore. (Note de l'Auteur).

(2) Que M. Doizié me permette de lui dire qu'emporté par sa profonde

cause d'utilité publique des expropriateurs pour cause d'utilité privée! On dit aux travailleurs : « Il est exact que tu es dépouillé de
 « tout, que ta vie dépend de ton patron, qui détient le sol, le sous-
 « sol, les machines, les mines, les usines, tous les moyens de produc-
 « tion et d'échange; tu produis tout. Des salariés de toutes catégories
 « dirigent, administrent, créent; lui, le patron, passe à la caisse. Il
 « te donne, en échange de ton travail manuel ou intellectuel, de quoi
 « vivre à peine d'une façon animale et cela selon son bon plaisir et ses
 « besoins de luxe. Pour t'émanciper, il faudrait que les moyens de
 « production t'appartiennent pour fonctionner au profit de tous et
 « non d'une minorité. Or il y a un moyen : sur ton salaire de famine,
 « tu vas prélever quelques sous et tu vas lui racheter les richesses
 « qu'il t'a volées, qui sont le produit de ton travail. Si tu vis seule-
 « ment quelques centaines d'années, tu seras patron à ton tour. Pri-
 « ve-toi, sois économe; avec de l'ordre et de l'économie, on arrive à
 « tout. Surtout, ne va pas écouter les socialistes qui disent que tu
 « pourrais, en t'emparant du pouvoir politique, à la portée de ta
 « main, sans privations, sans risques, socialiser les moyens de pro-
 « duction et d'échange, c'est-à-dire créer une société dans laquelle
 « on ne produira pas en vue du profit pour une infime minorité oi-
 « sive et fainéante, mais seulement pour la satisfaction des besoins
 « de tous. »

Non, mais, sérieusement, à quels idiots fera-t-il croire que les

foi syndicaliste, il est injuste pour ceux qui procèdent par des méthodes qui ne sont pas les siennes. Voici de Monsieur Gide, quelques lignes que j'extrais de « Les trois formes de l'Association ouvrière », article paru dans l'*Action*, novembre 1911, si je ne me trompe : « ... Or, il est naturel qu'une
 « association dont le rôle est de tenir boutique prenne peu à peu, par le
 « fait même de son fonctionnement, une mentalité de marchand. Et quand
 « on lui dit, comme nous le faisons, que le véritable but de la coopérative,
 « c'est, au contraire, d'abolir le profit, il ne faut pas s'étonner si l'on est
 « peu compris.

« Mais cette fonction propre de l'association coopérative qui fait son
 « infériorité au point de vue de l'esprit de désintéressement et de solidarité
 « fait, d'autre part, sa supériorité au point de vue économique. Car préci-
 « sément parce qu'elle est une entreprise, c'est-à-dire un mode nouveau
 « d'organisation économique, elle seule peut prétendre à créer un nouveau
 « système d'échange et de production, de nouveaux capitaux, un nouveau
 « mode d'organisation du travail, en un mot, une société nouvelle, ce que
 « ni le syndicat, ni la mutualité ne peuvent faire. *La coopérative met*
 « *immédiatement la main sur les organes essentiels de la vie économique,*
 « *sur la boulangerie, sur l'épicerie, sur le logement, sur une petite échelle*
 « *encore sans doute, mais pourtant en face du vaste monde créé par les*
 « *producteurs et pour les producteurs, elle a déjà créé un petit monde bien*
 « *différent, créé par les consommateurs et pour les consommateurs, et qui*
 « *pénètre peu à peu dans la vieille société capitaliste et lui suce sa sève,*
 « *comme le jeune lierre enroulé autour d'un vieux chêne.* »

ouvriers tisseurs du Nord, par exemple, vont sur leurs salaires misérables prélever encore de quoi racheter les usines de Motte et C^{ie}, qui coûtent des centaines de millions?

La Fédération du Livre, une des plus puissantes organisations syndicales, la plus riche, où les cotisations sont fort élevées, ne possède même pas de quoi monter une imprimerie où il y aurait place pour cent ouvriers. Et les autres? Allons donc, qu'ils avouent donc, ces gens-là que leur seul but est de combattre la solution rationnelle, scientifique, du socialisme.

J'ai fait et je fais encore des efforts, non pour créer, mais pour soutenir les coopératives de production : Verrerie ouvrière, Imprimerie nouvelle, Imprimerie communiste. Il y a là quelques ouvriers qui, après de longs efforts, ont obtenu quelques sous de plus par jour, une heure en moins de travail, et c'est tout. Ils ne peuvent faire plus, car ils sont comme toutes les autres entreprises commerciales, victimes de la concurrence meurtrière, plus que les autres, même, car on ne peut y exploiter la chair à travail au-delà d'une certaine limite : les tarifs syndicaux, et que, dans ces conditions, leur prix de revient ne leur permet pas de concurrencer les centres que ces scrupules ne lient pas.

9. Je trouve nécessaire que les ouvriers fassent partie des Conseils Supérieurs du Travail, à la condition qu'ils soient là, comme partout ailleurs, en opposants, pour apporter et soutenir les revendications ouvrières, qui ne peuvent absolument pas aboutir sur ce terrain, étant donné qu'ils ne sont qu'une minorité insignifiante, en face des délégués de la bourgeoisie, nommés par les patrons et le pouvoir, ce dernier au service de l'autre.

RÉSUMÉ :

A mon avis, il n'y a pas de *syndicalisme réformiste* et de *syndicalisme révolutionnaire*. Le *syndicalisme tout court* est tout cela en même temps.

Révolutionnaire, il l'est par essence, étant nécessité par le besoin de résister, en groupant les intérêts ouvriers diamétralement opposés à ceux du patronat. Il est donc révolutionnaire à cause de cela, et non à cause de la violence de langage de ses dirigeants.

Réformiste, il l'est et ne peut pas ne pas l'être, car ce ne peut être que des réformes qu'il obtiendra, ayant à se mouvoir et à agir dans la légalité bourgeoise, qu'il le veuille ou non.

On peut même sans crainte ajouter que, plus il sera réformiste,

c'est-à-dire, plus il sera capable d'imposer des réformes, quelles qu'elles soient, plus il sera révolutionnaire au sens exact du mot.

En effet, qui pourrait douter que la classe capitaliste n'a pas à avoir peur de syndicats fantômes, où il y a de tout, excepté des membres et une caisse forte et puissante pour aider à la résistance, quand bien même son secrétaire se dirait saboteur, antipatriote, antimilitariste, etc. ? N'a-t-elle pas pour répondre à tout cela : police, armée, magistrature, etc., à sa disposition ?

Il n'en est pas de même si la même classe capitaliste a en face d'elle des syndicats nombreux, riches, disciplinés, unis dans une pensée unique : l'amélioration immédiate des conditions d'existence de sa corporation et conséquemment de sa classe.

En conclusion, je dis que le Syndicat doit être composé de tous les membres de la corporation sans exception, quelles que soient les idées de chacun sur la religion, la politique, le militarisme, le patriotisme, etc., et substituer à tous les anti-*ceci* ou cela, l'anticapitalisme.

Alors, ainsi groupés et unis, les ouvriers comprendront que ce groupement peut certainement arracher quelques réformes, mais que s'il veut continuer ce groupement sur le terrain politique, pour la défense des mêmes intérêts, sans efforts de liberté, de privation et de sang, pour la transformation sociale, il pourra obtenir son émancipation intégrale qui sera celle de l'humanité tout entière.

X

J.-P. GRANDVALLET, *du Syndicat National des chemins de fer, Bourse d'Epernay.*

I. Rien n'est parfait; pas même les statuts de la C. G. T. Cependant, je suis respectueux des décisions prises, tout en conservant mon droit de critique, comme vous le verrez dans la petite brochure ci-jointe (1).

(1) Monsieur Grandvallet a eu l'obligeance de joindre à ses réponses une brochure de 12 pages : le « Manuel du Cheminot » (édition à 0,10 du *Socialisme*, 3, rue de la Roquette, Paris). Pour deux de ses réponses, il m'a donné seulement des références à ce livre, savoir : Rép. 2, page 8 ; Rép. 5, pages 10, 11 et 12. Pour la commodité du lecteur, j'ai extrait du « Manuel du Cheminot » et desdites pages, les passages types qui équivalent à une opinion exprimée directement.

Néanmoins, je ne saurais trop recommander la lecture très intéressante de ce travail qui, sous une forme brève et claire, donne une idée très nette de ce que je pourrai, sans paradoxe, appeler le Réformisme révolutionnaire.

Ceci d'autant plus que M. Grandvallet a cru devoir me recommander

2. « Ce mode de représentation et de vote au Congrès confédéral a soulevé des protestations de la part des grandes organisations syndicales françaises et, notamment, du Syndicat national des Chemins de fer. Il est probable qu'au Congrès qui aura lieu en 1910, à Toulouse, la modification du système de vote sera réclamée. Il serait à désirer qu'au lieu du vote par Syndicat, on adoptât le vote par tête de syndiqué, comme en Angleterre et dans d'autres nations. Chaque délégué de Syndicat ou de Fédération Nationale voterait pour autant de suffrages qu'il y a d'adhérents à ce Syndicat ou à cette Fédération. De cette façon, chaque tendance serait représentée pour sa force exacte, les votes seraient un thermomètre du degré de conscience des syndiqués français, et l'on ne verrait plus la minorité s'efforcer d'entraîner la majorité dans une voie où elle n'est pas suivie. »

3. La classe ouvrière, si mal organisée, doit rester unie et indivisible, afin d'augmenter son éducation par ses discussions mêmes entre ses éléments les plus disparates.

4. Ce serait la mort du syndicalisme.

5. « A l'encontre du Syndicalisme révolutionnaire, qui invite les ouvriers à faire de l'antiparlementarisme, de l'anticléricalisme, de l'antipatriotisme et de l'antimilitarisme, il (le syndicalisme réformiste) estime que, pour pouvoir englober tous les prolétaires sous un même drapeau, afin de faciliter l'éducation syndicale qui, peu à peu, détruira toutes les divisions prolétariennes, il est absolument nécessaire de bannir du Syndicat toutes discussions politiques ou confessionnelles, les groupements d'affinités suffisant à l'étude de ces questions. Discutées dans le Syndicat, elles sont l'objet de dissentiments et aboutissent à la désorganisation. »

6. a. — C'est une question politique qui doit être exclue du Syndicat.

b. — La grève générale ne sera possible que le jour où tout le prolétariat sera conscient. Ce jour-là, la grève sera inutile, car la révolution sera faite. C'est donc une utopie.

Cependant, il faut — comme les nations qui s'arment le plus puissamment possible, afin d'éviter la guerre — préparer le monde ouvrier à l'idée de grève, puisque c'est une arme légale que nous a laissée le capi-

de ne pas dénaturer le sens de sa pensée et de, à cet effet, lire quelques-uns de ses écrits (Cf. 1^{re} coll. du *Socialisme*).

Le lecteur, averti, saura contrôler s'il ne m'est pas arrivé, involontairement, de ne pas exprimer fidèlement les idées de M. Grandvallet.

talisme pour la lutte de classe que doit soutenir quotidiennement le prolétariat contre lui.

Cette arme étant à double tranchant ne doit être employée qu'à bon escient, et non, comme le prétendent les anarchos, à chaque instant.

c. — C'est, et ce sera toujours, une duperie pour le prolétariat. Exemple : Australie.

d. — C'est une grosse malice de M. Millerand, mais qui est cousue de fil blanc : elle a pour objet de rendre la lutte impossible contre le patronat. Exemple : Cheminots anglais.

7. Sur le réseau de l'Est où je milite, non comme réformiste, mais comme révolutionnaire — ne pas confondre avec anarchiste — sans toutefois me réclamer d'aucune nuance de syndicalisme, notre action, non réformiste, a été toute de propagande, de recrutement et d'organisation; 20.000 syndiqués sur 40.000 agents furent le premier résultat duquel découlèrent d'autres, tels que : augmentation des salaires, repos hebdomadaire — malgré l'article 17 de cette loi — journées de douze heures au lieu de dix-huit par agents des gares, heures supplémentaires payées à un taux plus élevé, allocations de familles, secours d'accouchement, loi des retraites, caisse de prévoyance pour tous les agents, mesures d'hygiène, etc., etc.

8. Sans être l'adversaire de ce mode de groupement, je suis persuadé que le jour où il deviendra un danger pour le capitalisme, celui-ci saura bien le briser.

En tous cas, ce groupement n'est utile que s'il ne diminue pas la cherté de la vie (1) et que ses bénéfices soient destinés à la lutte contre le capital.

9. Les C. S. du T. sont la cinquième roue du chariot de l'émancipation ouvrière.

XI

GUÉRARD, ancien secrétaire du Syndicat National des Travailleurs des Chemins de fer de France et des Colonies.

1. Non, tant s'en faut. Je déplore notamment que les organisations confédérées n'aient pas, au Comité confédéral, une influence en rapport avec leur importance numérique. Donner à chacune d'elles une représentation proportionnelle à son effectif, ce serait

(1) A moins que M. Grandvallet ne veuille exprimer là une idée que je ne saisis pas et que je crois pouvoir estimer improbable, on doit pouvoir supposer que nous sommes en présence tout simplement d'un « lapsus calami » et que l'on peut lire : « *s'il diminue la cherté de la vie* ».

constituer un vaste parlement ouvrier. Pour obvier à cet inconvénient, je voudrais, sous la réserve ci-après (§ 2), voir le Comité confédéral élu au scrutin de liste par les congrès nationaux et *responsable* devant eux. Actuellement, les organisations ouvrières n'ont, dans leur ensemble, aucune action sur le Comité confédéral, elles peuvent le blâmer, mais non le remplacer.

2. Les résolutions des Congrès de la C. G. T. sont viciées par le mode de votation. Au lieu d'une voix par *syndicat*, je voudrais une voix par *syndiqué*; les Congrès donneraient ainsi des indications plus précises.

La constitution même des Congrès de la Confédération est déplorable. Chaque délégué peut représenter dix syndicats. S'il était mandaté par eux, directement, il connaîtrait plus ou moins leur état d'esprit, leur tendance, leur opinion. Il n'en est pas ainsi généralement; de nombreux syndicats, privés de ressources, remettent aux Bourses du Travail, ou envoient au Comité d'organisation du Congrès, des pouvoirs en blanc qui sont distribués à des délégués « amis » et dont ceux-ci usent et abusent.

Alors même que ces pouvoirs seraient remis à des délégués consciencieux, comment ces délégués pourraient-ils traduire exactement l'opinion des syndicats qu'ils représentent sur les différents points de l'ordre du jour?

La C. G. T. sera amenée, en raison du nombre toujours croissant des syndicats, à organiser des Congrès de représentants des fédérations et ce sera logique, puisque, en principe, elle ne groupe que des fédérations nationales de métier ou d'industrie. L'inconvénient des mandats multiples ou des pouvoirs usurpés disparaîtra alors.

Persistera-t-on à maintenir le vote soi-disant « *égalitaire* », ou bien admettra-t-on la formule, « un homme, une voix »? Les petits syndicats, plus nombreux que les grands, ont pu jusqu'ici maintenir un système qui leur donne la prépondérance; il n'en sera plus de même, je le crois, quand ne se trouveront plus en présence que des représentants de fédérations nationales.

3. Une scission serait dangereuse pour le développement des organisations syndicales, car elle amènerait des déchirements au sein de chaque groupement et des luttes ardentes entre affiliés et non affiliés. Il faut tenir compte d'une sorte de sentiment religieux qui subsiste chez le travailleur. La C. G. T. est son Eglise dont il ne discute pas les dogmes.

Cependant, si la C. G. T. accentuait ses tendances anarchistes, si ses dirigeants avouaient ouvertement leurs desseins politiques con-

tre toute forme de gouvernement, une scission se produirait sans aucun doute.

4. La constitution d'un « parti du travail » français, ne pourrait qu'être indépendante des syndicats; autrement, elle les entraînerait dans l'action politique électorale et cela nuirait au recrutement des syndiqués qui, d'accord pour la défense de leurs intérêts économiques et professionnels, ont, en matière politique, des vues opposées et des préférences personnelles.

5. Pour la raison que je viens d'indiquer, le syndicat, s'il veut conserver l'union entre ses membres, ne doit pas entrer en rapports avec les partis politiques; il ne lui est pas permis de choisir entre eux. S'il s'adresse au Parlement, il doit le faire sans préoccupation politique et seulement en vue de la défense des intérêts de ses membres. C'est ainsi que le Syndicat des Chemins de fer a constitué un groupe parlementaire de défense, lequel est ouvert aux députés de toutes les opinions.

6. a. — L'antimilitarisme, lorsqu'il est professé par un syndicat, en éloigne les ouvriers patriotes; le concours de tous les ouvriers de la profession étant nécessaire au syndicat, celui-ci doit écarter toute question susceptible de les diviser. C'est assez qu'il y ait des syndicats rouges, jaunes ou verts, sans que l'on s'expose à voir créer des syndicats tricolores qui, ceux-là, seraient infiniment dangereux.

b. — L'idée de la grève générale, préconisée jadis par les socialistes-allemanistes, alors qu'elle était combattue par les socialistes-guesdistes, avait par cela même — au moins en apparence — un caractère politique. De sorte que la propagande pour ce moyen d'action mettait aux prises les syndicats, et, dans chaque syndicat, les syndiqués, d'où une division et un amoindrissement des forces ouvrières. Depuis l'unification du Parti Socialiste, l'idée de la grève générale a revêtu son véritable caractère et est apparue comme une question exclusivement syndicale.

Les dirigeants de la C. G. T. ont fait de la grève générale leur grand cheval de bataille; ils s'illusionnent volontiers et croient à la réussite d'un tel mouvement dans l'état actuel de l'organisation ouvrière. Au lieu de compléter, de perfectionner d'abord cette organisation, ils s'ingénient à aggraver les conflits, persuadés qu'ils vont déchaîner la Révolution, dont ils n'ont d'ailleurs

qu'une vague idée. Ce sont des impatients et des impuissants, incapables d'un effort persévérant; ils n'ont foi qu'en la violence, parce qu'ils reconnaissent malgré tout leur faiblesse.

Il est évident qu'avec une organisation syndicale suffisamment développée dans toutes les professions, une grève générale avec, pour objectif, l'obtention d'une réforme importante, aurait sur le Parlement et sur le Pouvoir, une action irrésistible. Un refus quelque peu prolongé créerait bientôt une situation révolutionnaire.

La grève générale est pour le syndicalisme l'arme la plus redoutable dont il puisse user. Pourtant, je voudrais que, parallèlement à la propagande pour l'organisation, se fit une besogne d'éducation et d'instruction, trop lente au gré de certains, mais nécessaire, si l'on veut aboutir à des fins révolutionnaires.

6. c. — Je repousse l'arbitrage *obligatoire*. Sa conséquence est l'interdiction de la grève; il priverait les travailleurs d'une liberté et cela seul me le fait condamner. Pour diminuer le nombre des grèves qui, victorieuses ou non, causent tant de misères aux travailleurs, l'obligation de la tentative de conciliation suffirait.

6. d. — Donner aux syndicats la capacité commerciale, c'est leur concéder une liberté nouvelle, pleine de dangers sans aucun doute, mais dont ils n'useront qu'à leur gré.

7. La plupart des résultats obtenus par le Syndicat des Chemins de fer — sauf à l'Etat, au Midi et à l'Est, dont les dirigeants ont accueilli les délégations syndicales — l'ont été par la voie parlementaire. Sur quelques réseaux secondaires, il a fallu recourir à la grève, avec ou sans succès.

8. La coopération de production habitue les ouvriers à l'administration, développe leurs facultés commerciales et les prépare ainsi à se substituer, collectivement, au patronat. Dans sa forme actuelle — sociétés par actions — la coopération de production n'atteint pas ce but; elle crée une situation privilégiée à quelques ouvriers qui deviennent des patrons associés et souvent exploitent des ouvriers non actionnaires.

On constate depuis plusieurs années une tendance à la constitution de coopératives dites « communistes », dans lesquelles tous les collaborateurs reçoivent un traitement identique. C'est se placer dans les conditions les plus désavantageuses pour soutenir la concurrence.

Les syndicats devraient, après s'être assurés des débouchés, prendre l'initiative de la création de coopératives et fournir le capital nécessaire. La propriété deviendrait ainsi impersonnelle et la coopération de production ne serait plus une autre forme du patronat.

Le Syndicat national des Chemins de fer a demandé à l'Etat la concession d'un réseau peu étendu, exploité par une compagnie fermière dont le contrat venait à expiration. Outre que le Syndicat ne pouvait, légalement, entreprendre lui-même cette exploitation, le gouvernement n'a pas voulu tenter l'expérience.

Une expérience intéressante, en matière de coopération de production, est celle de la « Verrerie Ouvrière d'Albi », dont les actions appartiennent aux associations ouvrières, syndicales et coopératives.

9. Les représentants des syndicats ouvriers ne peuvent que gagner à collaborer aux discussions du Conseil Supérieur du Travail, ils y puisent un enseignement précieux, car l'opposition des idées entre patrons et ouvriers leur fait mieux envisager le problème économique. Livrés à eux-mêmes et discutant entre eux, les ouvriers font bon marché des difficultés qu'ils n'aperçoivent pas toujours et qu'il serait puéril de nier. Il en est autrement lorsque, mis en contact avec l'élément patronal, ils sont appelés à résoudre des questions beaucoup plus complexes qu'ils ne se l'imaginent.

XII

A. HAMELIN, *du Comité central de la Fédération du Livre.*

1. Je suis pour l'organisation en C. G. T., mais je trouve qu'il y a des lacunes dans les statuts ou des obligations qui enlèvent toute autonomie aux organisations adhérentes. L'interprétation donnée aux statuts par les dirigeants actuels de la C. G. T. à tout ce qui ne favorise pas leur conception antiparlementaire, fait beaucoup de mal au vrai syndicalisme. Il me semble que dans l'état actuel de la société, on ne devrait pas enserrer dans des formules toutes faites, les Fédérations et les Bourses qui composent la C. G. T.

Selon que l'éducation est plus ou moins faite dans les corporations, selon les milieux dans lesquels on évolue, il faudrait être assez tolérant pour laisser à chaque corporation les moyens qui peuvent amener le plus de succès aux travailleurs pour un mieux-être. Cette façon de procéder n'enlèverait rien de l'idée poursuivie par un grand nombre de militants anarchistes, libertaires, socialistes ou simplement syndicalistes : la suppression du patronat.

De plus, il faut compter avec la masse amorphe des syndiqués qui ne sont groupés que par affinités ou par intérêts et qui demain, non seulement ne suivront pas ceux qui sont à la tête, mais tour-

neront contre eux, parce que l'éducation est loin d'être faite et que leurs intérêts immédiats pourraient être menacés. Croire le contraire est se tromper soi-même et tromper la classe ouvrière. Si on ajoute à cette masse le grand nombre de non-syndiqués, il est facile de voir que cette erreur pourrait avoir de grandes conséquences dans un mouvement d'ensemble où l'adhésion de tous, ou tout au moins d'un grand nombre, serait nécessaire. Il n'y aurait plus alors que des chefs suivis par un petit nombre de syndiqués qui seraient victimes de leurs convictions et de leur dévouement. Ce serait terrible pour ces militants, car les exploiters ne pardonnent pas facilement les mouvements d'émancipation. Ils les font payer bien cher aux audacieux en les signalant partout dans l'intention de les supprimer en les empêchant de vivre en travaillant.

La C. G. T., en élevant la violence à la hauteur d'un principe, ne remplit pas son rôle d'éducatrice. Rien n'est plus facile dans un milieu qui souffre que de faire appel aux mauvais instincts des individus; bien plus difficile est de leur faire comprendre que par l'organisation méthodique, par le nombre, par les versements de leurs cotisations, ils arrivent à être forts et à s'imposer, eux, les créateurs de la richesse publique, à leurs adversaires de classe. Dans le premier cas, on fait des révoltés d'un jour, sans conscience de leurs droits et de leurs devoirs; dans le second, on fait des révolutionnaires conscients qui laissent de côté toute la phraséologie et la démagogie des réunions publiques organisées par les dirigeants de la C. G. T. Si, par un hasard providentiel, les travailleurs s'emparaient demain des rouages de la société, les conscients seraient submergés par les révoltés d'un jour et probablement les premières victimes qui tomberaient sous leurs coups. Alors ce serait la réaction sauvage et féroce qui s'abattrait une fois de plus sur notre pays. La bourgeoisie serait sauvée pour un long temps.

Depuis près de trente ans que je milite, il m'est apparu qu'il est impossible dans une grève de se tracer d'avance une conduite inflexible. J'ai pris part à de nombreux mouvements, au nom de la Fédération du Livre, non seulement dans ma corporation, mais encore dans d'autres. J'ai été le premier délégué ouvrier envoyé par les syndicats parisiens avant la création de la C. G. T. C'était en 1895, lors de la grande grève des verriers de Carmaux. En 1900, j'étais demandé par les mineurs du même pays. Avant et depuis, je suis allé aux quatre coins de la France, soutenir mes camarades de travail, mais rarement il m'a été facile d'agir dans un pays comme dans un autre. Les événements de chaque jour guidaient ma conduite.

Lorsque les travailleurs réclament une amélioration à leur sort, ils doivent mettre de leur côté toutes les chances de succès; sans cela, c'est la défaite irrémédiable. Que vient donc faire tactique réformiste ou révolutionnaire dans une grève de dix ou vingt ouvriers du Livre? Est-ce qu'ils peuvent, étant si peu nombreux, faire des manifestations dans la rue comme des milliers de métallurgistes, de mineurs, d'ouvriers du bâtiment? Le fer, le charbon, les pierres, la terrasse restent sur place. On ne peut les envoyer autre part pour continuer le travail. En imprimerie, si les ouvrages commencés ne se font pas dans la maison ou le pays en grève, ils se font dans d'autres maisons ou pays, voire même à l'étranger : il suffit d'envoyer par la poste la copie non faite à un patron complaisant chez qui travaillent des non-syndiqués ou des jaunes. Est-ce qu'il y a similitude entre les deux cas? et partant mêmes moyens de lutte?

Si on considère la grève par elle-même, peut-on affirmer dès le début qu'elle sera réformiste ou révolutionnaire? En dehors des événements journaliers, il faut compter avec le nombre de ceux en grève et de ceux restés à l'atelier; l'éducation syndicale, le tempérament, la situation pécuniaire, le flottement des énergies sont autant d'indices avec lesquels doit compter celui qui a été appelé à diriger le mouvement. Avec tous ces éléments qui entrent en ligne de compte, il est difficile de dire où s'arrête la tactique réformiste et où commence la tactique révolutionnaire prise dans le sens exact du mot et non dans le sens de la violence.

N'avons-nous pas vu dans ces dernières années les terrassiers de Paris commencer par la violence, en appeler ensuite à l'arbitrage d'un délégué du gouvernement pour finir dans la nomination d'une commission mixte? Actuellement, dans le mouvement sublime du Bâtiment (1), il y a eu d'abord entrevue entre patrons et ouvriers. Comment se terminera ce conflit?

Cependant lorsque les dirigeants de la C. G. T. veulent donner une corporation en exemple au point de vue révolutionnaire, ils citent les terrassiers et le bâtiment. Jamais la Fédération du Livre, traitée si facilement de réactionnaire par les mêmes personnalités, n'a fait appel au gouvernement ou à ses élus. Répondre par des coups aux agents qui frappent est certainement très bien, mais cela ne caractérise pas un mouvement révolutionnaire, ou alors il faudra compter sur la force brutale et non sur les cerveaux pour faire la Révolution.

Les dirigeants actuels de la C. G. T. ne sont arrivés que par le bluff et la démagogie. Ils ne restent en fonctions qu'en continuant à

(1) Il s'agit des événements de juillet 1911.

diviser le prolétariat en réformistes et révolutionnaires. Lorsque l'éducation syndicale de nos camarades de toutes les professions sera faite, leur temps sera fini. En attendant, nous constatons au Livre que plus une corporation s'organise, plus elle imite ce qui est fait chez nous depuis longtemps. C'est la meilleure preuve que nous sommes dans la bonne voie.

2. Les cotisations de la C. G. T. étant basées sur le nombre des adhérents de chaque fédération, il devrait en être de même pour les votes.

3. Je ne crois à aucune scission. Elle était plus à craindre il y a quelques années. Les rapports sont moins tendus qu'auparavant. Cela ne veut pas dire que des individualités ne continuent pas à débâter sur les meilleurs militants qui ne pensent pas comme eux. Ceux-là ne se guériront jamais. Quelques-uns sont déjà partis. Ils ont trouvé leur chemin de Damas!

4. A un moment, il a été parlé de créer un Labour-Party. Ce bruit n'avait pas de consistance. C'était plutôt un avertissement à certains socialistes qui prenaient parti pour les anarchistes de la C. G. T. contre leurs camarades du Parti Unifié. J'ai été contre. Ce serait encore une nouvelle division. Il serait préférable que les socialistes syndiqués s'entendent un peu mieux pour déloger ceux qui les attaquent de préférence à tous autres. L'ennemi pour ces anarchistes, c'est le Parti Socialiste et non les exploiters!

5. Quoique appartenant au Parti Socialiste, je ne suis pas pour que la C. G. T. fasse adhésion à un groupe politique quelconque. Je reproche à ceux qui sont à la tête du mouvement syndical de la lancer trop dans l'antiparlementarisme, faisant ainsi de la politique, la leur, qui est la plus mauvaise de toutes. Si certains socialistes n'avaient pas favorisé l'accession de ces anarchistes à la tête de la C. G. T., il y aurait actuellement plus d'entente entre le Parti Socialiste et la C. G. T. Sans mêler les deux mouvements, il pourrait y avoir une marche parallèle qui donnerait plus de force pour les revendications ouvrières. Si cette leçon pouvait servir, ce serait tant mieux pour le prolétariat.

6. a. — L'antimilitarisme est du ressort des groupes politiques. Dans le syndicat, c'est une cause de division.

b. — Je suis un partisan convaincu de la grève générale. Mais je ne voudrais pas que l'on en use à tout moment pour le moindre incident. Décréter la grève générale à quelques-uns, sachant d'avance qu'elle n'aura pas lieu, est porter le plus grand préjudice à une cause qui est encore bien peu ancrée dans la classe ouvrière. La grève

générale peut, dans certains cas graves, être spontanée. Mais ainsi comprise, elle ne peut être qu'une protestation. Il en serait autrement en l'organisant pour un motif intéressant toutes les corporations, tel que la journée de huit heures ou bien si, par une loi, on attaquait à la liberté syndicale. En cas de menace sérieuse de guerre, le prolétariat pourrait encore s'opposer par ce moyen à une hécatombe indigne de notre siècle. Bien entendu, elle devrait avoir lieu en même temps dans les pays devant entrer en conflit. Mais il n'y a pas à se dissimuler la propagande qu'il y a encore à faire avant que la grève générale puisse être une autre arme efficace entre les mains de la classe ouvrière.

- c. d. — Je suis contre les projets Millerand pour l'arbitrage obligatoire et la capacité civile et commerciale des syndicats. Il peut y avoir quelque chose de bon à prendre dans la première idée, mais, pour cela, il faudrait une organisation plus forte que la C. G. T. actuelle. Dans l'avenir, il y aura peut-être à examiner cette question. Quant à la seconde, le jour où les syndicats feront du mercantilisme, ils perdront leur but.

7. Ce n'est pas trop s'avancer de déclarer que la Fédération du Livre est l'organisation qui a obtenu le plus de satisfactions pour les travailleurs. Depuis sa fondation, elle a imposé des tarifs dans presque toutes les villes de France, où auparavant il n'y avait que la volonté patronale pour le paiement des ouvriers. Les salaires ont été augmentés, l'apprentissage a été réglementé, le respect des opinions a été obtenu, la dignité ouvrière s'est affirmée. En 1906, par sa seule force, elle a su imposer au patronat la journée de neuf heures, sans diminution de salaire.

Ces améliorations ont été obtenues, soit au moyen de commissions mixtes, soit par la grève, soit par de simples délégations auprès des patrons. Jamais une grève n'a été déclarée sans avoir épuisé tous les moyens de conciliation. Cependant, je dois dire que, depuis près de trente ans qu'existe notre Fédération, les grèves soutenues ont été nombreuses. Peu de mois se sont passés sans qu'un mouvement soit autorisé par le Comité Central.

En dehors des victoires conquises sur le patronat et qui comptent sérieusement pour nos camarades du Livre, nous avons organisé depuis très longtemps le viaticum ou secours de route pour les fédérés cherchant du travail. Les caisses de chômage, de maladie, fonc-

tionnent également depuis de nombreuses années. La solidarité n'est pas un vain mot chez nous !

Voici comment nous pratiquons : Lorsqu'une grève est autorisée, chaque gréviste touche 3 fr. 50 par jour tout le temps que dure le mouvement. Avant notre dernier Congrès de 1910, le temps était de treize semaines. Maintenant, la durée n'est pas fixée. Les chômeurs, ainsi que les malades, (des chômeurs également), touchent deux francs par jour. Les fédérés cherchant du travail ont droit d'après le nombre de kilomètres parcourus. Cependant, ils ne peuvent toucher moins de 1 fr. 50 par étape. Toutes ces ressources sont alimentées par les cotisations fédérales qui sont de 2 fr. 25 par mois. Chaque syndicat est responsable de ses membres. Les adhérents sont comptés d'après les cotisations versées. Notre budget est d'environ 265.000 francs par an. Nous n'avons aucun membre honoraire. Ce n'est que par l'argent ouvrier que nous avons vaincu.

Pour donner une idée de notre organisation, il suffit de dire qu'en 1906, nous avons eu presque le tiers de notre effectif en grève, et que, pour obtenir la journée de neuf heures, nous avons dépensé environ un million de francs. Dans ce chiffre sont compris près de 200.000 francs envoyés par notre Fédération internationale dont nous avons été les instigateurs. Nous savons donc réunir en même temps l'énergie et le « nerf de la guerre ». Hautement, nous pouvons affirmer que l'éducation syndicaliste est faite parmi nos membres. Dans bien des villes, ils ont été les meilleurs éléments pour la création d'autres syndicats et des bourses (1).

8. De même que je suis socialiste et syndicaliste, je suis un fervent de la coopération. Je crois que le prolétariat doit employer tous les moyens pour essayer d'arriver au plus vite à son émancipation intégrale. En principe, les coopératives de production devraient être le résultat et la propriété des coopératives de consommation. Malheureusement, il n'en est pas ainsi et l'anarchie la plus complète règne en cette matière. Des grévistes sont-ils sacrifiés par le patronat, vite ils montent, difficilement, une coopérative qui souvent n'en a que le nom. Celle-ci leur appartient, parce qu'ils en ont toutes les actions. A leur tour, ils exploitent quelques malheureux. Combien de fois ai-je vu ce cas dans notre corporation !

Cependant, cette façon de pratiquer disparaît de plus en plus.

(1) Le lecteur que ces aperçus inciteraient à pousser plus à fond l'étude de cette question de la solidarité dans le Livre, trouvera des renseignements complémentaires dans toutes les publications de la Fédération (20, rue de Savoie, Paris), et spécialement dans le compte rendu du Dixième Congrès National tenu à Bordeaux, du 18 au 23 juillet 1910. (Note de l'auteur).

Aujourd'hui on intéresse quelquefois le syndicat, le groupe socialiste ou la Bourse du Travail à l'entreprise. L'œuvre est difficile à mener à bien parce qu'il n'y a pas de capitaux et très peu de travail. Le courage supplée assez souvent aux payes de chaque semaine qui tombent par acomptes. Enfin, les unes réussissent et les autres disparaissent ou sont laissées pour compte au plus intrigant.

Il faudrait dans tous ces cas, indépendants des coopératives de consommation, que ces associations soient la propriété des autres sociétés existant déjà dans la localité ou des syndicats. Je sais que les capitaux peuvent être fournis par des particuliers. Alors qu'on garantisse le remboursement, mais sans que les particuliers puissent devenir ou rester actionnaires. Il faut que plus tard le capital devienne collectif. Autrement, ce n'est pas de la véritable coopération, mais bien des ouvriers s'émancipant seuls sans profit pour la masse.

Il y a seize ans, à la suite de la grève des verriers de Carmaux, j'ai eu à m'occuper de la constitution d'une coopérative pour lutter contre le grand maître-verrier du Midi. Malgré tous les efforts faits par des hommes politiques, je me suis opposé à constituer la « Verrerie aux Verriers ». La lutte a été chaude. Rochefort, qui tenait entre ses mains un don de M^{me} Dembourg, ne voulait le verser qu'à la condition que ce fût la « Verrerie aux Verriers ». Il était soutenu par d'autres assez puissants. Ayant la confiance de mes camarades, je finis par imposer la « Verrerie Ouvrière », œuvre essentiellement communiste.

En effet, ne peuvent être actionnaires, en tant que collectivités, que les coopératives de consommation, de production et les syndicats. Aucune individualité ne peut être en possession d'une action, à part les membres du Conseil d'administration, puisque la loi les y force. Encore ces actions sont-elles déposées au siège social et sous la sauvegarde des organisations ouvrières.

Cette œuvre, commencée avec 35.000 francs, réunis avec beaucoup de peine par des souscriptions et une tombola, a eu beaucoup d'adversaires parmi les grands patrons et la bourgeoisie. Tout a été employé contre elle : la médisance, la calomnie, la trahison, et ce n'est qu'au prix de grands efforts et des sacrifices des verriers qu'elle a pu voir le jour. Des anarchistes, de ceux qui ont été ensuite à la tête de la C. G. T., — un y est encore, — ont été jusqu'à défendre des stipendiés du patronat, parce que c'étaient des socialistes qui étaient à la tête de cette organisation.

Toutes les manœuvres ont été déjouées. Pendant treize ans, j'ai apporté mon concours gratuit et dévoué à la Verrerie Ouvrière qui n'a fait que grandir et prospérer. Ce n'est que dernièrement que j'ai

donné ma démission, laissant le soin à d'autres de continuer l'œuvre. Je ne suis parti que lorsque l'exploitation valait plus d'un million et accusait pour l'année courante un bénéfice de 100.000 francs. Quatre cents ouvriers travaillent dans cette usine du prolétariat (1).

Voilà mon idéal coopératif!

9. L'essai qui a été fait du Conseil Supérieur du Travail ne m'enthousiasme pas beaucoup. Les ouvriers peuvent ne pas y aller : ils ne perdront rien.

XIII

A. KEUFER. *Secrétaire général de la Fédération du Livre, membre du Conseil Supérieur du Travail* (2).

1. Personnellement, je n'accepte pas intégralement, ni sans restriction, les statuts confédéraux.

2. Je le trouve mauvais, il ne permet pas de fixer l'exacte reproduction du nombre des partisans de la proposition mise aux voix.

3. Je ne crois pas à la scission possible. Les adversaires de la direction actuelle de la C. G. T. manquent de décision, de volonté. Personnellement, je n'en suis pas partisan, considérant qu'il vaut mieux y affirmer son opinion et combattre les erreurs ou les excès.

4. J'estime qu'un Parti du Travail, en France, serait intéressant, mais le mode de nomination, étant données les idées courantes, n'en assurerait l'accès qu'aux plus violents, qu'aux plus démagogues, sans considération pour les plus studieux, mais plus modérés.

5. Je considère qu'on ne doit pas s'inféoder à un parti politique quelconque; les organisations ouvrières doivent rester libres, sans renoncer à une action éventuelle commune que les circonstances pourraient provoquer.

6. a. — Je ne suis pas antimilitariste, mais contre toute guerre de conquête.

(1) M. Albert Thomas, dans son *Histoire anecdotique du Travail*, fait tout au long le récit des efforts de M. Mammale et de l'énergie par lui déployée dans des circonstances particulièrement difficiles.

(2) M. A. Keufer m'a adressé, le 17 juillet 1911, la lettre suivante :

« Monsieur,

« En confirmant les réponses faites au questionnaire que vous m'avez « soumis, je veux préciser que c'est en mon nom et non au nom du « Comité de la Fédération du Livre, que je vous ai répondu.

« Je tiens essentiellement à cette distinction pour bien établir mon « indépendance personnelle au point de vue des idées que je défends.

« Salutations les plus distinguées.

« A. KEUFER,
« Secr. gén. »

Dont acte.

b. — Je n'ai confiance en la grève générale que dans une circonstance exceptionnellement grave.

c. — Je suis favorable à la conciliation et à l'arbitrage volontaire, mais non obligatoire.

d. — Je suis contre la capacité commerciale des syndicats dont le rôle est tout différent : défendre des intérêts généraux.

7. Parfaitement; la corporation a obtenu des résultats très sérieux, tangibles, par la méthode d'action en usage dans notre Fédération.

8. Nous ne nous opposons pas à la création de coopératives de production; mais nous ne nous mêlons pas à leur création, bien que quelques-unes aient obtenu d'assez bons résultats pour leurs membres.

9. La présence des ouvriers au Conseil supérieur du travail ne change en rien la situation générale du prolétariat. On oublie trop que ce n'est qu'un Conseil et non un corps qui délibère. Le Conseil supérieur a cependant fait de la besogne utile. Le seul rapprochement des patrons et des ouvriers pour discuter en commun est un résultat qui mérite d'être apprécié.

XIV

E. KLEMCZINSKI. *Secrétaire de l'Union Régionale des Syndicats de l'Ain et de la Franche-Comté. (Ain-Jura-Doubs).*

1. Adhérents à la C. G. T. et peu disposés à quitter ce groupement utile, nous sommes loin d'en accepter intégralement les statuts.

2. Nous sommes partisans de la Représentation Proportionnelle, qui ne suffirait sans doute pas à faire disparaître tous les inconvénients actuels, mais aussi d'une décentralisation laissant moins de pouvoir au Comité Confédéral, notamment dans les graves questions (grève générale, etc.).

La proportionnelle est appliquée chez nous depuis trois ans et l'on s'en félicite. Les syndicats qui ont voté contre dans les grands Congrès n'ont jamais demandé sa suppression chez nous.

3. Personnellement, je n'entrevois pas de scission possible présentement, les erreurs commises devant se reconnaître. Cependant, loin de nous faire peur, cette séparation, nous la ferons le jour où l'avenir de notre action sera en péril. Notre recrutement, en cette région, se fait dans des conditions très différentes. Le jour où il atteindra le degré désiré, nous agirons avec beaucoup de force pour modifier un état de choses que nous jugeons très inquiétant.

4. La création éventuelle d'un Parti du Travail en France a été, en effet, envisagée souvent. Je ne vois pas très bien la possibilité de l'établir, ni même de lui donner les moyens de lui donner l'influence désirable.

Les adversaires de la méthode actuelle sont loin d'avoir eux-mêmes la communauté de vues suffisante.

Ils manquent de rapports.

5. Nous sommes pour la neutralité syndicale avec les meilleurs rapports possibles avec le Parlement et notamment avec le Parti Socialiste, dont le programme de transformation économique est commun avec celui de la C. G. T. Seuls les moyens diffèrent dans bien des cas. La tactique s'oppose souvent par la volonté d'individualités plutôt que par une conception sérieuse des intérêts. Si le syndicalisme ne saurait, à notre point de vue, se confondre avec les partis politiques, il lui convient encore moins de devenir lui-même un parti politique, anarchiste ou antiparlementaire.

6. *a.* — Sur l'antimilitarisme — nous trouvons que les syndicats sont dans leur rôle en empêchant les guerres par tous les moyens; mais la propagande antimilitariste n'est pas toujours inspirée par cette préoccupation et nous le regrettons. Parce que cette propagande a été facile, elle a été une source de démagogie particulièrement dangereuse avec laquelle il faut en finir.

b. — Grève générale. — Pourquoi en serions-nous les adversaires? Préparons-la, mais ne la laissons pas décréter par quelques-uns. Elle peut devenir nécessaire, toutes préférences gardées pour d'autres méthodes.

c. d. — Arbitrage obligatoire — capacité civile et commerciale des syndicats — avis très partagés. — Nous sommes dans l'impossibilité morale d'orienter les vues des syndiqués dans ce sens.

7. Sur soixante-douze syndicats adhérents, une quinzaine ont pu obtenir des contrats collectifs sérieux. L'action des syndicats est du reste presque toujours réformiste.

8. Notre région abonde en tentatives de coopérations de production, notamment à Saint-Claude où 1.250 ouvriers travaillent en coopératives et 950 en coopérative à base socialiste (pas de partage de bénéfice, capital socialisé). Diamantaires — Pipiers — Tabletterie — Bâtiment — Lapidaires.

9. Pas opposé à cette institution.

XV

LABAT, *des Typographes, Bourse de Bordeaux, Fédération du Livre, ne milite plus actuellement.*

1. Non, le principal changement aux statuts devrait être d'établir la représentation proportionnelle, parce que les dirigeants, représentant des intérêts réels, seraient beaucoup plus positifs dans leur action et, par conséquent, ne sacrifieraient pas ces intérêts à une vaine théorie.

2. Ce qui précède répond à cette question, c'est-à-dire que les mandats devraient être rigoureusement vérifiés, et ne devraient être admis au Congrès que les Syndicats ayant une existence réelle datant d'au moins un an, pour éviter ce qui se produit, à savoir la création de syndicats fictifs pour les besoins des dirigeants. Vote proportionnel basé sur les *cotisants* et non sur les *inscrits*.

3. Non, la scission ne serait pas une solution, la C. G. T. n'entraînant pas dans son action les syndicats et les fédérations qui veulent garder leur autonomie. La scission ne servirait pas les intérêts des ouvriers, car la lutte qu'entraînerait cette décision entre les deux tendances, absorberait une grande partie de l'action au détriment de l'organisation. Le remède viendra d'une meilleure organisation. Au fur et à mesure que les syndicats et les fédérations seront mieux régis parce que plus forts, la direction de la C. G. T. se modifiera dans un sens plus réfléchi, en raison des responsabilités qu'entraînera la direction d'une C. G. T. représentant de fortes organisations.

4. J'estime que la création d'un « Parti du Travail » devrait être le complément, au Parlement, de l'organisation syndicale professionnelle dans les Bourses, car, pour bien intentionnés que soient les membres de certains partis politiques pour les syndiqués et, partant, pour les travailleurs, ils sont trop souvent, pour des raisons de politique, obligés de sacrifier à leurs préférences. Un « Labour-Party » français serait, au Parlement, le représentant des travailleurs au même titre que les représentants des diverses fractions de la bourgeoisie ou des capitalistes.

5. Les relations des organisations syndicales avec les partis politiques devraient se cantonner sur le terrain économique et social afin de laisser une entière indépendance aux syndiqués. Une alliance effective avec l'un quelconque des partis politiques sera toujours une cause de faiblesse pour les organisations, parce que devant fatalement entraîner des discussions entre syndiqués ne pensant pas de même façon au point de vue politique. Lorsque les syndicats ont

intérêt à seconder une action entreprise par l'un quelconque des partis politiques, ils doivent le faire parallèlement, mais non pas confondre leur action avec celle du parti politique.

6. a. — Je conçois l'antimilitarisme, au point de vue général, comme étant le résultat d'une entente internationale entre les travailleurs pour rendre impossibles les guerres. Au point de vue national, je crois que l'antimilitarisme des syndicats devrait surtout porter à obtenir des pouvoirs publics le non-envoi des troupes sur les champs de grève et, pour ce faire, répondre de l'ordre. Tout autre antimilitarisme ne peut être que théorie sans portée pratique.

b. — Une grève générale ne pouvant être que la révolution elle-même, elle ne pourrait être profitable aux travailleurs que si ces derniers étaient suffisamment forts pour en assurer la réussite; or, si les travailleurs étaient assez bien organisés pour vaincre dans un mouvement insurrectionnel, cela dénoterait une organisation parfaite, susceptible d'assurer la marche de la société le lendemain de la grève générale révolutionnaire, et, dans ce cas, la grève générale ne serait pas utile pour atteindre ce résultat. Je ne peux donc être partisan d'une action qui sera sans portée, tant qu'elle ne sera pas le résultat d'une organisation ouvrière que nous sommes loin de posséder, sans compter qu'elle pourrait entraîner, par son échec, une réaction dont les travailleurs seraient les premiers à souffrir.

c. d. — En l'état actuel de l'organisation syndicale en France, je crois que ces deux modifications à la loi de 1884 sont prématurées. Et, si elles devaient être votées, il faudrait les entourer de garanties, pour qu'elles ne deviennent pas deux armes redoutables contre les syndicats. Par contre, je suis partisan des contrats collectifs qui rendront de grands services, en ce sens qu'ils exerceront les ouvriers à se grouper dans les organisations et opposeront une barrière morale aux exigences des patrons que ne gêne aucun scrupule, mettant parfois des patrons moins âpres au gain dans l'impossibilité de faire droit aux réclamations de leurs ouvriers.

7. De 1901 à 1906, les résultats obtenus l'ont été par application de la méthode réformiste (1^o réglementation de l'apprentissage; 2^o

établissement du tarif de la machine à composer; 3° augmentation des salaires; 4° journée de neuf heures).

8. En l'état actuel de l'organisation, je crois que l'on devrait se contenter des coopératives de consommation, celles-ci pouvant, pour leurs besoins, créer des coopératives de production. L'individualisme est arrivé à un tel degré qu'il est difficile d'obtenir des travailleurs l'effort et la discipline volontaires, nécessaires pour faire aboutir les coopératives de production. Il faut attendre que l'action des syndicats ait suffisamment détruit chez l'individu l'égoïsme qui est le résultat forcé, obligé, de l'effort personnel.

J'ai collaboré à deux essais : boulangerie, typographie (cette dernière montée contre mes vues); aucun de ces deux essais n'a abouti.

9. Je suis partisan d'envoyer des ouvriers au Conseil Supérieur du Travail, et ce pour deux raisons : 1° parce que je considère que les travailleurs devraient avoir des représentants dans tous les conseils délibérants pour y faire prévaloir leur point de vue et pour y défendre leurs intérêts; 2° parce que c'est dans le commerce des idées et des hommes que se forme l'expérience nécessaire pour guider une action profitable pour les travailleurs.

Plus les travailleurs prendront position dans les délibérations de toutes sortes et plus s'élèvera leur niveau moral et intellectuel et plus sera facilitée cette évolution qui doit tendre à rendre les hommes égaux en droits et en devoirs.

• XVI

F. MAMMALE, *des Correcteurs-Typographes, des Bourses de Reims et de Soissons qu'il représente au Comité Confédéral ; de la Fédération du Livre qu'il représente à la section des Fédérations ; fait partie du Comité Central de la Fédération.*

1. J'accepte sans restriction et intégralement les statuts de la C. G. T., à l'encontre de pas mal de mes camarades réformistes; cependant, je ne m'incline pas devant la tactique révolutionnaire pour obtenir de meilleures conditions de travail que je trouve dangereuse.

2. Je n'approuve pas le mode de votation des Congrès de la C. G. T. Ce vote n'est pas la représentation exacte du prolétariat confédéré, puisqu'il n'a rien de proportionnel : un groupement de 10.000 ayant une voix comme un de 500, surtout que nous payons les cotisations par têtes de confédérés.

3. Toute scission serait regrettable, à mon avis. Elle fut pour-

tant sur le point de se produire après la démission de Niel au poste de secrétaire confédéral.

4. Je ne pense pas que, chez nous, nous puissions nous accommoder d'un *Labour-Party*.

5. J'estime qu'en restant indépendants, les syndicats ne doivent pas se tenir en dehors des parlementaires; ce sont eux, en somme, qui légifèrent et qui nous imposent les lois bonnes ou mauvaises. Le travailleur doit donc s'efforcer de faire élire l'homme capable de défendre à la tribune du Parlement ses intérêts.

Somme toute, nous n'arriverons à nos fins que par le concours des trois groupements : syndicalisme, coopération et socialisme. Tout en étant autonomes, mais en marchant parallèlement, ces trois groupements peuvent nous procurer le moyen d'obtenir satisfaction.

6. a. — Je ne suis antimilitariste que dans l'intervention de la force armée dans nos conflits. Je repousse de toutes mes forces l'autre genre d'antimilitarisme.

b. — Je ne suis pas partisan de la grève générale dont les premiers protagonistes furent Briand, Guérard, des Chemins de fer, démissionnaire, Briat, aujourd'hui à la Chambre consultative. Tous les trois se sont convertis, leurs intérêts personnels n'en ont pas souffert, mais il reste acquis qu'ils ont soufflé la tempête sans aucun profit, sauf pour eux (1).

c. d. — Je repousse l'arbitrage obligatoire ainsi que la capacité civile et commerciale, pour les mêmes raisons invoquées par mon ami Keufer au Conseil Supérieur du Travail.

(1) Connaissance prise de ces lignes, j'écrivis à Monsieur Mammale, pour lui demander si je devais les considérer comme un renseignement personnel ou si, à l'encontre, je pouvais les publier ; j'ai reçu de lui la lettre suivante, que je crois devoir joindre au texte, à seule fin de montrer qu'il n'y eut de sa part aucune animosité dans le fait de les avoir écrites, et aucune non plus de la mienne dans celui de les avoir reproduites :

Paris, le 22 juillet 1911,

Monsieur,

Je vous ai adressé mes réponses sans réserves, et pour que vous en disposiez selon les besoins de votre cause, vous laissant libre d'en citer ou d'en détacher ce que bon vous semblerait.

Le fait Guérard-Briat, n'est pas neuf ; moi-même, dans un article du *Bulletin de la Bourse de Reims*, j'ai reproché à ces deux camarades d'avoir introduit à la C. G. T. des éléments non pas révolutionnaires, mais anarchistes. Guérard l'a reconnu et a fait son *mea culpa*. Briat, lui, cherche à éviter qu'on en reparle et ne répond jamais, mais il gravite.

Cordialement,

MAMMALE.

7. Oui, nous avons eu et nous avons encore des succès obtenus par notre méthode réformiste, par nos commissions mixtes; au reste, en 1906, nous avons été seuls à obtenir la réduction des heures de travail. Fréquemment, nous obtenons des révisions de tarifs avec des avantages appréciables, souvent après entente avec les patrons en commission mixte. Nous puisons surtout notre force dans la légitimité de nos revendications, c'est le meilleur facteur avec l'opinion publique favorable à toute réussite.

8. La Coopérative est l'avenir; je suis convaincu que le syndicalisme disparaîtra du jour où les patrons ne pouvant plus céder, les pouvoirs publics, pour éviter un carnage, faciliteront les Coopératives et c'est dans cet espoir que j'accepte l'article 1^{er} des statuts de la C. G. T. : suppression du patronat.

9. Le Conseil Supérieur du Travail est superflu et n'a jamais eu d'effets pratiques utiles (1).

XVII

R. MONTÉLIMARD, *Secrétaire de la Fédération des Teinturiers-Dégraisseurs.*

1. J'approuve absolument l'article fondamental des statuts de la C. G. T. préconisant la suppression du salariat.

2. Je suis partisan de la R. P.

3. La scission aurait été possible il y a deux ans; je compte plutôt sur une évolution, vers le réformisme, des révolutionnaires.

4. Je suis partisan de la création d'un Parti du Travail ou plutôt, si l'on veut, de la transformation de la C. G. T. en Parti du Travail : La section des Fédérations continuant à s'occuper des questions corporatives et les sections des Bourses ou Unions de Syndicats présentant elle-même des candidats à la députation, sans épithète politique, pour y défendre les revendications ouvrières.

5. Ma réponse à la question 4 donne mon opinion.

6. a. — Je suis contre l'emploi de l'armée en temps de grève

(1) Très loyalement, M. Mammale me déclarait, d'autre part, que ses idées n'étaient pas acceptées par tous ses camarades réformistes.

Il disait encore : « J'ajoute que, sans être antiféministe, je n'accepte pas le travail de la femme mariée et quant à celles qui ne le sont pas, je ne leur consens qu'un travail ayant des affinités avec le caractère, le tempérament féminin.

« Vous pourriez, à ce sujet, demander à la Fédération du Livre le numéro de novembre ou de décembre 1910, de la *Typographie*, contenant mon article intitulé « la Femme au Foyer. »

et suis pour l'antimilitarisme au point de vue international, c'est-à-dire que cette question doit être traitée dans les congrès internationaux.

b. — Comme principe, non. Mais il peut y avoir des questions d'opportunité où la grève générale *limitée* peut être employée comme pression sur le pouvoir ou comme protestation.

c. — Arbitrage facultatif.

d. — Pas pour le moment, mais ça viendra, dès que les syndicats et les syndiqués seront capables de s'en servir. A condition que les entreprises créées par les syndicats soient insaisissables.

7. Nous n'avons pas fait grève depuis 1900.

8. 90 %, deviennent simplement des associations de petits patrons exploitant les auxiliaires et ne respectant même pas les lois sociales.

Avec vingt-quatre camarades, j'en avais créé une : « La Teinturerie Ouvrière », pour laquelle nous avions versé 400 francs chacun par des cotisations hebdomadaires. Nous avons préféré fermer boutique plutôt que d'imiter nos patrons.

9. Ce Conseil ne sert à rien, mais j'ai toujours préconisé de prendre part à son élection, afin d'empêcher les jaunes d'y entrer. J'ai même été candidat dans le temps.

Le mieux serait que les délégués ouvriers élus ne siègent pas; cela obligerait ainsi le Ministre du Travail à le modifier.

XVIII

OLIVARD, de la Bourse de Nantes, du Syndicat des Dessinateurs, de la Fédération des Dessinateurs de France.

1. Les statuts de la C. G. T. sont évidemment critiquables dans beaucoup d'articles; mais sachant qu'il est presque impossible de condenser dans des formules précises tout ce qui doit guider un groupement nombreux, que du reste les statuts doivent être modifiés aussi souvent que les conditions d'existence du groupement varient, je ne leur donne qu'une importance relative.

En ce qui concerne l'organisation de la C. G. T. elle-même, je la trouve defectueuse. Le comité confédéral n'est nullement l'émulation des syndicats, son action n'est en aucun cas inspirée par les organisations confédérées et il arrive souvent que des décisions sont contraires aux inspirations de la grande majorité des camarades.

2. Quel est le remède à cet état de choses? Comment obtenir un Comité confédéral en communion d'idées avec l'ensemble des confédérés? Suffira-t-il que, au sein du comité, ainsi que dans les Congrès, on change le système de votation?

Sans doute, le système employé jusqu'ici est ridicule : il permet à des organisations fantômes de contrebalancer l'effort de syndicats puissants par leur nombre d'adhérents et leur action; il permet même de faire naître au besoin des organisations comportant seulement une tête sans corps, et qui disparaîtront lorsque le but poursuivi sera atteint.

Le vote proportionnel répond mieux aux idées de justice qui devraient guider notre C. G. T., mais, à mon avis, il faut lui apporter quelques restrictions si l'on veut lui donner une véritable supériorité.

Les fédérations à gros effectifs sont évidemment partisans de la représentation proportionnelle au C. C. et dans les Congrès, mais il ne faudrait pas que, grâce au nombre des travailleurs de ces professions qui permet un gros effectif syndical, ces fédérations absorbent la C. G. T. Il faut, tout en donnant satisfaction au nombre, sauvegarder les organisations qui, par suite du peu d'étendue de leur profession, restent inévitablement à effectif réduit.

Par une étude sérieuse, une solution peut être trouvée.

3. Devant l'intransigeance des camarades révolutionnaires ou plutôt anarchistes et aussi de quelques camarades réformistes, il est possible qu'une scission se fasse à la C. G. T. Ce serait, à mon avis, très regrettable pour la cause syndicale. La C. G. T. est le lien indispensable qui, seul, permettra aux syndicats de professions diverses de poursuivre l'action d'ensemble qui doit donner au prolétariat la place qu'il doit occuper d'abord et qui rendra possible l'espoir de ce qu'on a appelé l'émancipation des travailleurs. La tendance anarchisante, qui semble dominer en ce moment, ne peut conserver cette situation, parce que cette domination est plus apparente que réelle, (voir le peu de succès des grandes démonstrations tentées), puis aussi parce qu'accueillant, dans le but de renforcer son prestige, des concours extra-syndicaux de personnages amateurs de bruit et en mal de réclame, qui ne seront jamais des travailleurs, ils ne pourront continuer longtemps à abuser les syndiqués d'âme simple, (trop nombreux, hélas!), que la sonorité des phrases, les rodомontades des ordres du jour peuvent emballer, mais qui bientôt dégoûteront le vide et le danger de cette tactique, si toutefois tactique il y a.

4 et 5. Le syndicat doit rester étranger au Parlementarisme. Quel que soit le parti parlementaire dans l'état actuel d'esprit, ce

sera, avant tout, un parti politique et le groupe qui prendrait le titre de Parti du Travail serait, inévitablement, un groupe politique existant déjà et débaptisé. Laissons faire les partis actuels, ils savent devoir compter avec les travailleurs et, loin de conseiller aux camarades de se désintéresser personnellement des luttes politiques, demandons-leur d'exiger de leurs représentants au Parlement autre chose que des déclarations. Ce devrait être le rôle des organisations de dicter aux députés les réformes qu'ils sont incapables d'accomplir seuls et aux syndiqués d'exiger qu'ils tiennent compte de ces conseils.

Quant aux théories antiparlementaires, je les considère comme une duperie à l'usage des esprits simplistes qui se gavent d'étiquettes et de formules. L'action syndicale, étant essentiellement pratique, doit user de tous les moyens mis à sa portée et l'action sur les parlementaires, telle que je l'indique plus haut, en est un. Il est évident que l'action syndicale ne doit pas se cantonner dans ce légalisme étroit et que le « droit à l'insurrection », que des politiciens, qui furent gouvernants, proclamaient naguère, reste acquis, pour stimuler le zèle indubitablement tiède des bourgeois députés, mais en n'en faisant qu'un usage raisonnable et opportun. Il convient, malgré le défaut d'éducation des citoyens (car, si l'instruction primaire obligatoire a donné des résultats *officiels* pompeusement publiés, l'éducation sociale est absolument nulle), il convient, dis-je, de s'adresser à l'intelligence, à la raison, plutôt qu'aux passions brutales, conséquences ataviques de l'état d'esprit médiocre des générations ouvrières déprimées par un si long temps de servitude sociale.

6. a. — Partisan convaincu et ardent de la fraternité internationale, ayant en horreur les boucheries humaines qui déshonorent notre soi-disant civilisation, je suis un adepte fervent de la théorie de la paix universelle. Toutefois, comprenant les impossibilités actuelles de réalisation de cet idéal d'âge d'or, je n'admets pas les invitations à la désertion et à l'insurrection en cas de guerre déclarée, qui nous livreraient sans défense à des régimes plus draconiens que le nôtre, malgré toutes ses imperfections et ses rigueurs d'un autre âge.

Ce qui est inadmissible, parce qu'injuste, c'est que cette armée nationale, nécessité inéluctable du besoin de défense du « patrimoine national » et non de la patrie territoriale, devienne de plus en plus un organisme de défense du patronat contre le prolétariat en lutte pour l'amélioration de son sort. On invoque le principe de la

liberté du travail et les gouvernants commettent ainsi une, disons, « erreur volontaire ». Comment nier dans un régime gouvernemental, expression théorique de la volonté majoritaire de la nation, le droit à la majorité des membres d'une corporation en grève, d'imposer à la minorité la cessation du travail après délibération loyale et vote régulier ? Si l'on veut objecter que ces deux conditions ne sont pas toujours remplies, dirigez vos efforts, messieurs les parlementaires, de façon à en assurer la parfaite exécution, mais ne protégez pas les patrons assez dépourvus de moralité pour abuser de la faiblesse des uns, des mauvais instincts des autres, sous la protection des baïonnettes destinées à un autre usage.

- b. — L'inanité des efforts tentés dans ce sens par certains camarades montre que la grève générale ne peut être, en ce moment, d'exécution possible. Elle pourrait être le moyen d'une solution pacifique, si l'état d'esprit du prolétariat permettait de l'utiliser sans désordres et avec exactitude. Il y a, pour arriver à cette possibilité, toute une besogne d'éducation sociale à faire et j'estime qu'un mouvement prématuré serait très dangereux pour l'avenir du syndicalisme en France.
- c. d. — En principe, je suis partisan de l'arbitrage obligatoire aussi bien que de la capacité des syndicats, mais il me semble impossible de donner en ce moment une solution pratique à ces deux propositions. Où trouver les membres d'un tribunal arbitral donnant entière sécurité aux deux parties adverses, absolument dégagé de toutes influences extérieures, seule garantie d'impartialité ? D'autre part, je considère que si la capacité commerciale et civile des syndicats pouvait donner une arme puissante pour poursuivre la transformation sociale, le code et ses interprètes sont manifestement contre nous et, *légalement*, nous écraseraient dès l'abord. En effet, le code est de défense bourgeoise : il protège la propriété acquise, même injustement, il tolère les pires abus qui n'ont pu être prévus lors de son élaboration et qu'on n'a pas encore voulu réprimer.

Les magistrats sont en presque totalité d'origine bourgeoise et de fréquentation bourgeoise; il en résulte une ignorance complète des aspirations ouvrières et une partialité inévitable, malgré tous leurs efforts de cons-

ciences, au profit de leurs amis ou parents recommandés. Pour être magistrat, on n'en est pas moins homme et nos garanties ne sont pas encore suffisantes pour nous en remettre aux variations de consciences humaines.

7. Les syndicats de dessinateurs sont de fondation trop récente pour enregistrer des résultats véritablement dignes d'être signalés. Toutefois, en ce qui concerne le syndicat de Nantes que, pour sacrifier à la manie des étiquettes, on pourrait qualifier de réformiste, puisqu'il emploie, de préférence, les méthodes dites telles, nous avons vu des patrons lui demander collaboration dans des circonstances où l'intérêt patronal et l'intérêt ouvrier étaient intimement liés. D'autre part, certains patrons acceptent de rentrer en pourparlers avec l'organisation syndicale, ce qui ne peut que servir la cause en fortifiant la situation acquise et développant la force d'expression du syndicat.

8. Partisan convaincu de la valeur transformative des coopératives de production, j'ai toujours préconisé et encouragé la création de ces organismes. Dans notre corporation, il est difficile d'en créer, les difficultés et les dangers ne nous ont pas permis jusqu'à présent d'envisager cette création; cependant je n'en abandonne pas l'étude et je garde l'espérance de réussite.

Nous avons donné tout notre appui aux coopératives de production de Nantes et nous avons la satisfaction de constater que les résultats sont encourageants.

9. La composition du Conseil Supérieur du Travail laisse aux délégués ouvriers un rôle plutôt illusoire; cependant, j'estime nécessaire la présence de ces délégués.

XIX

PAUL RENARD, *de la Bourse du Travail d'Alger, du Syndicat National des Chemins de fer.*

1. Non. Surtout en ce qui concerne la nomination du Comité confédéral et la représentation des Syndicats.

2. Je suis partisan de la R. P. des syndiqués avec néanmoins une proportion de voix décroissante avec le nombre des syndiqués et même un maximum de voix par syndicat.

5. Au syndicat, pas de politique : quelle que soit l'opinion politique des travailleurs, leur place est au syndicat et par conséquent, le Syndicat, la B. d. T. et la C. G. T. ne doivent, à mon avis, être affiliés à aucun parti politique. Mais je suis partisan de relations des

syndicats avec les Parlementaires pour l'obtention des réformes légales et dépendant du Parlement.

6. a. — Antimilitarisme : Question qui ne doit pas être traitée dans les syndicats, étant une question politique, par excellence. Néanmoins, dans les syndicats, on doit faire la propagande nécessaire pour empêcher l'emploi de l'armée dans les grèves.

b. — *Grève générale*. — Partisan de la grève corporative et de la grève générale, en tant que moyen (et non comme but), pour la classe ouvrière, d'obtenir satisfaction, après avoir épuisé tous les moyens légaux de conciliation.

c. — *Arbitrage obligatoire*. — Partisan de l'arbitrage obligatoire, à condition que le droit de grève reste entier et que le tribunal arbitral soit composé, en ce qui concerne les ouvriers, de la moitié des membres et que ces membres soient élus par les syndiqués.

7. Oui, le Syndicat national des Chemins de fer, par la mise en pratique des méthodes réformistes, a obtenu :

L'application aux cheminots de la loi sur le repos hebdomadaire.

L'augmentation des salaires sur l'Etat.

La loi des Retraites et la rétroactivité.

La réglementation du travail (en partie).

9. Oui, le Conseil supérieur du Travail préparant et étudiant les lois sociales, la présence d'ouvriers syndiqués élus dans ce Conseil ne peut qu'être utile à la classe ouvrière.

XX

SAINT-VENANT, des *Confiseurs de Lille, Fédération de l'Alimentation, Conseiller général du Nord*.

1. Oui, j'accepte sans restriction et intégralement les statuts confédéraux, en ce qui concerne la réglementation organique du prolétariat par la centralisation des fédérations nationales d'industries.

2. En ce qui concerne le mode de votation, je considère qu'en tant que vote, la façon actuelle ne peut être appréciable, en ce sens que, dans nos Congrès, nous assistons à cette scène déplorable qu'en raison de la facilité qu'exprime le vote par syndicat, on voit voter des délégués bien plus par avis personnel que par mandat des majo-

rités et des minorités. En outre, les petites organisations commandent trop aux grandes, mais, par contre, il faudrait aussi tenir compte que, si la R. P. était admise, il ne faudrait point que le mode de votation soit réglementé de façon à écraser les petites industries.

3. Je ne crois pas en une division; elle ne doit pas exister, dans l'intérêt de tous.

5. Je considère que les rapports de l'organisation syndicale avec la fraction politique du P. S. doivent se faire, car, d'une part, poursuivant le même but de transformation sociale par la mise en commun des moyens de production et d'échange, nous devons concentrer nos forces accidentellement sans empiéter dans l'administration de l'une ou l'autre des organisations. En outre, les élus du P. S., tout en étant sous le contrôle direct du Parti, ne doivent point agir par avis personnel, mais en tenant bien compte des intérêts du prolétariat et des résolutions des Congrès corporatifs; conséquemment, ce n'est que par relations intermittentes des deux organismes qu'on peut obtenir des réformes du Parlement, sans crainte de diversions, ainsi qu'il en existait, il y a encore quelques semaines, sur les retraites ouvrières.

6. a. — L'antimilitarisme étant une question politique, le syndicalisme ne doit pas en faire une question de méthode d'action, tout en s'exprimant contre tout ce qui touche cette institution organisée dans un but de guerre et de mise au service du capital.

b. — La grève générale peut intervenir, mais elle ne peut être considérée comme le seul moyen de transformation sociale; la grève générale peut découler de la révolution politique et réciproquement.

d. (1). — *« Cette question a retenu longtemps notre attention, étant discutée depuis bien longtemps dans les organisations syndicales, ayant au cours des différentes réunions voté des ordres du jour contre la capacité commerciale.*

« Certainement, nous rencontrons des gens déclarant que ce n'est pas une raison parce qu'une loi autoriserait la capacité commerciale, que nous devrions nous en servir.

« Mais nous plaçant surtout au point de vue gén-

(1) Extrait d'un vœu de M. Saint-Venant et de plusieurs de ses collègues au Conseil Général du Nord. Ce renseignement m'a été obligeamment fourni par lui. (Note de l'auteur.)

« ral, et au-dessus de toute autre question, politique ou
« philosophique, nous considérons que, pour la vitalité
« des syndicats, s'inspirant de ces conditions, nous de-
« vons refuser cette liberté qu'on veut lui donner pour
« mieux la détruire.

« Si nous demandons de la refuser, c'est aussi parce
« que nous considérons que pour l'inconscience ou-
« vrière, s'il y a une liberté qu'on ne doit pas avoir,
« c'est celle de faire du commerce dans le syndicat qui
« non seulement mettrait les destinées des syndicats à
« la disposition d'une assemblée générale et à la cupi-
« dité des individus, mais serait l'anéantissement de
« l'organisation de combat qu'est le syndicat, car, dans
« bien des cas, la capacité commerciale aurait pour
« cause de lui retirer tout esprit de lutte, pour se can-
« tonner dans le commerce professionnel ou autre. De
« plus, la bourgeoisie sait qu'en faisant appel à la cupi-
« dité, elle aurait ce qu'elle n'a pas jusqu'à ce jour avec
« le syndicat, ceux-ci étant insaisissables ; nous avons la
« certitude que le jour où les syndicats posséderont, les
« procès afflueront contre eux, soit provenant des pa-
« trons, soit des traîtres à la classe ouvrière, et le petit
« pécule que tous nous apporterions toutes les semaines
« pour défendre nos droits contre nos exploiters, serait
« bien vite englouti. »

7. L'action réformiste est toujours utile dans des moments où il est permis à l'organisation d'user des moyens conciliants. De longue époque, j'ai toujours obtenu des résultats sans recours à la grève, elle ne doit avoir lieu que dans des cas exceptionnels.

8. Je suis contre les coopératives de production; le syndicat ne peut et ne doit habituer ses membres au commerce; il est un organisme de combat, pour tenter d'obtenir, dans la société actuelle, des améliorations en faveur des ouvriers; un point, c'est tout, — question d'ordre général à part.

9. La question du Conseil supérieur du Travail, aurait pu être appréciable, si elle eût eu pour but de faire activer la discussion des questions sociales au Parlement. Mais, étant donné qu'elle n'a que pour but d'user des mêmes procédés que les universités populaires par la mise de rapports en évidence, rapports qui prennent le chemin des projets remis aux calendes grecques, je ne crois plus en son utilité.

XXI

VAYSSE, de la « Ruche Rouge » de Tulle.

1. Non.

2. Le mode de votation est mauvais, car il permet aux minorités de diriger le mouvement syndical et produit ce résultat que les décisions prises dans les congrès sont souvent contraires à l'esprit de la majorité des syndiqués.

3. Il n'y aura pas de scission.

4. Un Labour-Party n'est pas possible en France; nous n'avons pas le tempérament méthodique des Anglais.

5. Le mouvement syndical n'atteindra son plein développement que le jour où, sans se subordonner, il marchera et agira de pair avec le parti politique poursuivant le même but que lui (en ce moment le P. S. U.).

6. a. — Le Syndicat doit borner son antimilitarisme à empêcher l'envoi de soldats dans les grèves et les manifestations; pour cela, il a pour devoir de pousser les soldats à la désobéissance.

b. — J'accepte la grève générale comme un moyen, mais je ne crois pas que nous puissions dire, dès maintenant, si c'est par ce moyen-là que le prolétariat arrivera à son émancipation.

d. — Non, non, non! ce serait la mort des syndicats.

7. Oui, car ma corporation a pour patron l'Etat; mais réformiste ne signifie pas antirévolutionnaire : nous employons la méthode réformiste tant qu'elle donne des résultats, nous sommes prêts à en employer une autre, si besoin est.

8. Dans ma localité, il n'existe pas encore de coopérative de production, mais j'estime qu'elles sont d'une grande utilité, parce qu'elles peuvent donner : 1° Meilleurs salaires et 2° fournir de l'argent pour les œuvres sociales.

9. Non, le Conseil Supérieur du Travail est un leurre, comme, du reste, toutes les commissions de ce genre. Elles n'auront de valeur que lorsque les travailleurs y seront en majorité et pourront prononcer en dernier ressort.

XVII

ALBIN VILLARET, du *Syndicat des Voyageurs et Représentants, Employés-Vendeurs, Administrateur de la Bourse de Montpellier, de la Fédération Nationale des Employés, Conseiller prud'homme de Montpellier.*

1. A votre première question, je réponds tout simplement oui.

2. Votre deuxième question a donné lieu à une polémique entre moi et les amis Bled, des Horticoles du Nord, et Ader, des Agricoles du Midi, dans le *Travailleur Syndiqué* de Montpellier et le *Travailleur de la Terre*, organe des Agricoles. J'ai toujours pensé qu'il était idiot que des Fédérations qui cotisaient pour 20.000 membres n'aient pas plus de prépondérance que celles qui cotisaient pour 1.500

4. Quant à la création d'un Labour-Party français, je n'y crois pas : tout notre effort doit porter sur une C. G. T. vraiment syndicaliste, débarrassée de tout élément anarchiste.

5. Votre cinquième question est un peu plus complexe. N'étant pas de ceux qui peuvent croire que le syndicalisme peut se suffire à lui-même par ses seules forces, rejeter tout concours ; loin de là j'accepterai toujours les bonnes volontés qui m'aideront à conquérir plus de mieux-être, et ne poussant pas l'intransigeance à savoir si elles sont de partis politiques parlementaires ou antiparlementaires ; mais ce que je ne veux pas, c'est l'équivoque, c'est qu'un parti, quel qu'il soit, veuille s'implanter dans le syndicalisme et le faire dévier à son profit : le syndicalisme doit être syndicaliste, un point, c'est tout.

6. a. — Quelle position je prends devant l'antimilitarisme ? Ah ! tout simplement la suppression de l'armée dans les grèves, tout d'abord, et ensuite, la suppression des armées permanentes.

b. — La grève générale, comme suprême moyen de révolte et de transformation sociale.

c. — L'arbitrage obligatoire : un leurre qui ne supprimera jamais la mauvaise foi.

d. — Quant à la capacité civile et commerciale des syndicats, elle ne fera pas faire un pas de plus à la question syndicale et ne pourra améliorer en rien la situation des intéressés.

7. Votre septième question est très intéressante. Je vous réponds immédiatement : oui, nous avons obtenu, dans notre corporation, des résultats tangibles par l'application des méthodes réformistes ;

je pourrais vous citer plusieurs cas, je vais vous en signaler un concluant. Il y a seulement dix ans, les employés de commerce de Montpellier travaillaient sans discontinuer du 1^{er} janvier au 31 décembre; à la suite d'une campagne menée par les Commis et Employés auprès de la Municipalité, le Maire prit un arrêté supprimant les étalages le dimanche sur la voie publique. De ce fait, certains magasins fermèrent le dimanche, d'autres fermèrent à midi. Ce fut suffisant pour qu'une active campagne menée par le syndicat les obligeât tous à fermer à midi et, ce résultat sitôt obtenu, une nouvelle campagne, menée auprès des députés et sénateurs, amena la loi sur le repos hebdomadaire qui donne à toute la corporation le repos complet du dimanche. Je pourrais vous citer d'autres cas, comme celui de la diminution des heures de travail et celui du délai-congé, mais le cas du repos hebdomadaire est frappant et aucune organisation qui se targue d'employer des moyens révolutionnaires n'a pu obtenir de pareils résultats.

8. Vous me demandez mon avis sur les coopératives de production. A Montpellier, nous en avons une : une imprimerie ; nous y faisons faire le travail de la Bourse et des Syndicats ; il n'y a rien qui la distingue des autres imprimeries, les ouvriers y travaillent autant, quelquefois plus, au profit de six ou sept associés ; le travail y est quelquefois saboté, mais on ne proteste pas. Que voulez-vous ? ce sont des ouvriers anarchistes qui sont les patrons. Alors!... Dans l'Hérault, une multitude végète, une seule, celle de Marraussan a donné des résultats merveilleux, dans la vente du vin, mais grâce à sa direction et à l'intelligence de son créateur.

9. Oui, je trouve très opportun que les ouvriers fassent partie du Conseil Supérieur du Travail. Ils y apportent des idées quelquefois inconnues des patrons et des dirigeants ; en tout cas, ils y font entendre la voix de ceux qui produisent et qui font la fortune sociale.

XXIII

X... (1).

1. Sans restriction, ce serait trop dire. J'accepte les décisions de la majorité.

2. Qu'il n'est pas l'expression fidèle de l'idée de la majorité.

(1) L'auteur de ces réponses comme celui des suivantes (Y.), m'ayant exprimé le désir de ne pas voir leur nom imprimé, je ne puis dévoiler leur personnalité, mais je m'en porte garant, ainsi que de l'intérêt qu'il y a à connaître leurs idées.

3. Je ne crois pas à la scission. Ceux qui la provoqueraient encourraient une lourde responsabilité envers le prolétariat. Ceux qui en parlent méconnaissent absolument les intérêts des ouvriers. Une scission serait un crime envers le prolétariat tout entier qui ne peut réussir dans ses revendications qu'autant qu'il sera plus fortement uni en face des forces capitalistes.

4. Rien de bon pour le moment.

5. Rien de bon. L'expérience du passé n'est guère favorable. Les résultats acquis ne sont pas fameux pour les Travailleurs. Ils doivent de plus en plus ne compter que sur eux-mêmes, s'organiser sur le terrain économique, le seul possible pour l'unité d'action, s'instruire et se perfectionner dans le syndicat et en arriver à faire eux-mêmes leur politique. Le syndicalisme peut et doit se suffire à lui-même en toutes choses. Lorsqu'il sera bien compris par les Travailleurs, étant l'énorme majorité de la nation, ils seront les maîtres de la destinée.

6. *a.* — Pour.

b. — Pour.

c. — Contre, tel qu'il est proposé par les divers projets gouvernementaux.

d. — Contre, pour l'instant. Les éléments ouvriers et les organisations syndicales ne pourraient en tirer rien de bon.

7. Oui, mais très minimes. Pour obtenir quelque chose d'appréciable, il a toujours fallu appuyer les revendications par des mouvements énergiques. D'ailleurs, j'estime que dans le syndicalisme, les mots de réformistes et de révolutionnaires n'ont aucune signification précise selon les besoins du moment.

8. Tout le bien possible.

9. Oui.

XXIV

Y...

1. Non, les statuts n'étant pas suffisamment la reproduction des pensées de chacun, ou plutôt, n'étant pas suffisamment respectueux des diverses tendances. Alors qu'il aurait fallu en faire un amalgame des différentes méthodes, on ne s'est en réalité servi pour leur élaboration que de la méthode révolutionnaire.

2. Très mauvais, en ce sens que les petits syndicats, les seuls qui, trop faibles par eux-mêmes pour lutter, ont constamment besoin de la C. G. T., lui sont absolument acquis et arrivent par leur

nombre à faire échec aux fortes organisations. Aussi, les dirigeants de la C. G. T. repoussent-ils avec énergie la Représentation proportionnelle.

3. Je crois la scission possible, non parce qu'il y a différentes méthodes en jeu, mais bien parce qu'il y a beaucoup d'appétits; en un mot, si la scission se fait, ce ne sera que par suite de questions personnelles, que l'on cachera sous les grands mots de « divergences d'opinions ». Les incidents Lévy, Griffuelhes, Niel, etc., le démontrent. Car, en réalité, les grands manitous n'ont pas lâché ce dernier en le salissant, parce qu'il préconisait la méthode réformiste, mais parce qu'ils sentaient en lui un intelligent et un sincère. Pour me résumer, je considère les dirigeants actuels comme des fumistes qui se moquent pas mal du mouvement ouvrier et qui ne rêvent que de bonnes prébendes. La scission viendra donc de l'application de ce principe : **Si je ne puis être, nul ne sera.**

4. L'idéal, mais malheureusement inapplicable, en raison de la versatilité de la masse ouvrière. Ceci n'est bien entendu qu'une appréciation personnelle, mais basée sur une sérieuse étude des mœurs de la masse.

5. Il n'y a guère que des bluffeurs comme ceux qui dirigent actuellement la C. G. T., pour prétendre à la suppression de tous rapports avec les partis politiques ou parlementaires. Un exemple pour simplifier : N'est-ce pas en intervenant près des futurs députés, conseillers municipaux, etc., en les obligeant presque, sous peine de contradiction dans les réunions, de sabotage électoral enfin, à exiger de leurs imprimeurs la marque syndicale, preuve que les ouvriers sont payés au tarif, que la Fédération du Livre est parvenue à dispenser le Label dans toute la France et par cela même à obtenir un relèvement sensible des salaires.....

6. a. — Ni patriotisme, ni antimilitarisme dans le sens que donnent à ces deux mots la plupart de ceux qui les emploient. Pour les premiers, les seconds sont des anarchistes-incendiaires; pour les seconds, les premiers sont des fomenteurs de guerres qui n'ont qu'un mot à la bouche : à Berlin! Le plus drôle, c'est que les deux clans savent qu'ils mentent; mais à quoi passeraient-ils leur

(1) Afin d'éviter que, par déductions, l'on ne parvint à découvrir le nom de mon correspondant, j'ai été obligé de substituer, à mon grand regret, une série de points à certaines de ses phrases. L'exemple qu'il donnait ici d'un député qui fut autrefois adversaire des fonctions politiques est assez saisissant.

temps, s'ils ne pouvaient baver réciproquement l'un sur l'autre. Il est devenu de mode, dans certains milieux, d'injurier son adversaire. Si on estime celui dont on combat les théories, pour certains bons apôtres, on lui est vendu. Ah ! ce mot : vendu, que de mal il fait. On peut le comparer dans son genre au « J'men fous » du régiment, si gentiment conté par Courteline. Personnellement, je suis loin d'être un chauvin. Si on entend par antimilitarisme le désarmement mondial, je suis antimilitariste, et sincèrement. Mais je verrais d'un drôle d'œil déposer nos armes pendant que les autres puissances nous souriraient narquoisement en apprêtant les leurs. Mais je suis un enragé partisan, pour l'armée, de son asservissement aux lois qui régissent le commun des Français. Pas de tribunaux d'exception, pas de règles spéciales. Et que surtout l'on se serve un peu moins des troupes dans les conflits entre le capital et le travail. Je suis aussi ennemi de la colonisation ; je ne puis admettre qu'un pauvre diable d'un sou aille se faire trouer la peau, pourquoi ? Pour le profit des gros financiers qui s'amènent, avec leurs caisses à millions, en passant sur des cadavres français, pour spolier des pauvres diables qui ont commis le grand crime de n'avoir pas la même couleur de peau que nous, et pour donner de belles situations aux députés déchus ou autres fils à papa.

Pour me résumer, je voudrais le soldat-citoyen. Je suis, dans mon genre, antimilitariste, vous le voyez, mais pas dans le sens hervéiste du mot.

- b. — Je vous dirai sincèrement que je crus pendant longtemps encore la grève générale utopique, mais qu'il faut, toujours et quand même, laisser croire qu'il suffirait d'un seul mot pour la faire éclater. C'est une épée de Damoclès suspendue sur la tête du capitalisme et je vous assure qu'ils craignent rudement qu'elle ne tombe. C'est peut-être un peu... jésuite, mais vous avouerez que ce n'est pas méchant. A côté de cela, il est nécessaire — et tout ce que j'écris, je le mets en pratique — de préparer les esprits à l'éventualité d'une grève générale. Sans la souhaiter, il faut la prévoir, et alors il faut travailler à ce que ce ne soit pas un fiasco.
- c. — Excellent, mais difficile à appliquer, chacune des parties acceptant l'arbitrage avec l'espoir qu'il lui sera fa-

vorable et la partie qui succombe refusant presque toujours de se soumettre. Dans ces conditions, avant de rendre l'arbitrage obligatoire, il sera nécessaire, *au préalable*, de rechercher les moyens d'obliger les parties à se soumettre. Encore des grèves en perspective, autrement.

d. — Je n'en suis pas partisan. Ce serait donner aux syndicats, et surtout à leurs dirigeants, une jolie petite muselière bien dorée. Ce serait aussi créer dans leur sein des difficultés sans nombre qui mettraient aux prises bien souvent les dirigeants avec la justice.

7. Oui, et rien que par cette méthode. Simultanément, entre autres, la diminution de la durée du travail : 9 heures au lieu de 10 et augmentation des salaires : 5 francs au lieu de 4 fr. 50. Réintégration des camarades congédiés, réglementation de l'apprentissage, gratification des heures supplémentaires, etc.

8. Indispensables, lorsque bien conduites. Là, encore, il doit y avoir des difficultés, en ce sens que tous les syndiqués arguent des services éminents qu'ils ont rendus, etc., pour y travailler, parce qu'ils s'y croiront chez eux..... (1). Mais il faut un gérant à poigne, tout en sachant que les ouvriers occupés sont des égaux.....

9. Oui, j'estime que l'ouvrier doit chercher à s'implanter partout, aussi bien au Conseil Supérieur du Travail qu'au Parlement et dans les autres assemblées, conseils municipaux, etc. Je répète ce que je disais plus haut : qu'il faut, comme les dirigeants de la C. G. T., être de jolis mystificateurs pour pousser constamment, et cela avec raison d'ailleurs, le travailleur à réclamer, tout en lui disant : « Si tu étais député, ou n'importe quoi, tu obtiendrais tout de suite pour toi et tes camarades ce que vous désirez, mais tu ne dois pas... parce que ça retarderait le mouvement révolutionnaire. » Et voilà, c'est paradoxal, mais c'est ainsi!

(1) Ici se plaçaient des renseignements sur la prospérité des coopératives de production et de consommation du centre d'action de mon correspondant, ainsi que sur le quantum d'adhérents par rapport au nombre d'habitants, lequel quantum atteignait près de 10 %.

Il ajoutait en *post-scriptum* que, s'il avait parlé à la première personne, c'était dans un simple désir de simplification et que presque tous ses camarades de X... pensaient comme lui sur tous ces points.

Vu :

Le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu :

Le Président,
CH. GIDE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris :

L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

AVERTISSEMENT	5
CHAPITRE I. — Considérations générales sur le Syndicalisme en général	9
— II. — Le conformisme du réformisme.....	16
— III. — Les réformes révolutionnaires.....	30
— IV. — Les procédés de combat.....	40
— V. — Le pacifisme social des réformistes.....	60
— VI. — Des questions extra-syndicales.....	70
— VII. — Les cotisations, la Coopération et la Représen- tation proportionnelle.....	88
CONCLUSION	98
APPENDICE	104
Indication des périodiques à consulter pour l'étude du Syn- dicalisme réformiste.....	108
Enquête faite auprès de divers militants ou anciens militants du Syndicalisme réformiste.....	113

